

Meeting Documents

**The University and Sustainable
Urban Development**

**Proceedings of the UNESCO-PRELUDE Round Table
Paris, 29 September 1995**

The Division of Higher Education of the UNESCO Secretariat produced, during 1983-1989, thirty-six titles in the series *Papers on Higher Education* (a complete list of titles appears on the last page). From 1990, this series will continue in a new form *New Papers on Higher Education* with two subtitles: one, *Studies and Research* and the other, *Meeting Documents*.

1. *The Role of Higher Education in Society : Quality and Pertinence*. UNESCO-Non-Governmental Organizations 2nd Collective Consultation on Higher Education. Paris, 8-11 April 1991. (English/French).
2. *Research on Higher Education in Developing Countries : Suggested Agendas and Research Strategies*. Final Report. UNESCO-University of Pittsburgh Forum of Experts on Research on Higher Education, Pittsburgh, Pennsylvania, USA, 17-19 March 1991. (English only) ED-91/WS-29.
3. *Experts' Meeting on the Integration of International Education into Higher Education*. Tunis, 21 - 25 September 1991. Final Report. (English only) ED-92/WS-3.
4. *La gestion universitaire dans des contextes socio-culturels différents*. Rapport de la Table Ronde, Conférence internationale sur l'éducation, Genève 1992. (French only) ED-92/WS-16.
5. *The Management of International Co-operation in Higher Education*. Proceedings of the 3rd UNESCO-NGO Collective Consultation on Higher Education, Paris, 9-11 December 1992. (English/French) ED-93/WS.14.
6. *Higher Education: Capacity-building for the 21st Century*. Proceedings of the 4th UNESCO-NGO Collective Consultation on Higher Education, Paris, 26-28 September 1994. (English/French). ED-95/WS-9
7. *Training Handbook and Reference Guide for Evaluators of Educational Qualifications, Credentials and Academic Documents*. Prepared by Arunas J. Alisauskas. UNESCO, 1995. (English only) ED-95/WS-12
8. *Séminaire sur l'évaluation d'études étrangères pour fonctionnaires dans le domaine des équivalences et de la reconnaissance académique professionnelle*. Préparé par M.W. Cox, Nuffic, La Haye, Pays-Bas. UNESCO, 1995 (French only) ED-95/WS-17
9. *Recognition of Studies and Academic Mobility. International Congress Proceedings*. UNESCO, 1995. ED-95/WS-19

Authors are responsible for the choice and the presentation of the facts contained in signed articles and for the opinions expressed therein, which are not necessarily those of UNESCO and do not commit the Organization.

The designations employed and the presentation of the material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of UNESCO concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

CONTENTS / TABLE DE MATIERES

Note du Secrétariat

Liminaire	3
-----------------	---

PROBLEMATIQUE / PROBLEMATIC

Accueil

Marco Antonio R. Dias	7
-----------------------------	---

10 ans : Réseau PRELUDE dans le cadre de l'UNESCO

Guy Berger	11
------------------	----

L'université et la pertinence de réseaux associatifs pour une nécessaire hybridation de savoirs, condition d'un développement social et urbain durable. Dix ans d'expérience de PRELUDE

Georges Thill	15
---------------------	----

The Urban University: Concerns and Challenges. Issues for UNESCO

Mary-Louise Kearney	27
---------------------------	----

PRESENTATIONS DES ORATEURS / PRESENTATIONS OF THE SPEAKERS

L'université : prototype d'une communauté 'glocale' ? Réflexions sur l'université comme acteur de formation de citoyens libres et critiques

Riccardo Petrella	41
-------------------------	----

Stress, sécurité, délinquance

Hubert Gueur	51
--------------------	----

La ville latino-américaine vue depuis l'université et le rôle de celle-ci dans les quartiers défavorisés. Le cas de Medellín

Françoise Coupé	57
-----------------------	----

La ville, une réalité multiréférentielle, exigence d'instances critiques et de propositions d'innovation technique et sociale

Annik Osmont	67
--------------------	----

Community Development in Urban Areas and the Role of the University

Kevin Morris	77
--------------------	----

Postscript	
Tony Charles	85
La ville musulmane, crise urbaine et exigence d'hybridation	
Mohamed Larbi Bouguerra	89
De l'université urbanisée à l'université urbaine en passant par la cité universitaire	
Michael Singleton	93
SYNTHESES	
Report of the first session	
Berit Olsson	111
En guise de synthèse des travaux de la première session	
Guy Berger	115
Rapport de la seconde session	
Françoise Coupé	117
En guise de synthèse des travaux de la seconde session	
Georges Thill	121
Concluding Remarks	
Mary-Louise Kearney	125
AUTRES CONTRIBUTIONS / OTHER PAPERS	
Knowledge Networking for Co-development	
Karamjit S. Gill	129
Université, sécurité et développement social et urbain durable	
Maurice Errera	147
TEMOIGNAGES / TESTIMONIES	
L'espace universitaire	
Virginie Rousseau	153
An Urban University Is Not an Ivory Tower. My Life at a London College	
Jürgen Theiss	159
LIST OF PARTICIPANTS	163

Note du Secrétariat

Cette Table ronde s'est tenue dans le cadre du programme de réflexion mené entre l'UNESCO et la Consultation collective des ONG spécialisées en enseignement supérieur dont PRELUDE est membre.

La réflexion a été liée au suivi du Sommet social mondial (Copenhague 1995) convoqué par les Nations Unies afin d'étudier les problèmes majeurs de nos jours - la pauvreté, l'accès au monde du travail et l'exclusion sociale.

La Table ronde a examiné diverses questions relatives à l'université urbaine dans un monde où les changements sociaux sont devenus importants. Ces questions sont d'ordre culturel, social et économique dans la mesure où elles concernent la gestion des institutions ainsi que leur impact dans des contextes particuliers.

Les résultats de ces débats seraient utiles pour les réflexions régionales qui seront lancées par l'UNESCO afin d'étudier en profondeur le document de l'UNESCO *Changement et développement dans l'enseignement supérieur* qui décrit le climat actuel de ce sous-secteur. Ces résultats serviront de base à la réflexion de l'UNESCO sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la société.

LIMINAIRE

La ville, la cité ("polis"), est, en matière de développement humain durable, un projet à vouloir. Et à vouloir avec tous les acteurs concernés.

Défi majeur à l'aube du XXIème siècle. Qu'il est décisif et urgent de relever. Déjà plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes. Les mégalo-poles se développent, surtout dans l'hémisphère Sud. L'économie, avec l'entreprise compétitive, prime sur le poli-tique et la vie communautaire. L'innovation technologique est devenue le référent de l'innovation sociale, en ville et dans le monde. L'image de la ville comme pôle multiréférentiel de création, comme lieu de médiation, d'échange, de "civilisation" fait place à celle d'insécurité, de stress, de violence, d'exclusion.

Par rapport à la ville-projet et au développement social durable, quel rôle peuvent jouer les institutions universitaires, ces autres réalités multiréférentielles et de médiation, de production de connaissances et de formations, aussi divers en soient, de par le monde, les types aujourd'hui. A quelles conditions ce rôle est-il soumis ? Quelles exigences doivent être satisfaites ? Autant de questions que la présente table ronde cherche à traiter avec la volonté de concrétiser les conclusions des derniers Sommets mondiaux, en particulier celui du développement social mondial de Copenhague.

Pour PRELUDE (Programme de REcherche et de Liaison Universitaires pour le DEveloppement), qui fête ses dix ans en 1995, la table ronde est une occasion privilégiée de marquer cet anniversaire, puisque notre réseau international d'enseignants-chercheurs et de scientifiques oeuvrant pour la conception et la réalisation d'un co-développement durable comme alternative au mal-développement tant au Nord qu'au Sud, est issu d'un colloque international sur l'utilité sociale de l'enseignement supérieur.

La première partie des actes, reprenant l'ouverture des travaux, est consacrée à la problématique elle-même : "L'Université et le développement urbain et social durable" et à la façon dont les co-organisateur de la table ronde s'y trouvent impliqués.

Une deuxième partie reprend dans l'ordre de leur exposition les différentes contributions des orateurs, venus d'horizons différents et aux expériences et responsabilités multiples. Différents cas y sont étudiés, méthode que privilégie comme processus d'expertise et d'évaluation

collectives PRELUDE, ONG de la Consultation collective de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur.

Des contributions complémentaires de participants complètent, dans une troisième partie, les communications des orateurs et permettent utilement de nourrir la discussion et de favoriser les approches concrètes du thème. Parmi ces contributions, des témoignages d'étudiants sur leur expérience de la vie universitaire.

En même temps que les participants, dont la haute qualité et la grande variété des interventions ont permis le succès des travaux, que soient vivement remerciés toutes celles et tous ceux qui sur les plans technique, de gestion, de traduction, de secrétariat tant du côté UNESCO, sous la houlette du Dr. M.L. Kearney, que du côté de la coordination scientifique de PRELUDE ont rendu possible cette manifestation. En particulier, pour la réalisation technique de ces actes, nous sommes reconnaissants à Jean-Paul Léonis, secrétaire administratif de PRELUDE qui doit sûrement regretter de n'avoir pu mener jusqu'au bout son travail, étant victime d'un grave accident. Que celles qui dans le cadre du Département, Sciences, Philosophies, Sociétés, de la Faculté des Sciences de Namur, ont pris le relais trouvent ici l'expression de toute notre gratitude.

Georges Thill
Directeur
Coordination scientifique
PRELUDE

PROBLEMATIQUE / PROBLEMATICS

ACCUEIL

M. A. R. Dias
Directeur, Division de
l'Enseignement Supérieur

Mesdames, Messieurs,

I. Introduction

J'ai le plaisir d'accueillir aujourd'hui les membres de PRELUDE, à cette table ronde qui marque le 10^e anniversaire de cette ONG. PRELUDE — un sigle pour le **Programme de Recherche et de Liaison Universitaires pour le Développement** — a été fondé il y a une décennie par un groupe de professeurs et de chercheurs qui s'intéressaient essentiellement aux liens entre la science et la société — cette interaction est, comme vous le savez, la base du processus du développement humain durable. Ceci constitue avec la paix une des priorités absolues des Nations Unies.

On peut donc dire que PRELUDE — fondé sous la tutelle des professeurs Georges Thill et Guy Berger ainsi que des leurs collègues de plusieurs régions du monde — était une initiative novatrice et d'avant-garde. Pendant les dix ans de son existence, PRELUDE s'est développé et a compté de nombreux succès dans les domaines de sa compétence. Messieurs Thill et ses confrères méritent à cet égard toutes nos félicitations.

II. La Table Ronde et le Sommet social mondial

En effet, la présente table ronde sur le thème de l'Université urbaine est un excellent exemple de la vision et de l'expérience de PRELUDE. Ce sujet a été choisi en raison de sa pertinence par rapport aux conclusions du Sommet Social Mondial qui a eu lieu à Copenhague en mars 1995.

Cette manifestation a identifié trois domaines prioritaires pour améliorer le fonctionnement du processus du développement durable, notamment :

- le renforcement de l'intégration sociale, particulièrement des groupes les plus désavantagés et marginalisés;
 - l'atténuation et la réduction de la pauvreté;
 - le développement des emplois productifs.
-

Or, ces objectifs globaux sont nécessairement assez abstraits — pour la communauté internationale ainsi que pour les nations individuelles. Il s'agit donc de les traduire en actions concrètes où il sera possible d'améliorer une situation délicate et injuste en proposant des solutions satisfaisantes et en essayant d'en tirer une leçon. Cette démarche concerne de nombreux groupes sociaux. Quant à la communauté académique, l'action de ce groupe doit aider à réaliser des cibles éducatives qui aideront le développement social, notamment :

- la création des capacités endogènes en matière de politiques sociales - ce qui implique une rénovation de la mission des systèmes et des institutions d'enseignement supérieur;
- la promotion d'un nouveau rapport entre les études avancées et le travail;
- l'accès et la participation aux études supérieures pour tous les groupes socio-économiques et culturels d'une communauté.

III. La Table Ronde : l'Université et le développement urbain durable

L'université urbaine intéresse l'UNESCO pour deux raisons principales :

en premier lieu, c'est **un habitat humain** dont les caractéristiques particulières attirent l'attention des scientifiques qui étudient l'interface entre les gens et leur environnement naturel et social;

deuxièmement, c'est **un contexte particulier de l'enseignement supérieur qui témoigne de nombreuses difficultés complexes**. Pour ceci, son étude est bien justifiée :

- d'un côté, il est important et nécessaire d'analyser comment la communauté académique (c'est à dire, les recteurs, le professorat, les étudiants) arrive à accomplir sa mission dans un tel environnement souvent marqué par la privation et le stress;
- d'un autre côté, il est souhaitable de cerner si et comment ce genre d'institution peut fournir une contribution optimale à la société locale où les besoins sont importants et urgents.

Je me permets de vous rappeler que les objectifs principaux des institutions d'enseignement supérieur sont: **l'enseignement, la recherche et le service à la communauté**. Aujourd'hui, la demande d'accéder aux études supérieures est devenue une question clé pour chaque nation; en même temps, le manque ou la réduction des ressources financières et humaines ont beaucoup aggravé la qualité de l'enseignement supérieur.

Bien sûr, une telle institution peut — et devrait — être un lieu très riche et dynamique parce qu'elle est ouverte à beaucoup d'influences. Parmi celles-ci, il ne faut pas oublier les bénéfices

du multiculturalisme qui distingue des environnements où la population est diverse et qui facilite les possibilités pour un dialogue et une compréhension enrichissants.

Par contre, et malheureusement trop souvent, des universités urbaines sont devenues des lieux de conflit.

Par exemple, elles sont obligées de recevoir beaucoup plus d'étudiants que prévu et d'assurer leurs missions d'enseignement, de recherche et de service dans des conditions de privation et de pénurie.

Compte tenu de cette réalité, comment l'université urbaine fait-elle face à ces défis ? C'est la question principale qui dominera vos discussions aujourd'hui.

IV. Conclusion

L'UNESCO s'intéresse beaucoup aux résultats et aux recommandations de cette Table Ronde. Le thème est directement lié aux principes qui devraient gouverner l'enseignement supérieur de nos jours — c'est-à-dire, des institutions plus efficaces qui peuvent aider à établir un nouvel ordre social plus juste.

Ces principes sont clairement constatés dans le document d'orientation intitulé **Changement et développement dans l'enseignement supérieur**. Des débats tels que le vôtre cherchent à explorer ces orientations majeures par rapport à des contextes spécifiques.

En même temps, votre thème démontre avec éloquence que son étude doit comprendre une large gamme de domaines et d'expertises. Nous sommes donc très heureux d'accueillir nos collègues des autres secteurs de l'UNESCO qui s'intéressent aux questions relatives au développement durable et humain. J'ajoute également que nos collègues des bureaux de l'UNESCO ont été informés de cette manifestation afin de faciliter des analyses plus précises selon les défis de chaque région.

En dernier lieu, ce débat entre dans le cadre de nos préparations pour une Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur qui est prévue pour 1997 et qui impliquera une coopération étroite avec nos partenaires, y compris les ONG de la Consultation collective pour l'enseignement supérieur dont PRELUDE est un membre estimé.

Il me reste donc à remercier nos collègues de PRELUDE d'avoir choisi un thème tellement important pour cette Table ronde et de vous souhaiter une discussion profonde et enrichissante.

10 ANS : RESEAU PRELUDE DANS LE CADRE DE L'UNESCO

Guy Berger
Université Paris VIII

Monsieur le Directeur de la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO,

Chers Collègues et Amis,

C'est en tant que Président du Conseil d'Administration de l'association PRELUDE, réseau international, qu'il m'appartient d'ouvrir et d'animer cette première partie de notre journée de travaux. Et après ceci, je céderai la place à celui qui est notre ami le plus actif et le plus fertile, Georges Thill.

Je voudrais dire simplement pourquoi cette rencontre est à la fois une fête, une journée de travail comme une autre, et un renouvellement des questions qui pour nous sont essentielles

C'est une fête, puisque le réseau PRELUDE a dix ans mais aussi parce que c'est dans le cadre de l'UNESCO et de cette Division de l'enseignement supérieur que nous la célébrons. Rappelons-nous en effet que c'est d'un colloque international sur les responsabilités sociales de l'Université à l'égard des collectivités où elles s'inscrivent qu'est née la volonté de créer PRELUDE.

C'est une journée de travail comme une autre, parce que l'objet de nos débats d'aujourd'hui, et la façon dont nous allons procéder correspond, comme l'aurait dit Michel de Certeau, à notre art de faire quotidien.

Il s'agit toujours pour nous de promouvoir le co-développement, l'articulation de la recherche scientifique aux pratiques socio-économiques et culturelles en conjuguant études de terrain, formation et recherche à partir d'études de cas significatives tant des pays du Nord que des pays du Sud.

Nos visées sont de produire des analyses interdisciplinaires, multiréférentielles, conjuguant savoirs savants et pratiques d'acteurs dans l'identification des problèmes et dans leur traitement; et cela, dans des secteurs clés tels que la santé, la nutrition, l'énergie, la démographie, les technologies nouvelles mais aussi la qualité de vie au sens le plus global et le plus concret à la fois. Enfin, une de nos visées est bien de déterminer les missions nouvelles des institutions universitaires dans leur partenariat avec les collectivités, les entreprises, les

organismes de développement, mais en respectant leur spécificité qui est d'être des lieux de production et de diffusion de savoirs nouveaux en même temps que des lieux pour une prise de distance et pour l'élaboration d'une pensée critique.

Avoir choisi pour un dixième anniversaire de PRELUDE un travail sur la ville et sur la place des universités dans la ville est loin d'être neutre. C'est une manière de continuer un travail dans lequel nous nous sommes engagés depuis bientôt quatre ans, en particulier à Montréal puis à Toronto. C'est surtout une manière de travailler sur une question qui reste ouverte, et aussi ambiguë sinon contradictoire tant dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. Les contradictions entre les modes de convivialité, d'échange, mais aussi de conflits et d'enjeux multiples, de métissage de l'univers urbain, avec le souci qu'a la recherche de conserver son indépendance et sa pureté sont aussi vraies du Sud que du Nord.

Le développement du campus, extérieur ou fermé, la résistance à l'hybridation des savoirs, en particulier de ceux des sciences sociales et des sciences de la nature, la rupture entre l'une et le découpage des universités en départements isolés, sinon rivaux, face à l'infinie diversité et à l'entrecroisement des problèmes urbains sont du même ordre au Nord qu'au Sud.

Sont aussi communs le souci de dissocier le scientifique, le technologique, le symbolique et l'imaginaire, c'est-à-dire de continuer à promouvoir une illusion de pureté de la pensée analytique face à l'imbrication et à l'ambivalence des quotidiens toujours pensés comme dangereux et inféconds. D'où le risque qui traverse aussi bien le Sud que le Nord de deux modèles aussi peu pertinents l'un que l'autre, celui qui verrait dans les transformations accélérées et parfois menaçantes des formes de développement urbain une sorte de déchéance continue du développement du savoir, mais aussi celui qui ignorerait la possibilité et l'intérêt d'une confrontation permanente et d'une fécondation mutuelle de la volonté de savoir et de l'art de vivre, sinon de survivre.

Le programme que nous nous sommes donné pour cette journée est donc multiple.

Il est une manière de continuer ce que nous avons déjà fait, et de le continuer d'autant mieux que nous le confronterons avec des chercheurs et des amis qui jusqu'ici n'ont pas participé à nos travaux.

Il est une manière de contribuer au développement d'une pensée de la ville qui nous aide à sortir d'un certain catastrophisme, simplificateur, surtout quand il s'agit de penser les grandes métropoles du Sud.

Il est aussi une façon de contribuer, dans le cadre de cette Division de l'enseignement supérieur, à la définition du travail universitaire, dans son exigence propre et dans sa mission politique et sociale mais aussi dans son inscription concrète dans le quotidien d'un monde qui

ne cesse de se faire et de se défaire. C'est par l'acceptation de ces dimensions hétérogènes et trop souvent vécues comme exclusives ou contradictoires que nous avons le sentiment de lier nos visées dans la réflexion engagée depuis quelques années sur les conditions d'un développement durable.

**L'UNIVERSITE ET LA PERTINENCE DE RESEAUX ASSOCIATIFS
POUR UNE NECESSAIRE HYBRIDATION DE SAVOIRS,
CONDITION D'UN DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN
DURABLE**

Dix ans d'expérience de PRELUDE

Georges Thill

Facultés Universitaires Notre-
Dame de la Paix, Namur
Directeur de la Coordination
scientifique de PRELUDE

D'entrée de jeu, un rappel s'indique : PRELUDE (Programme de REcherche et de Liaison Universitaires pour le DEveloppement)¹ est né en mars 1985 dans une grande ville, et très précisément dans cette ville de Paris où nous marquons le dixième anniversaire par cette table ronde. Il doit une reconnaissance particulière à l'UNESCO, et en particulier à sa Division de l'Enseignement supérieur : dès le séminaire de base qui lui a donné naissance et où l'UNESCO était représentée, elle a soutenu globalement l'«entreprise-réseau» PRELUDE, membre depuis de la Consultation collective UNESCO/ONG de l'enseignement supérieur.

PRELUDE incarne une dynamique nouvelle. Il entend, comme programme, fonctionner sur le mode d'un réseau associatif et considérer ce mode comme une dimension constitutive de son identité au nom de sa raison sociale et de l'efficacité de son déploiement opérationnel : l'utilité sociale de la recherche universitaire et scientifique et de la formation à et par cette recherche (l'Université face à l'environnement). C'est sa démarche qui spécifie le réseau : priorité au terrain dans des secteurs vitaux; partenariat avec les autres acteurs sociaux du développement; interdisciplinarité la plus étendue possible de manière à valoriser la complexité et la globalité; combinaison des connaissances, savoir-faire et faire savoir locaux et traditionnels avec les sciences et les technologies modernes ou avancées, manière, parmi d'autres, d'associer, en recherche scientifique et technologique, tous les acteurs concernés à l'instauration de pratiques de codéveloppement viable comme alternative au maldéveloppement tant au Nord qu'au Sud.

La dynamique de PRELUDE rejoignait, dès sa naissance, des préoccupations de l'UNESCO en matière d'enseignement supérieur et de recherche notamment en matière d'interdisciplinarité. L'ONG PRELUDE est honorée que l'UNESCO soit l'hôte et l'organisme coorganisateur de

¹ Programme of REsearch and Liaison between Universities for DEvelopment; PRograma de Estudios y Ligazon de Universidades para el DEsarrollo.

cette table ronde. L'organisation des Nations Unies ne cesse en effet de jouer un rôle déterminant, comme partenaire privilégié, dans la vie de notre réseau international.

PRELUDE, projet mondial, et l'enjeu urbain

Le choix du thème de cette journée s'inscrit à l'histoire de PRELUDE. Nous sommes chargés par la Ville de Montréal, où s'est tenu le troisième Sommet des Maires et des Gouverneurs des Grandes Villes du Monde (octobre 1991), d'assurer le suivi du Sommet pour les scientifiques.

Cette mission surprenait maints de celles et ceux qui ont approché PRELUDE à ses débuts : l'activité du réseau s'est d'abord enracinée dans le monde rural. En témoigne la création des deux premiers sous-réseaux PRELUDE «Santé, productions animale, environnement» et «Pharmacopée humaine» portant sur la valorisation de la pharmacopée vétérinaire et humaine à partir des plantes médicinales et de créativités endogènes liées aux médecines traditionnelles.

Toutefois, dès sa première année, notre réseau s'intéressait aux pratiques associatives et communautaires dont on sait qu'elles sont déterminantes dans les structurations des tissus sociaux urbains, au Sud et au Nord, mieux : dans les suds comme dans les nord². De surcroît, ce sont des villes qui, par l'intermédiaire de leur université, ont accueilli les rencontres scientifiques du réseau. Dans l'ordre chronologique essentiellement : Paris, Dakar, Abidjan, Bruxelles, Liège, Butare, Mexico, Namur, Luxembourg, Madrid, Toronto, Ouagadougou, Ouidah.

Un autre aspect vaut encore d'être noté. Le négoce et le commerce, au sens étymologique de ces termes, constituent des activités fortement urbaines. Or, assez rapidement, notre réseau a pris en compte le domaine vital de la communication, devenu, avec l'avènement du cyberspace, un enjeu géostratégique majeur. Par où notre réseau devait considérer l'urbain comme une dimension essentielle de son activité à travers son sous-réseau «Télécommunications», coorganisateur avec l'Universidad Nacional Autonoma de Mexico (UNAM) du symposium PRELUDE : «Universidad, Telecomunicaciones y Sociedad» dans la mégalopole de Mexico en mars 1992.

Nous sommes fortement conduits à réfléchir, en matière de communication, à la nouveauté historico-culturelle suscitée par la télématique et le développement des autoroutes de l'information. Pour nous, la communication, tout comme la grande ville, n'est pas que source d'essor social en favorisant, par exemple, l'accès aux informations, la reconnaissance d'identité (personnelle et collective), la maturité des usagers. Toutes deux, communication et ville, sont en effet prises dans le tourbillon d'une désorientation et d'une désarticulation profondes, à

² Le pluriel signifie qu'il faut dépasser le fixisme du clivage Nord / Sud et qu'il y a des suds au Nord comme des nord^s au Sud, situation renforcée dans un contexte accru de globalisation des marchés.

dimension planétaire. Ainsi, en l'an 2000, 61% de la population mondiale vivront dans les villes³; d'autre part, le développement des autoroutes de l'information, comme le montre Paul Virilio, est à la source de l'avènement d'une sorte de «stéréo-réalité».

Dans leur triple mission de formation, de recherche et de service à la communauté, les institutions universitaires se trouvent vivement interpellées par une telle perte de repère de l'être. Etre, rappelle Paul Virilio, «c'est *in situ*, et ici et maintenant, *hic et nunc* ». Ce qui «est bouleversé par le cyberspace et par l'information instantanée et mondialisée» qui marquent la dimension urbaine de la planète.

Autrement dit, nous voilà désormais féroce­ment confrontés à une négativité spécifique : [...] la désorientation de l'altérité, du rapport à l'autre et du rapport au monde. Dé-situation qui ne peut que perturber la société, et, partant, la démocratie et la dignité humaine. L'Université, de par sa nature même, ne peut se tenir à l'écart de la mondialisation et de la virtualisation qui caractérisent de plus en plus une communication qui va de pair avec une urbanisation généralisée.

L'histoire est riche parce qu'elle est *locale*. Or, demain, avec le développement accru des technologies de la communication, le temps universel débordera le seul domaine où il est connu : l'astronomie. Toute notre histoire humaine et sociale se jouera en effet dans ce temps universel qu'est l'instantané⁴. Changement mental, intellectuel et culturel profond ! Car, que deviendra, par exemple, la référence aux racines, pourtant si décisive pour le développement humain et social ?

Cet enjeu social de taille mobilise notre réseau qui fait du terrain concret sa priorité. Composé d'universitaires et de scientifiques volontaires, soutenus par leur institution, PRELUDE entend, contribuer, j'y reviens, sous forme d'expertise collective, à concevoir et à réaliser à travers une communication et un échange de savoirs et d'expériences, des pratiques de co-développement effectif et durable Nord-Sud, Sud-Nord (à ne pas confondre avec Nord-Sud, surtout quand on tient à œuvrer au nécessaire renforcement des capacités endogènes) comme Sud-Sud et Nord-Nord. Ces pratiques constituent, pour nous, j'insiste, des alternatives aux processus et aux situations de mal-développement qui règnent aussi bien dans le(s) Nord(s) que dans le(s) Sud(s).

Le partenariat avec les autres acteurs sociaux du co-développement, l'interdisciplinarité, l'accent mis sur l'hybridation des savoirs, des savoir faire et des faire savoir; les métissages culturels issus des dialogues interculturels, mieux : des dia-logiques, sont devenus autant de

³ *Le Soir / World Media Network*, «Les Villes revisitées», Bruxelles, septembre 1995.

⁴ Paul Virilio, «Alerte dans le cyberspace !», *Le Monde diplomatique*, août 1995, p. 28.

critères déterminants majeurs, au vu de notre expérience de projet mondial, pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et faciliter l'inclusion dans la société, l'instauration, à terme, d'espaces humains vivables et viables, où la coopération fait place à la compétition aujourd'hui sacralisée et où réussir ne s'identifie plus simplement à gagner.

Droit est fait à des imaginaires sociaux, inspireurs d'équité, d'habitabilité, de convivialité. Sécurité, paix et créativité retrouvent toute leur place dans des projets et des politiques de développement social et urbain, lequel se caractérise par des échanges humains véritables, des négociations collectives impliquant l'ensemble des acteurs concernés et des innovations, où le technique s'articule sur le social. Trois facteurs dont, par leur nature, les villes se prévalent. Les espaces urbains combinent dans un même mouvement inclusion et exclusion⁵.

PRELUDE se veut un réseau associatif. Sur ce mode, disons-nous, un projet ou un programme est mieux à même de proposer des réponses concrètes, fiables et durables aux défis sociaux et culturels contemporains. Parmi ceux-ci : celui de l'utilité sociale des institutions universitaires et de recherche.

«Un réseau, notait Pierre Calame en conclusion du congrès PRELUDE : «Réseaux mode d'emploi. Environnement, communication, recherche» (Namur 1990), *invente d'autres proximités* à la fois *parce que des réseaux techniques relient* (route, avion, fax...) et facilitent l'échange et *parce que l'intérêt mutuel du lien et de l'échange* ainsi que la communauté de valeurs et d'intérêt sont affirmés, «malgré» la distance qui vous (membres du réseau PRELUDE) sépare dans les autres structures topologiques : pas les mêmes pays, pas les mêmes institutions, pas les mêmes disciplines, etc... L'intérêt du réseau n'est pas de substituer cette topologie aux autres *mais de l'ajouter aux autres*. [...] Parce que chacun vient avec ses autres «adhérences», les autres tissus sociaux et professionnels dans lesquels il est inséré, que la participation à un projet commun « *donne un surcroît de sens à chacun* ».

Collaborant au programme européen FAST (Forecasting and Assessment in Science and Technology) en matière de «Perspective globale 2020. Tâches pour la science et la technologie»⁶, notre réseau a bien fait apparaître la pertinence des réseaux associatifs en matière notamment de transferts et d'appropriation de compétences scientifiques et

⁵ Dans cette intervention je me réfère plus particulièrement au rapport de PRELUDE en préparation, et mis en forme par Mme Rosario Salazar de Villegas, pour la Ville de Montréal, et dont plusieurs auteurs participent à cette table ronde.

⁶ Pierre Calame, «Lignes d'action pour PRELUDE», in : Georges Thill, sous la direction de, *Réseaux mode d'emploi. Environnement, communication, recherche*. Namur. Presses Universitaires de Namur. collection «PRELUDE», 1, 1992, pp. 453-465.

technologiques à partir de son expérience et d'études de cas, dont une, sur des situations de développement urbain viable⁷.

Les réseaux associatifs sont complémentaires aux institutions ou en tout cas, selon nous, doivent être considérés comme tels. Ils restituent et/ou fécondent la dimension instituante, par trop oubliée, des institutions de par leur ancrage dans le terrain, leur prise en considération des créativités endogènes, y compris de celles et de ceux qui ne sont pas reconnus.

Détecteurs avancés et processus d'évaluation continus grâce à leur hétérogénéité, leur souplesse, leur proximité du terrain, les réseaux obligent à apprécier, mettre en question et éventuellement réviser les choix épistémologiques, axiologiques, institutionnels qui président à la production, au développement et à la diffusion des savoirs universitaires et scientifiques. Pour l'heure, ils constituent des médiations parmi les plus aptes à susciter l'interconnexion, *dans le temps et dans l'espace*, d'expertises multiples : ils croisent, en l'occurrence à l'échelle des cités, le jeu des dynamiques des acteurs humains et des facteurs non humains.

La démarche «réseau» prend en considération les processus mobilisateurs d'échange et de partage de savoirs au sens du «Kagala» en mashi (Kivu, Zaïre) où chacun apporte ce qu'il a produit et repart enrichi du savoir de l'autre⁸.

Une multiplicité de modes technologiques sont simultanément présents : le savoir-faire du citadin fraîchement venu de la campagne ou du guérisseur et les sciences avancées des spécialistes dans le domaine de la pharmacie, de la bio-médecine humaine et vétérinaire, des télécommunications, de l'habitat, de la nutrition, de l'éducation... De plus, sont mises en perspective les composantes et les dimensions les plus variées de toute activité : les dimensions symbolique, économique, éducative, éthique, sociale, politique, organisationnelle, écologique, de manière à promouvoir une culture de solidarité, de tolérance, de respect, de dialogue, une culture de paix.

Autre aspect essentiel, et qui nous intéresse directement pour cette table ronde, cette démarche «réseau» oblige à prendre en considération ce qui paraît décisif pour la vivabilité à long terme : le dépassement des clivages classiques : traditionnel / moderne, formel / informel, étranger / voisin, producteur / usager, local / global, endogène / exogène, science / culture, technique /

⁷ PRELUDE / Georges Thill (sous la direction de). *Transfert de compétences scientifiques et technologiques et leur appropriation. La pertinence des réseaux associatifs*. Commission des Communautés européennes, FAST / Monitor. FOP 307, Bruxelles. 1992.

⁸ Georges Thill, sous la direction de. *Réseaux, modes d'emploi, Environnement, communication, recherche*, op. cit.; Kakule Kasonia et Michel Ansay (sous la direction de), *Afétissages en santé animale. De Madagascar à Haïti*, Presses Universitaires de Namur / CTA (Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale, Wageningen. Pays -Bas)/ ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique). Collection «PRELUDE», 2, Namur, 1994.

social et encore, parmi bien d'autres clivages, Nord / Sud et, *last but not least*, ville / campagne.

Si jusque vers les années 1960 la séparation ville / campagne se remarquait sur les cartes géographiques, les nouvelles configurations des villes, après immigration massive, ont pour contrainte l'obligation de tenir compte du fait que certains modèles de la campagne se muent en contre-modèles dans la ville. La distinction ville / campagne devient de moins en moins pertinente. En Europe occidentale, par exemple, la société urbaine est partout, y compris dans les zones rurales. Ce qui ne veut pas dire que la différence ville / campagne ait perdu toute spécificité, comme la différence Nord / Sud. Simplement, cela signifie, tout compte fait, que notre civilisation, comme le relève Riccardo Petrella, peut être identifiée et identifiable à une civilisation urbaine⁹.

De par la transversalité et l'horizontalité dues au caractère associatif très complexe du réseau, une qualité globale peut être promue dans l'élaboration de trajectoires humaines et sociales, où ne cessent de surgir l'inédit, l'inattendu, l'incertain. Il importe que la science contemporaine réapprenne à se revendiquer de l'incertitude en quittant les certitudes que la mondialisation financière et technologique ne cesse d'instaurer et/ou de conforter. Interrogation majeure et tâche nouvelle pour l'Université, cette *entre-prise* parmi d'autres, qui se préoccupe ou est contrainte, pour des raisons financières, de se soucier par priorité aujourd'hui de management et de performativité professionnelle, alors qu'elle sait ou devrait savoir que seules les ressources humaines déterminent un développement humain viable. Formation professionnelle et gestion sont sûrement nécessaires mais non suffisantes dans l'accomplissement des missions universitaires au service de citoyennes et de citoyens-monde solidaires et responsables.

Revisiter la mondialisation pour une urbanisation viable

La globalisation des marchés financiers conduit à la colonisation du politique — au sens étymologique et fort du terme (*polis* : la cité) — par l'économique. Colonisation d'autant plus tyrannique que le cléricalisme économique s'auto-consacre en revêtant les habits d'une scientificité mathématicienne. L'«économiquement correct» se trouve parfaitement légitimé puisqu'il s'appuie sur un discours mathématique, lequel détient la capacité de déterminer les règles de sa production et, partant, d'être «consistant» (sans contradiction entre ses énoncés), «propre» (sans équivocité), et contraignant (interdisant par sa forme logique tout refus de son contenu)¹⁰.

⁹ Riccardo Petrella, *Demain, les villes européennes. Questionnements et enjeux*, Bruxelles, CEE, FAST, 1991.

¹⁰ Michel de Certeau, «Informatique et rhétorique : l'histoire», *Traverses* 26, octobre 1982, pp. 29-35. Sur la colonisation par l'économique, Ibrahim Warde, «La tyrannie de "l'économiquement correct"», *Le Monde diplomatique*, Dossier «Les nouveaux maîtres du monde», mai 1995, pp. 19-24.

Une telle globalisation ou mondialisation défie l'autorité universitaire comme la société entière. La globalisation de l'économie et de la technologie est loin de produire sinon d'être une interdépendance ou une mondialisation véritable. Elle constitue au contraire un système de dépendance, de dualisations multiples ou de multi-alisations à l'échelle planétaire et, selon l'image évocatrice de Riccardo Petrella, un «apartheid» global, «plus difficile à vaincre, nous dit cet auteur, si rien n'est fait, que le pourtant coriace système sud-africain»¹¹, une des cibles du combat des démocrates durant ces dernières décennies. Mais la nouvelle situation d'Afrique du Sud nous rappelle aussi que jamais rien n'est joué, qu'il n'existe ni fatalité scientifique, ni fatalité technologique ni fatalité économique !

Sur la planète Terre, notre terre, de plus en plus socialement fracturée, divisée en intégrés / exclus de par une triadisation (Amérique du Nord, Japon, Europe occidentale), comme l'ont établi les travaux de FAST, seuls 500 millions des 7 ou 8 milliards censés habiter la planète dans un quart de siècle seront bénéficiaires de la science et de la technologie. La compétitivité, maître-mot contemporain, est devenue le créneau favorisé par l'impératif technologique. L'Université, avec toutes ses diversités et ses ambiguïtés, peut ou doit pouvoir remplir un rôle majeur comme carrefour critique et catalyseur d'idées et de mouvements pour permettre aux citoyens - usagers de cette planète, et en particulier de la ville, de penser et de susciter des alternatives qui infléchissent, mieux : remettent entièrement en cause un processus de dépendance et d'exclusion global pour conduire à une solidarité planétaire responsable.

L'impératif technologique n'est nullement le fait d'un mouvement social et culturel spontané mais la conséquence, comme l'a montré Marc Guillaume, de la crise mondiale. Il s'impose dans sa totalité sociale et culturelle. Devant le phénomène urbain qui s'impose, la ville qui, elle, a toujours besoin d'être voulue¹², ne peut se réduire à des systèmes de gestion économique et à des rationalisations par plans de secteurs technocratiques. Sans participation active des concernés, le mal-vivre global, le stress et l'apparition des phénomènes de violence à l'intérieur des villes, que ce soit en Amérique latine, en Afrique (dont on oublie que l'urbanisation avance à grands pas), ou en Amérique du Nord et en Europe, ne peuvent que s'étendre et se répandre.

L'écrivain mexicain Octavio Paz ne dénonçait-il pas que «tout devient une chose qui s'achète et se jette à la poubelle (y compris les idées, les sentiments, l'art, l'amour, les personnes mêmes)» et qu'«aucune civilisation n'a produit autant d'ordures que la nôtre : les ordures matérielles et les ordures morales»¹³.

¹¹ Riccardo Petrella. «Vers un techno-apartheid global». *Le Monde diplomatique*, Manière de voir 18, «Les frontières de l'économie globale», mai 1993, pp. 30-33.

¹² *Projet*, «Pour la ville», n°243, septembre 1995.

¹³ Octavio Paz. *Tiempos Nublados*, cité par Giraldo F. et López H., in : *Metamorfosis de la Modernidad*, Santa Fé de Bogotá, Foro Nacional por Colombia, 1989.

Les suds s'élargissent, les nords se resserrent. Ce sont en premier lieu les grandes villes qui en souffrent : c'est là que se cristallisent les enjeux majeurs de la société. Le processus d'exclusion, au niveau urbain, se manifeste jusque dans l'aménagement de la forme des villes. «La banlieue, souligne Carlo Ripa di Meana, ancien commissaire européen responsable de l'environnement, est synonyme d'exclusion, d'éloignement, non seulement des centres de décisions, mais aussi des lieux de consommation culturelle, des échanges et des contacts sociaux, qui demeurent le propre d'un centre urbain privilégié et lointain. C'est à cette réalité qu'on se réfère quand on qualifie Paris de "ville à deux vitesses"»¹⁴.

En Europe, le processus urbain d'exclusion peut se localiser géographiquement. Il suit la logique décrite par Samir Amin d'un rapport Nord/Sud compris en terme de centre / périphérie, comme en témoignent, par exemple, les violences dans la Région parisienne. Mais dans les villes du Sud, l'organisation est parfois traversée d'un bout à l'autre par des flux d'exclusion et de marginalisation notoires. La banlieue vue comme un ensemble distinct est une structure beaucoup moins prégnante quand il s'agit de considérer la dualisation de la vie sociale. Près de la moitié des établissements urbains d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont construits sur des terrains sans subdivisions légales et - aspect décisif quand on mesure l'impact économique du foncier — sans actes de propriété inscrits dans un registre officiel¹⁵.

Viabilité et qualité urbaine globales par des opérations en réseaux

Bien des aspects seront sans doute épinglés au cours de la journée en rapport à la dualisation ou à la multi-alisation du développement urbain, en particulier en matière de planification, d'aménagement du territoire et de participation de tous les acteurs sociaux. Je préfère revenir sur l'importance des réseaux en soulignant à leur propos le rôle capital des femmes pour et dans un développement urbain viable. Ce sont en effet des réseaux associatifs de femmes ou à forte composante féminine qui ont développé des travaux participatifs parmi les plus déterminants en matière de ville comme projet de vivre ensemble. Ces réseaux, en liaison avec les ONG et les institutions ont pu résoudre des problèmes concrets d'habitat, de santé, de nutrition, d'environnement, d'éducation, de finances. Pensons, par exemple, aux tontines en Afrique et aux gestes fondateurs de l'éducation que les femmes transmettent, spécialement dans les pays dits les moins avancés, où elles sont quasiment les seules à le faire.

Par ailleurs, je tiens à faire remarquer que la Déclaration finale du Troisième Sommet des Gouverneurs et Maires des Grandes Villes du Monde à Montréal insistait sur l'exigence incontournable, au niveau de la gestion des villes, de prendre en compte la société globale en

¹⁴ Carlo Ripa di Meana. *Adieu la Terre*. Paris, Editions de l'Environnement, 1993.

¹⁵ Pierre Jacobs. *Le développement urbain viable. Troisième Sommet des grandes villes du monde*, Montréal, 1991.

considérant comme partenaires nécessaires des autorités tous les types de regroupements et de réseaux : un développement urbain viable, précise cette déclaration passe inévitablement par «la mise en œuvre d'une stratégie faisant participer, dans des actions concertées, les populations, les institutions d'éducation et de recherche, les secteurs économique et commercial, les gouvernements et les organismes locaux, régionaux, nationaux et internationaux». Maillée par des réseaux associatifs multiples, la ville, à *vouloir*, découvre sa dimension vraiment humaine et soutenable.

La viabilité tient à la qualité globale, laquelle renvoie à des spécificités liées à des finalités propres et à des environnements naturels et sociaux concrets. Elle n'est pas une recette extrapolable à l'ensemble des contextes urbains et pourtant en même temps elle favorise, paradoxalement, les échanges d'idées, les compétences; et ce, dans la reconnaissance effective de l'altérité et une communication véritable qui est nécessairement altération, fécondation mutuelle, métissage effectif. En ce sens et à ce prix, comme carrefours critiques, et paroles à la société, les institutions universitaires sont irremplaçables dans leur diversité.

Pour la qualité globale il n'y a plus de science ni de technologie optimales pures. Cette qualité préconise la créolisation, l'hybridation des savoirs et des technologies, c'est-à-dire la combinaison des savoirs, savoir-faire, savoir faire faire, faire savoir traditionnels et locaux avec les sciences, les technologies et les systèmes organisationnels avancés, comme le fait apparaître la série d'études de cas présentés et analysés dans le rapport susmentionné de PRELUDE pour FAST. Que des horlogers, comme relevé dans ce rapport pour la Commission européenne, aient pu réaliser le stimulateur cardiaque sur très peu d'années dans le cadre de la Fondation Tissot à Le Locle (Jura suisse) en coopération avec des ingénieurs et des scientifiques en est une démonstration éloquente.

Dans nos sociétés où n'existent pratiquement plus de liens sociaux et où, de toute façon, il y de plus en plus absence de projets, la qualité globale, promotrice de créativités endogènes et promue de façon privilégiée par l'entremise de réseaux associatifs intégrant les milieux universitaires, est à même de prévenir contre la régression identitaire à laquelle de plus en plus nous devons faire face en raison des intégrismes de toutes natures, aussi bien que contre la trame actuelle et accélérée de la globalisation dont cette régression est l'avatar¹⁶.

La création et la diffusion, sur un mode fractal, de la petite à la grande échelle, d'une qualité globale passe par le soutien que donnent les institutions aux réseaux, lesquels, répétons-le, leur sont complémentaires. Cette création et cette diffusion deviennent ainsi de plus en plus un objectif décisif en matière de développement urbain durable pour les institutions universitaires.

¹⁶ André Mattelart. «Les nouveaux scénarios de la communication mondiale». *Le Monde diplomatique*, août 1995, pp. 24-25.

Celles-ci se doivent de répondre au défi culturel majeur de cette fin de siècle qui a pour nom, nous dit Javier Perez de Cuellar, «une maîtrise de la maîtrise». Elles ne peuvent plus s'en tenir à une simple maîtrise éducative ou d'expertise dans les travaux de recherche et de formation. Il leur faut promouvoir cette maîtrise de la maîtrise, cette sagesse de la science, qui ne peut se passer des compétences profondes, pour des solidarités responsables, de toutes les personnes, de tous les usagers, de tous les citoyens-monde. Dans cette optique, par exemple, des articles de journaux doivent pouvoir trouver une place dans les références bibliographiques universitaires, y compris de nos facultés des sciences, dans la mesure où s'y trouvent des informations relatives à de telles compétences et aux capacités inventives de la population.

Une façon de répondre, argumentons-nous à PRELUDE, à l'exclusion par la science et la technologie, c'est précisément d'oeuvrer de manière telle que la science, la technologie et la formation avancées se conjuguent à la multiplicité des savoirs, savoir-faire et faire savoir enfouis dans les terroirs locaux. Sans ces ressources culturelles profondes, aucune science ou technologie dite appropriée ne pourra se considérer vraiment au service de toute l'humanité.

En favorisant hybridation et métissage, le travail universitaire peut plus efficacement contribuer à tracer des projets pour et dans les villes, à vouloir villes. L'exercice est risqué, car il ne peut souffrir que d'imperfections et d'inachèvements. Mais il est nécessaire et urgent.

Si les institutions et les milieux universitaires peuvent ainsi catalyser toutes les ressources locales propres, ils sont en mesure d'inventer ou tout au moins de coopérer à inventer des conditions d'instauration de nouveaux paysages urbains qui ne peuvent plus être ni ceux de l'âge haussmanien ni de ceux de la ville-machine cassée d'un bout à l'autre.

La ville, la cité, sera celle d'un nouvel âge urbain¹⁷. Celui-ci valorise les *bons* héritages des deux âges précédents. Y sera favorisée la constitution d'un tissu sociétairé où «tout renvoie à tout», où l'architecture relie, au lieu de fragmenter, des acteurs animés par la volonté de vivre ensemble, où, du coup, les politiques privilégient tous les usagers de la ville considérés comme des citoyens actifs responsables.

Ainsi on arrêtera d'oblitérer les usages polysémiques des lieux et des choses, les perçus et les vécus, les arts de «faire avec», les pratiques d'association, les convivialités électives, les (mi)lieux de vie, avec des sensibilités et des sensations diverses, avec des socialités qui ne soient pas que des obligations imposées par les autorités.

La ville est d'abord une institution socio-culturelle multiréférentielle, à l'instar de l'Université, comprise dans son sens originairé. Elle ne peut se réduire à un espace géographique analysable

¹⁷ Olivier Mongin. «Vers la troisième ville ?», *Projet*, n° 243, automne 1995, pp. 25-30. Cet article constitue de «bonnes feuilles» d'un ouvrage du même intitulé qui paraîtra chez Hachette. Paris, octobre 1995.

à la seule lumière d'une rationalité scientifique et technique. Elle est, au sens fort, un imaginaire social quotidien, tissu de joies et de peines, de couleurs, d'odeurs, de touchers, (mi)lieu de vie, avec toute la symbolique qu'un tel (mi)lieu comporte.

Elle entretient, déplace, use, casse et remanie, crée de nouvelles configurations d'êtres et d'objets de par les pratiques quotidiennes des vivants, toujours semblables et pourtant différents, comme nous le montrent Michel de Certeau et Luce Giard dans «Les revenants de la ville»¹⁸.

Autant de questionnements et de tâches nouvelles, politiques (au sens fort de "polis"). Une lucidité devient d'autant plus urgente pour l'action que la rationalité occidentale ne pourra plus longtemps présider au développement urbain mondial viable : les plus grandes villes du monde de l'ère 2000 ne se trouveront ni en Europe ni en Amérique du Nord. Un avenir pour la cité, c'est, il est bon d'y revenir pour conclure, la contribution, notamment par les institutions et les milieux universitaires, à la mise en place de conditions pour des projets pour les villes. insistons-y à vouloir, et à vouloir politiquement. Les choix axiologiques, épistémologiques et organisationnels doivent désormais toujours plus effectivement prendre en compte le double défi de la mondialisation, de la démocratie, des droits humains. Il y va de l'équité sociale et de la dignité humaine dans une viabilité planétaire, qui, soulignons-le, ne peut être que plurielle

Comme universitaire, et chargé de la coordination scientifique d'un réseau de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, j'entends ajouter, en conclusion du présent propos, que celui-ci se trouverait privé de sens si la formation dont bénéficie tout universitaire et la recherche scientifique devaient nous amener à nous considérer comme détenteurs d'un monopole, pis du monopole du savoir...

¹⁸ Michel de Certeau et Luce Giard. «Les revenants de la ville». in : Michel de Certeau, Luce Giard, Pierre Mayol, *L'invention du quotidien. 2. Habiter, cuisiner*. Paris, Gallimard, Folio, Essais, n° 238, 1994, pp. 189-210.

THE URBAN UNIVERSITY: CONCERNS AND CHALLENGES

ISSUES FOR UNESCO

Mary-Louise Kearney
Division of Higher Education

1. Introduction

To mark the 10th Anniversary of the founding of PRELUDE (Programme de Liaison Universitaire pour l'Enseignement et Recherche), UNESCO and this NGO are co-hosting a Round Table entitled **The Urban University : Concerns and Challenges**.

This debate has significance on several counts :

- firstly, it is held under the aegis of the UNESCO/NGO Collective Consultation on Higher Education. Founded in 1988, this group comprises 33 NGOs specialized in areas of higher education and represents diverse constituencies within this sub-sector. To date, this body has sponsored 18 such debates ranging over social, economic and cultural questions;
- secondly, this discussion permits the Collective Consultation to make a contribution to the ongoing reflection on issues and strategies related to higher education policy making at the national and institutional levels. Already, the NGOs have been closely involved in the preparation of the UNESCO position paper, **Change and Development in Higher Education**. This outlined the guiding principles with regard to the renewal of higher education systems and institutions in terms of their management and role in society;
- thirdly, this debate is taking place soon after the **World Summit for Social Development**, held in Copenhagen in March 1995. This followed on from the earlier UNCED Conference (Rio, 1992) and sought to launch both global analysis and action to combat the major social problems affecting the world today. In this regard, the present Round Table also links to the priorities of the **MOST Programme**, since higher education is a key force affecting the pace and direction of social transformation.

This Round Table thus focuses on the concerns and challenges faced by the urban university across a variety of regions. These concerns are numerous and far from simple to resolve.

What is the mission of such institutions ?

What managerial problems does it encounter ?

What clientele does it attract ?

How does it serve the priority needs of its environment ?

Above all else, these questions emphasize the stiffest challenge for the urban university. How can it promote social equity and combat exclusion in contexts where poverty and hardship are rife so that the benefits of higher education are made available to those wishing to pursue their qualifications and hence, to accede to a better life ?

The special guests and representatives of the higher education community taking part in the UNESCO/PRELUDE Round Table will comment on these points in depth so as to offer their own experiences which may be of interest to their counterparts elsewhere in the world.

2. Sustainable Human Development : Aims and Strategies

What exactly is sustainable human development ?

The 1993 Human Development Report defined this as "**the overall vision of societies based on people's real needs**" (HDR 1993:2). This requires a people-centred world order based on five new pillars :

- new concepts of human security;
- new models of sustainable human development as measured by indicators of social and economic well-being;
- new partnerships between state and markets;
- new patterns of national and global governance;
- new forms of international co-operation.

This approach represents a revolution in thinking as traditional models of social organization are challenged and as people are placed at the centre of political, social and economic change.

The tables listed in Annex 1 and taken from the 1993 Human Development Report clearly illustrate the growing gap between the progress of industrialized nations and the deprivation experienced by developing countries across a range of indicators.

This data clearly evidences the grave imbalances now prevalent in our world. However, equally important, is the danger that these represent in terms of social unrest and conflict.

For this reason, it is also important to reiterate that the overarching objective of sustainable human development is enhanced peaceful and equitable social development for humanity.

To this end, the **Agenda for Peace** was drawn up in 1992 by the UN Secretary-General and lists five priorities to help create a conflict-free world :

- early identification of conflict and the use of preventive diplomacy;
- enhanced peace-keeping in actual situations of conflict;
- enhanced peace-making efforts to resolve these situations;
- promotion of peace-building through international co-operation and understanding;
- eradication of the deepest causes of conflict, namely economic despair, social injustice and political oppression.

The next step intended to help correct global social inequalities is the **World Summit on Social Development** which focuses on three major areas considered vital for future for national and global action :

- the alleviation of poverty;
- the inclusion of socially marginalized groups in the development process;
- the generation of employment opportunities.

Now, UNESCO has prepared its own Position Paper for the World Social Summit. This states certain guiding principles namely that :

- development is a human right;
- development is primarily a social process;
- development and peace are closely linked.

In terms of the Organization's action in the specific fields of its mandate in Education, Science (and the Social Sciences), Culture and Communication, this must ensure :

- endogenous capacity-building, especially in the field of social policy-making;
- people's involvement in social development;
- due recognition of cultural factors as an integral part of development strategies;
- a new vision of employment and work;
- the improvement of the quality of life for rural populations;
- better environmental awareness;
- more equitable sharing of science and technology;
- communication which serves social development.

3. Sustainable Human Development and Higher Education

Within this broad framework, the particular problems - both social and managerial - of higher education can be located.

The UNESCO Policy Paper lists six major social processes which, though concurrent, can also be contradictory :

democratization, which can be seen in the removal and collapse of many totalitarian regimes and in the steady advance of democratic forces. This serves as the foundation for development and collective action aimed at guaranteeing peace and respect for human rights;

globalization, reflecting the growing interdependence on a world scale of national and local economies and trade, as well as the need to adopt a global approach in order to cope with the resulting problems;

regionalization, in which States form groupings to facilitate trade and economic integration as a means of reinforcing their competitiveness. Regional arrangements may also be useful in matters of education, culture, environment, labour markets and infrastructures;

polarization, which is evident in increased inequalities on a global, regional and national scale and results in a widening gap between rich and poor countries and populations, with the whole array of political, economic and social consequences this process entails;

marginalization, which is clear from the international or local isolation of a number of countries as well as of certain segments of the population because of various forms of underdevelopment;

fragmentation, which foments social and cultural discord, and, in its extreme form, can lead to 'atomization', through attempts to divide States and local communities along ethnic, tribal or religious lines.

The Policy Paper goes on to define a practical agenda for the pro-active university outlined so that this important entity will fulfil its new role in the process of social transformation :

- a place for high-quality training, enabling students to act efficiently and effectively in a broad range of civic and professional functions and activities, including the most diverse, up-to-date and specialized;
- a place to which access is possible primarily on the basis of intellectual merit and of the ability to participate actively in its programmes, with due attention to ensuring social equity;
- a community fully engaged in the search, creation and dissemination of knowledge, in the advancement of science, and participating in the development of technological innovations and inventions,

- a place of learning founded on quality and knowledge alone, which inculcates, particularly in the minds of its future graduates, commitment to the pursuit of knowledge and a sense of responsibility to place training at the service of social development,
- a place that welcomes return for updating and enhancement of knowledge and qualifications as part of institutional practice and culture;
- a community in which co-operation with industry and the service sectors for the economic progress of the region and nation is encouraged and actively supported;
- a place in which important local, regional, national and international issues and solutions are identified, debated and addressed in a spirit of learned criticism, and where the active participation of citizens in the debates on social, cultural and intellectual progress is encouraged;
- a place to which governments and other public institutions can go for scientific and reliable information which is increasingly being required for decision-making at all levels, and which also promotes public participation in the decision-making process;
- a community whose members, being fully committed to the principles of academic freedom, are engaged in the pursuit of truth, defence and promotion of human rights, democracy, social justice and tolerance in their own communities and throughout the world, and participate in instruction for genuine participatory citizenship and in building a culture of peace;
- an institution well situated in the world context, with all its accompanying threats and possibilities, and adapted to the rhythm of contemporary life, the distinctive features of each region, and of each country.

To achieve these ends, due attention must be paid to the **role of higher education in capacity-building**. This is vital and constitutes its principal contribution to sustainable human development itself.

The complexity of this issue was discussed at the fourth meeting of the UNESCO/NGO Collective Consultation entitled **Higher Education and Capacity-building for the 21st Century** (Paris 1994). Its conclusions recognized the desirability of more efficient management practices - which, at the present time, are so strongly promoted by governments with reduced public funding for higher education. However, enhanced management was not promoted as an end in itself. Rather it was seen as a necessary tool which would enable higher education institutions, notably universities, to fulfil their fundamental mission in society

- namely the production of highly skilled human resources who, both as citizens and professionals, would be equipped to adapt to a rapidly changing world throughout their lives. From this perspective, the emphasis on **social effectiveness becomes the prime objective for the university on the eve of the 21st Century.**

4. The Urban University : Concerns and Challenges

As the global concerns listed above must be translated into positive local action, it is important to recognize that the urban university has, as an integral part of its mission, to understand the managerial, academic and social questions arising from its context and find solutions for these.

A sample of institutional profiles from a variety of regions reveals the pressures faced by universities which are meeting greatly increased demands access :

Africa

University of Science and Technology, Kumasi, Ghana: 4,578 students, 500 academic staff

University of Ibadan, Nigeria: 14,000 students, 967 academic staff

Makerere University, Uganda: 7,000 students, 500 academic staff

University of Zimbabwe: 8,600 students, 925 academic staff

Asia/Pacific

Calcutta University, India: 90,000 students, 670 academic staff

National University of Singapore: 17,000 students, 1,373 academic staff

Beijing University, People's Republic of China: 12,500 students, 2,700 academic staff

Allama Iqbal Open University, Pakistan: 66,000 students

University of Indonesia, Jakarta, Indonesia: 22,000 students, 2,200 academic staff

University of Sydney, Australia: 30,000 (full and part-time) students, 670 academic staff

Arab States

Cairo University, Egypt: 77,000 students, 4,500 academic staff

University of Jordan, Amman, Jordan: 23,000 students, 770 academic staff

King Saud University, Riyadh, Saudi Arabia: 32,000 students, 2,700 academic staff

Europe/North America

University of California, Berkeley: 30,000 students. 1,650 academic staff

University of Liverpool, U. K.: 11,000 students (+5,000 external students), 925 academic staff

Universite de Paris X, Nanterre: 28,000 students, 840 academic staff

University of Warsaw, Poland: 34,000 students, 3,000 academic staff

University of St Petersburg, Russian Federation: 15,000 students (+8,000 evening students), 4,000 academic staff

Latin America

University of Sao Paulo, Brazil: 52,000 students, 5,000 academic staff

University of Buenos Aires, Argentina: 215,000 students, 2,900 academic staff

Universidad Nacional Autonoma de Mexico, Mexico City: 327,000 students, 32,000 academic staff.

(Sources: *ACU Yearbook 1993*, *International Handbook of Universities 1993*, *American Universities and Colleges 14th Edition 1992*.)

Amongst the diverse institutes and services offered by these institutions are found museums, centres for language and culture, for women and for life-long learning, offices for career guidance and for liaison with the economic sector, teaching hospitals, health services and extensive residential facilities for staff and students - in short, these campuses become small worlds in themselves catering for social needs as well as academic interests.

The concerns of the Urban University might be categorized as follows :

academic issues, notably assuring the quality of teaching, training and research and its relevance of the needs of the local and international labour market. The statistics listed above witness to these problems in terms of high student/staff ratios and the need for solid career advisory services for students;

managerial concerns especially access and funding questions. High enrolments - while attesting to the right of access for those qualified - often lead to overcrowded and thus inadequate facilities. In certain countries, e.g. Australia, the question of size has been studied at length. This has led to mergers to render small institutions more economically viable - although this approach has met with mixed results.

A particularly thorny management issue is that of fees. Today, even those institutions offering free or low-cost tuition are now facing radically reduced state resources and are under increasing pressure to set up cost-sharing or cost recovery schemes to augment their revenues;

social aspects covering the range of student profiles, the service rendered by the institution to its community and the special constraints faced in carrying out its mission.

Today, an ever-increasing number of students are enrolled part-time and follow evening classes or distance courses to accommodate their jobs. There are predictions that full-time study could be a luxury for the elite only by the next century. As well, the average student age is changing with many more mature students enrolling in order to have for better career prospects or to participate in opportunities for life-long learning for leisure.

This social perspective also emphasizes Study Service which is a concept already well known in Latin America. Elsewhere, for example at Bir-Zeit University, Palestine, students cannot graduate until they have fulfilled a number of hours spent in community service. In this way, their newly acquired expertise is used directly where it is needed.

The Mobility/Brain Drain paradox has particular ramifications for the social relevance of higher education studies. As internationally-recognized qualifications are often desperately needed in regional contexts, so it becomes vital that students return after training abroad. However, this can frequently prove difficult when more attractive career prospects present themselves elsewhere.

Moreover, the advanced training received must have local applicability -hence endogenous capacity-building is a preferred solution and is the model promoted by schemes such as the UNITWIN/UNESCO Chairs Programme.

Last but not least, the special social conditions pertaining in cities have implications on the urban universities. For instance, the involvement of their students in political movements (usually based in urban environments) is well documented throughout history. However, in addition today, poor housing and inadequate bursary assistance -as well as exposure to the social problems related to the drug culture and AIDS - are serious concerns for families with modest means whose children are entering higher education for lengthy periods. Students can thus face financial hardship, doubtful employment prospects and possible contact with amoral values. This combination constitutes a cause of grave concern for institutions - which are often called upon to assume a "in loco parentis" role through the social services provided.

Conclusion

The present Round Table seeks three major outcomes regarding the concerns and challenges of the urban university :

.first, a clear understanding amongst the parties involved (university and civic leaders, academic staff, students and the community at large) of the challenges presented by the

current economic and social climate; as this is problematical, the issues can be extremely grave;

.secondly, due recognition for the commitment of urban universities to provide higher education of quality and relevance - despite the present climate and its obstacles; this commitment demonstrates their **concrete contribution to the goal of sustainable human development;**

.thirdly, the promotion of appropriate support to urban universities in the accomplishment of their mission; this assistance can come from the higher education community through networking, from IGOs such as UNESCO, from state and municipal authorities and from the productive sector.

By exchanging experiences and solutions, this Round Table aims to articulate the main issues facing urban universities and to encourage more effective support and partnerships for these institutions. It is hoped that, in the future, this dialogue can be replicated for urban universities across other regions.

Bibliography

Borero Cabal, Alfonso. *The University as an Institution Today: Topics for Reflection*. Ottawa, IDRC; Paris, UNESCO, 1993, 239 p.

Husén, Torsten (Ed.). *The Role of the University: A Global Perspective*. UNESCO, Paris; UNU, Tokyo, 1994, 231 p.

UNDP. *Human Development Report 1994*. New York, Oxford University Press, 1994, 226p.

UNESCO. *Higher Education: Capacity-building for the 21st Century*. Proceedings of the 4th UNESCO/NGO Collective Consultation on Higher Education. UNESCO, Paris, 26-28 September 1995.

UNESCO. *Policy Paper for Change and Development in Higher Education*. Paris, 1995, 43p.

UNESCO. *Towards the preparation of the World Summit for Social Development (Copenhagen, Denmark, 6-12 March 1995). Position Paper presented by the Director-General of UNESCO*. Paris, UNESCO, July 1994, 19 p.

World Summit for Social Development. *Report*. Copenhagen, 1995.

Balance sheet of human development—developing countries

PROGRESS	DEPRIVATION
LIFE EXPECTANCY	
<ul style="list-style-type: none"> Average life expectancy increased by over one-third during the past three decades; 23 countries have achieved a life expectancy of 70 years and more. 	<ul style="list-style-type: none"> Of the 300 million people above the age of 60, only 20% have any form of income security.
HEALTH AND SANITATION	
<ul style="list-style-type: none"> In the developing world, more than 70% of the population has access to health services. Nearly 60% of the population has access to sanitation. 	<ul style="list-style-type: none"> About 17 million people die every year from infectious and parasitic diseases, such as diarrhoea, malaria and tuberculosis. More than 80% of the 12–13 million HIV-infected people are in the developing world, and the cumulative direct and indirect cost of AIDS during the past decade was around \$30 billion.
FOOD AND NUTRITION	
<ul style="list-style-type: none"> Between 1965 and 1990, the number of countries that met their daily per capita calorie requirements doubled—from about 25 to 50. 	<ul style="list-style-type: none"> Some 800 million people still do not get enough food.
EDUCATION	
<ul style="list-style-type: none"> Primary school enrolment increased in the past two decades—from less than 70% to well over 80%. In the same period, secondary enrolment almost doubled—from less than 25% to 40%. 	<ul style="list-style-type: none"> Nearly one billion people—35% of the adult population—are still illiterate, and the drop-out rate at the primary level is still as high as 30%.
INCOME AND POVERTY	
<ul style="list-style-type: none"> In South and East Asia, where two-thirds of the developing world's population live, the GNP growth averaged more than 7% a year during the 1980s. 	<ul style="list-style-type: none"> Almost one-third of the total population, or 1.3 billion people, are in absolute poverty.
CHILDREN	
<ul style="list-style-type: none"> During the past 30 years, infant and under-five mortality rates were more than halved. 	<ul style="list-style-type: none"> Each day, 34,000 young children still die from malnutrition and disease.
WOMEN	
<ul style="list-style-type: none"> The secondary enrolment ratio for girls increased from around 17% in 1970 to 36% in 1990. 	<ul style="list-style-type: none"> Two-thirds of illiterates are women.
HUMAN SECURITY	
<ul style="list-style-type: none"> With the end of the cold war, developing countries no longer have to serve as proxies for superpower rivalry, and in 1990, about 380,000 refugees returned to their homelands in Asia, Africa and Latin America. 	<ul style="list-style-type: none"> Internal conflicts afflict some 60 countries, and about 35 million people are refugees or internally displaced.
ENVIRONMENT	
<ul style="list-style-type: none"> The percentage of rural families with access to safe water has increased from less than 10% to almost 60% during the past two decades. 	<ul style="list-style-type: none"> More than 850 million people live in areas that are in various stages of desertification. The rate of tropical forest destruction is about the equivalent of one soccer field per second.

Balance sheet of human development—industrial countries

BOX 1.3

PROGRESS	DEPRIVATION
LIFE EXPECTANCY AND HEALTH	
<ul style="list-style-type: none"> • In 1960, life expectancy was more than 70 years in only 12 countries. Now, it is more than 70 years in all industrial countries. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nearly two million people are HIV-infected, and the direct and indirect cost during the 1980s was \$210 billion.
EDUCATION	
<ul style="list-style-type: none"> • The tertiary enrolment ratio more than doubled between 1965 and 1990. 	<ul style="list-style-type: none"> • More than one-third of the adults lack any upper-secondary or higher education.
INCOME AND EMPLOYMENT	
<ul style="list-style-type: none"> • The per capita GNP grew at an annual rate of 2.4% between 1965 and 1990. 	<ul style="list-style-type: none"> • The average unemployment rate is about 7%, and a quarter of the more than 30 million unemployed have been out of work for more than two years.
SOCIAL SECURITY	
<ul style="list-style-type: none"> • Social security expenditures now account for just under 15% of GDP. 	<ul style="list-style-type: none"> • About 100 million people live below the poverty line.
WOMEN	
<ul style="list-style-type: none"> • Women now account for more than 40% of total employment. 	<ul style="list-style-type: none"> • Women hold fewer than 10% of parliamentary seats.
SOCIAL FABRIC	
<ul style="list-style-type: none"> • There are now five library books and more than one radio for every person, and more than one telephone and one TV set for every two people. One in three people reads a newspaper. 	<ul style="list-style-type: none"> • There are more than 15 suicides, more than 100 drug crimes and more than 15 deaths from road accidents per 100,000 people. • The number of divorces is now one-third the number of marriages contracted, and well over 5% of households are single-parent homes.
POPULATION AND ENVIRONMENT	
<ul style="list-style-type: none"> • Energy requirements per unit of GDP fell by 40% between 1965 and 1990. 	<ul style="list-style-type: none"> • People in industrial countries make up about one-fifth of world population but consume ten times more commercial energy than people in developing countries, and they account for 71% of the world's carbon monoxide emissions and 68% of the world's industrial waste.

**CONTRIBUTIONS DES ORATEURS /
PRESENTATIONS OF THE SPEAKERS**

L'UNIVERSITE : PROTOTYPE D'UNE COMMUNAUTE «GLOCALE»¹ ?

REFLEXIONS SUR L'UNIVERSITE COMME ACTEUR DE FORMATION DE CITOYENS LIBRES ET CRITIQUES

Riccardo Petrella

Université Catholique de
Louvain²

La thèse

«L'esprit du temps», inspiré par un économisme vulgaire prônant le darwinisme social, la prédominance du marché sur la société et l'inévitabilité de la guerre économique entre entreprises, nations, régions, villes, centres de recherche pour gagner dans la compétitivité sans merci sur les marchés mondiaux solvables, ne favorise point le développement de l'Université en tant qu'acteur de formation de citoyens libres et critiques. «L'esprit du temps» pousse, au contraire, la société à faire de l'Université un système fort complexe mis au service de la formation de la «ressource humaine» à très haut niveau de compétence, excellente, dont — dit-on — l'économie d'un pays a tout particulièrement besoin. Ni la ville ni le monde tels qu'ils sont construits et organisés à l'heure actuelle ne sont des lieux de médiation qui permettraient à l'Université de jouer son rôle de formation de citoyens.

La résistance contre ces tendances dominantes est forte dans certains pays et dans certaines universités. Il y a des vécus universitaires qui expriment la volonté de faire de l'Université une nouvelle communauté «glocale» au service de la croissance de citoyens soucieux et garants de la promotion de la «res publica» et du développement des espaces publics, communautaires. Faire de la recherche et de la formation un instrument efficace d'augmentation du dialogue et de la coopération entre la société civile contemporaine, le monde politique et le monde de l'économie, c'est dans cette perspective que l'Université pourra devenir une communauté

¹ «Glocal» ce n'est pas un bon nom. Je propose de l'utiliser uniquement ici car il permet de bien exprimer ce dont je veux parler, à savoir d'une «communauté» qui s'inscrit délibérément dans des dynamiques sociétales «locales» et «globales» en s'efforçant de les maîtriser dans le but d'optimiser l'intérêt général de la communauté.

² Commission européenne, Direction Sciences, recherche, développement, jusqu'à septembre 1995: directeur du programme européen FAST (Forecasting and Assessment in Science and Technology), puis directeur de la Recherche sociale.

«glocale» partie intégrante de la société et témoin de ce qu'il y a de mieux dans les aspirations humaines et sociales d'aujourd'hui.

1. Bref rappel de la fonction de l'Université

Former des élites du pays, à la fois dans le but, d'une part, d'assurer la pérennité du système de valeurs «local» et du système politique, économique et social correspondant et, d'autre part, de garantir la promotion continue de capacités d'innovation et de changement au sein du système, telle est d'une manière générale, la fonction primordiale que l'on a donné et l'on donne à l'Université dans les sociétés modernes.

Fonction duale donc : «conservatrice» et «réformatrice» en même temps, autour de sa mission centrale qui est celle de donner à «sa» société la capacité nécessaire de produire et maîtriser la diffusion et la valorisation de la rhétorique, des symboles et des signes constitutifs de la spécificité d'une société.

De cette fonction duale on passe à une pluralité de fonctions d'ordre culturel, scientifique, économique, social, politique, aux différents niveaux où le système universitaire est appelé à opérer; fonctions dont l'importance varie dans le temps et entre universités.

Ainsi y-a-t-il des périodes de l'histoire d'un pays où les élites dirigeantes de celui-ci valorisent de manière prédominante, voire exclusive, la fonction «conservatrice» de l'Université. Le cas où la fonction «réformatrice» est mise en avant, seule, est moins fréquent. En règle générale, c'est une combinaison entre les deux fonctions qui prévaut où la fonction «conservatrice» prend, cependant, le pas sur la deuxième. Cette situation n'exclut pas l'existence systématique au sein de l'Université de «cellules» de recherche et/ou d'enseignement qui se démarquent de la rhétorique, des symboles et des signes prédominants et agissent comme des enzymes mobilisateurs de changement de rhétorique et de paradigmes ainsi que de mouvements sociaux de transformation, parfois violente. Pour le bien comme pour le mal. A l'heure actuelle, c'est plutôt pour le mal.

2. La nouvelle rhétorique et les nouveaux paradigmes liés à l'Université d'aujourd'hui

La période dans laquelle nous vivons actuellement est marquée par l'affirmation triomphante d'une nouvelle rhétorique sociétale. Elle est nouvelle par rapport à la rhétorique qui a dominé dans la société du monde occidental et occidentalisé après la seconde guerre mondiale. C'est à partir de la fin des années 60, début des années 70, que le changement a commencé à s'affirmer.

Venant des Etats-Unis, la nouvelle rhétorique a graduellement et systématiquement remplacé les éléments portants du système de valeurs et du système économique, politique et social bâtis

sur le contrat social, représenté par le *Welfare State*, reposant sur l'accord entre les trois grands acteurs sociaux (l'Etat, l'industrie, le syndicat) et impliquant un encadrement de l'économie du marché capitaliste par des principes de justice sociale et de démocratie politique représentative relativement avancés.

Sous l'influence de théories nées en milieu universitaire, notamment dans les facultés d'économie et dans les départements de business et de management, c'est toute une nouvelle vague de principes individualistes, marchands et néolibéraux qui a déferlé sur le monde. Cette vague a été basée sur la sacralisation du marché comme principal régulateur de la vie communautaire, de l'entreprise compétitive et conquérante comme acteur principal de l'innovation, de la monnaie comme valeur de référence politique et sociale, de la consommation comme moteur du bien-être individuel et collectif, de la technologie comme principale source d'innovation et de créativité. La conquête des marchés est devenue le principe fondateur de l'économie auquel tout doit être subordonné. Les valeurs de base ont été structurées autour de six points focaux (ou nouveaux «commandements») : libéralisation totale des échanges; dérégulation des marchés; privatisation de l'économie; mondialisation de l'économie de marché; innovation technologique permanente; compétitivité pour la survie. Dans ce contexte, on a affirmé la primauté de l'individu sur la communauté, de l'excellence tous azimuts du court sur le long terme, de l'action sur la pensée («don't think act !»), de l'intérêt personnel sur la solidarité; de la réussite marchande sur la justice sociale; de l'économique sur le politique; des groupes d'intérêts constitués sur l'Etat; de l'insécurité et du risque sur les garanties collectives. Le paradigme de l'innovation technologique (l'innovation par et axée sur l'outil) s'est imposé comme l'expression-clé de l'innovation sociale. Le paradigme de l'«individual empowerment» s'est affirmé à la place du «contrat social». Le paradigme de la compétitivité pour la survie («tuer ou être tué») est devenu le credo prédominant de l'économie marchande mondialiste.

Les universités américaines, et dans leur sillon les universités européennes occidentales, puis les universités japonaises et des pays du Sud-Est asiatique, ont contribué largement à l'avènement et au succès de la nouvelle rhétorique dont les mots-clés sont devenus : flexibilité, productivité, efficacité, rentabilité, mobilité, qualité totale, excellence, ressource humaine. Ce dernier mot, par exemple, constitue une véritable «révolution» par rapport aux conceptions en vigueur à l'époque du *Welfare State* «fordiste» et social-démocrate. Selon la nouvelle vague, l'homme n'est plus principalement une personne humaine agissant dans une société mais une «ressource humaine» disponible sur le marché, et comme telle exploitable de la manière la plus optimale possible en combinaison / substitution avec d'autres ressources, telles que les ressources financières, les ressources naturelles, les ressources énergétiques, les ressources technologiques. En tant que «ressource humaine», l'homme n'est plus un sujet social. Ainsi, les

«ressources humaines» ne créent pas de syndicat, ne font pas de grève; elles ne sont que «gérées» par l'entreprise, par le management.

D'où, tout naturellement, l'idée que l'université ne forme pas de personnes humaines adultes, à savoir libres et critiques, mais que la fonction de l'université est de former les «ressources» les plus qualifiées possibles dont les entreprises du pays ont besoin pour leur permettre d'améliorer leur compétitivité sur les marchés mondiaux.

D'où, tout aussi naturellement, le principe impératif que la fonction de l'université est de produire et promouvoir l'excellence, les centres d'excellence, les professions d'excellence, les technologies et l'excellence.

3. La ville et le monde actuel : des lieux aussi peu propices à l'Université comme acteur de formation de citoyens libres et critiques

Cette mutation de rhétorique et de paradigmes a eu lieu en même temps que la ville et le monde n'ont pas été capables eux non plus de devenir ou de rester des lieux de société facilitant la médiation et la coopération entre groupes sociaux et intérêts organisés différents. Vraisemblablement, les deux phénomènes s'expliquent mutuellement. Prenons *la ville*.

Je n'ai, bien entendu, pas l'intention de parler de la ville en Chine, en Afrique, en Amérique latine. Je ne suis pas un homme de Calcutta, je ne suis pas un Africain, je suis un eurocrate et je peux parler avec engagement des réalités européennes. Si je regarde la ville européenne, elle me paraît être à la fois un lieu de non-lieux et un lieu de lieux, dans le sens de «lieux sociaux».

Quand je me trouve dans mon quartier à Bruxelles, effectivement, je me sens faire partie d'une zone culturelle, d'un espace urbain plus ou moins familier : ceux de Schaerbeek³, terre d'immigrants. Aussi bien, je me sens un peu affectivement lié aux Schaerbeekois. Il y a une culture d'immigrés dans cette terre commune, les gens le savent et ils en font partie. C'est aussi un lieu d'identité : on se sent quelque part, on se sent localisé, on se sent «habiter».

Si je vais à Uccle ou à Rhode-St-Genèse⁴, je ne me sens plus chez moi, je ne reconnais plus personne, il n'y a plus personne dans la rue : il y a des gens qui habitent dans des maisons, mais pas des rues, il n'y a pas de rues, sinon des voitures. C'est là un lieu de non-lieux, je ne sais pas si les gens se connaissent entre eux. Ce sont des lieux d'exclusion : Uccle et Rhode-St-Genèse n'admettent pas les Marocains à part les ambassadeurs marocains. Pas question pour un

³ Commune au Nord-Est de Bruxelles faisant partie de l'agglomération bruxelloise et à forte densité d'immigrés.

⁴ Communes aisées du Sud de l'agglomération bruxelloise.

Cependant, nous devons nous méfier du miroir aux alouettes. Car le projet reste plus que jamais fragile. La dimension prise par l'action fan coaching ne complexifie que davantage sa démarche. Ce qui implique une mise en œuvre des moyens réels et adéquats en potentiel humain et en ressources financières. Le soutien initial des partenaires publics et privés doit se poursuivre en s'adaptant à l'envergure actuelle du projet, dans le respect de ses besoins et de son rythme de développement.

Le décalage actuel entre les ressources apportées et les besoins réels du projet devient dangereusement croissant et risque de compromettre, sinon sa survie, du moins son développement positif. Des garanties informelles de poursuite de partenariat passant par une stabilisation du projet laissent entrevoir des perspectives d'avenir positives. La continuité de notre action socio-préventive en dépend.

Une remarque finale s'impose. Outre le fait que les moyens préventifs mis en œuvre apparaissent dérisoires en regard des moyens répressifs développés, l'action préventive spécifique et son évaluation sont limitées par des freins d'ordre macro-social : la justice (effets pervers de l'incarcération), les forces de l'ordre (interventions provocatrices, etc.), les médias (valorisation perverse des hooligans et spectacularisation démesurée du phénomène), le contexte socio-économique (chômage, paupérisation, croissance de la violence urbaine, etc.), du contexte socio-psychologique (valorisation élevée de la violence chez les jeunes, etc.).

Quoiqu'il en soit, depuis 1990 et le démarrage effectif du projet sur le terrain, le chemin parcouru est important et des résultats concrets se font visibles. L'action fan coaching a Liège s'est constituée une reconnaissance et une crédibilité formelles auprès de l'extérieur. La continuité de l'action visera à confirmer les perspectives positives actuelles.

*
* *

Tout comme M. Petrella nous entretenait à cette table ronde des autoroutes de l'information, j'aimerais, en préambule, ouvrir une image : celle d'un fleuve qui par la force de son courant arrache et charrie nombre d'éléments pour ensuite les laisser comme des déchets dans une zone de dérive. La société entraîne elle aussi dans son rythme nombre de personnes fragilisées qui, prises par l'élan d'une société, se voient progressivement rejetées ou exclues.

En Belgique, le drame du Heysel a fait prendre conscience d'un phénomène urbain grave. Le hooliganisme et ses conséquences sur la relation à la ville et au citoyen est à la fois un sous-produit et un danger pour la cité. A Liège, le hooliganisme est présent, lors des matches et entre deux matches, dans les rues et en périphérie urbaine. Par le biais du football et le relais des médias, les jeunes hooligans cherchent à être vus et entendus par tous les moyens dont ils disposent, pauvres moyens en l'occurrence et qui les placent en voie de fragilisation et de

marginalisation sociale. Leur comportement de délinquance pose un problème et le problème est mal posé. Dans ces termes, il oriente vers une solution répressive, très coûteuse et relativement peu efficace. La sécurité de la ville par l'usage de la répression conduit immanquablement à l'escalade. Désigner les jeunes concernés par leurs débordements conduit à ne plus les reconnaître que par l'identité négative qu'ils manifestent.

A la recherche d'autres solutions, le Ministère belge de l'Intérieur, la Ville de Liège et le club concerné adressent à l'Université la demande d'une analyse et d'un projet permettant d'ouvrir une autre approche de la problématique. Il est vrai que sous l'apparence d'un consensus quant à la difficulté, chaque partenaire, chaque groupe d'acteurs s'en donne une lecture particulière : celle qui répond directement à ses craintes et à la protection de ses propres intérêts.

Sollicitée, l'Université apparaît comme le lieu de la connaissance et de l'approfondissement théorique. A ce titre, elle risquerait d'ouvrir, comme les autres, une lecture partielle et propre, celle d'un discours monolithique d'un savoir qui ne pourrait être entendu et qui se tiendrait en rupture de la pratique du terrain. La place de l'Université liée à la Ville est d'abord celle d'un médiateur : accepté comme fondé dans un lieu légitime, le discours de l'Université est basé sur le dialogue de tous les acteurs, acceptant que chacun d'entre eux ait sa vision du problème. Le premier travail est de relever le point de vue de chacun, en acceptant que ces points de vue ne puissent immédiatement concorder. La médiation est alors de rassembler tous les partenaires à la même table, de les amener à se rencontrer sur les points de convergence, souligner et travailler les divergences renvoyant à une confrontation des points de vue. Comme médiateur, l'Université est cet interlocuteur crédible, formellement institué et reconnu, sans doute, comme relativement désengagé d'intérêts particuliers.

L'Université est aussi acceptée comme un lieu de réflexion, de prise de recul ouvrant progressivement à une saisie du problème dans sa globalité et amenant chacun à comprendre la pluralité des approches et le sens que chacun se donne de la difficulté.

A ce même titre, l'Université se donne de rencontrer les jeunes, considérés comme partenaire du problème et des solutions à envisager. L'équipe de travail provoque la rencontre avec les jeunes pour ouvrir à un échange, à un échange de savoirs : le savoir du chercheur portant sur l'analyse du groupe, ses processus de cohésion, ses motivations et ses craintes, ce qui rassemble le groupe et ce qui le met en opposition; le savoir des jeunes, dans le vécu qu'ils partagent, leur relation globale et totale au club, leurs identifications pauvres et les attentes qu'il leur restent par rapport à la société.

Jusque là, les discours étaient tout faits, hermétiques les uns aux autres, justifiés chacun par les intérêts qui les portent mais qu'ils occultent en même temps. L'objectif que se donne l'équipe du projet est de créer pour les jeunes et avec eux un lieu de reconnaissance sociale, un lieu

d'existence autre que cette perpétuelle limite de l'exclusion. Proposer à ces jeunes une identité urbaine, un habitat et des habits dans un environnement partagé où l'on comprend et où l'on se sent compris. Cette option nous conduit à construire un projet en commun, projet qui aura l'adhésion et le soutien de tous les acteurs concernés. A charge de l'Université de monter le programme de réalisation, d'organisation et de définition logistique. Ce programme, repris et détaillé dans le dossier technique, ouvre des activités à plusieurs niveaux : accompagnement des jeunes lors des rencontres de football, constitution d'activités spécifiques adaptées aux besoins des jeunes, partage, chaque fois que c'est possible, de la définition et de l'organisation des activités, suivi plus individuel en relais avec des services et des institutions ou des entreprises.

Le sens global de ces diverses activités est d'amener les jeunes à diversifier leur mode et leurs raisons d'existence, à multiplier les facteurs de réinsertion dans le tissu social et urbain, à les amener à une confiance en eux dans les limites acceptées de leurs capacités et de notre tolérance.

Conclusions

L'action menée dans le cadre d'une association sans but lucratif est positive dans ses effets à court et à moyen termes, même si elle reste avec un degré d'incertitude lié à l'évolution du groupe de jeunes et aux risques inhérents au tissu urbain.

Dans le bilan, je fais figurer le mode privilégié de l'Université comme médiateur et initiateur du projet : s'offrir d'être le lieu d'interaction et de rencontre des points de vue divers qui reflètent la diversité des opinions et des intérêts, laquelle constitue à la fois la richesse et la complexité des modes de vie urbanisés.

L'action locale est répercutée dans un réseau au niveau national et se développe progressivement à une échelle internationale : collaboration et partage de conceptions communes par rapport au hooliganisme, adaptation novatrice aux particularités locales et à toute expérience nouvelle. Le rôle de l'Université revient chaque fois à être le lieu d'émergence d'un savoir, à disposition des acteurs de la cité, en même temps qu'un mode d'immersion dans le terrain des pratiques complexes de l'urbanisation des lieux et des personnes.

LA VILLE LATINO-AMERICAINE VUE DEPUIS L'UNIVERSITE ET LE ROLE DE CELLE-CI DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES

LE CAS DE MEDELLIN

Françoise Coupé
Université Nationale de
Colombie à Medellin

«Promouvoir une éducation qui, du berceau à la tombe, soit contestataire et réflexive, qui nous inspire une nouvelle façon de penser et nous incite à découvrir qui nous sommes dans une société qui s'aime elle-même, qui profite le plus possible de notre intarissable créativité, qui canalise vers la vie l'immense énergie créatrice que, pendant des siècles, nous avons gaspillée en déprédation et violence, et qui nous concède sur la terre la deuxième opportunité que n'a pas eue la malheureuse descendance du Colonel Aurellano Buendía.»

Gabriel Garcia Márquez

Le thème de mon intervention «La ville latino-américaine vue depuis l'Université et le rôle de celle-ci dans les quartiers défavorisés. Le cas de Medellin», proposé en ces termes par les organisateurs de la Table Ronde, constitue, en raison de son envergure et de sa complexité, un défi que je n'ai accepté que parce qu'il fait partie de ma vie quotidienne dans la ville qui a la triste réputation d'être la plus violente et la plus grevée de conflits au monde.

Réflexions sur la ville latino-américaine

Je voudrais commencer cet exposé par quelques réflexions sur la ville latino-américaine en me plaçant dans la perspective de l'environnement urbain. Celui-ci est ici conçu, au sens le plus large du terme, comme la relation société-nature, laquelle n'est ni un objet ni un super-objet de connaissance scientifique, sinon une «collection ou une constellation de problèmes» définis comme phénomènes d'irrationalité dans la relation entre la société et l'écosystème ou d'altération des conditions, qui devraient être les meilleures, d'un individu, d'une organisation ou d'une communauté humaine (la société) et/ou d'une partie de son support dans l'écosystème (la nature), avec des répercussions inéluctables dans la société.

Le choix d'une telle perspective pour aborder la problématique de l'environnement urbain fait inévitablement référence à des valeurs qui nous permettent de considérer ce que devraient être les «meilleures conditions» pour assurer la qualité de vie. Il oblige à aborder le thème dans un contexte global et dans le respect de la complexité.

Sept réflexions :

1. Les problèmes de l'environnement dans les villes sont liés aux stratégies de transformation du territoire, de maximisation de la circulation des ressources et des produits, d'organisation internationale de la division du travail... Ils doivent donc être situés dans un contexte économique et socio-politique, autant quand il s'agit de problèmes extra-urbains définis par une condition de ce contexte (par exemple, l'approvisionnement d'eau ou d'aliments) que quand il s'agit de problèmes intra-urbains (conflits pour l'usage et le coût de la terre, pour les restrictions de l'infrastructure...).

2. Premier problème extra-urbain : celui de la relation entre le projet de fonder une ville et sa localisation dans l'écosystème. A ce propos, se présentent de nombreuses difficultés dans beaucoup de villes d'Amérique latine où la localisation même provoque des situations critiques et introduit des grands risques, parce qu'elle se fait sur les pentes d'un volcan, dans le lit d'une rivière, à proximité de marécages, ou dans une région sensible aux séismes... Il y a là une manifestation d'irrationalité face à laquelle il n'existe qu'une seule alternative : une bonne gestion.

3. Deuxième problème extra-urbain : la relation avec la région d'influence, quand existe ou a existé un système économique défini, tel que l'exploitation minière ou une monoculture (café, bananes...). Ce système détermine tout le processus de développement, et éventuellement aussi celui de décadence.

On soulignera aussi, dans ce rapport au contexte régional, le problème dit de la relation ville - campagne. Problème manifeste dans les migrations particulièrement fortes en Amérique latine. Elles sont causées par différents facteurs. Parmi ceux-ci, la violence conserve une grande importance. Ces problèmes provoquent l'abandon des activités rurales et la croissance accélérée des villes. Ainsi, il y a 50 ans, 75% de la population latino-américaine vivait dans les campagnes ou dans les forêts tropicales, alors qu'aujourd'hui, à cause de la croissance démographique, de la violence, et des processus d'urbanisation et d'industrialisation, la proportion s'est renversée : 75% de la population vit dans les centres urbains; 60% dans ceux de plus de 100.000 habitants; 38% dans des villes de plus d'un million d'habitants; et 24% dans des agglomérations de plus de 5 millions d'habitants.

Ce processus d'urbanisation, excessivement rapide et mal (ou pas) planifié, dans des régions peu développées, est considéré comme une cause structurale des problèmes de l'environnement urbain. Il est lié au manque de préparation de la population pour affronter un changement de cadre de vie, à l'incapacité de l'Etat de répondre aux exigences de tels déplacements, aux limitations imposées à l'infrastructure dont le coût est d'autant plus élevé que les conditions sont difficiles.

Dans la plupart des pays ou des régions d'Amérique latine, ce phénomène est aggravé par le fait qu'une seule ville, la capitale, se transforme en une immense métropole, et provoque un énorme déséquilibre dans le réseau urbain, national ou régional.

Cette même ville tend aussi, comme conséquence de processus socio-culturels et économiques, à devenir le lieu du centralisme des décisions politiques en même temps que le lieu de la concentration des activités économiques à partir de quelques entreprises leaders dont les tendances de monopoles contribuent encore à augmenter les brusques transformations territoriales.

Ces deux phénomènes sont d'autant plus graves que la planification intervient toujours sur des faits accomplis et que son discours tend à proposer des actions qui ne s'exécutent pas et qui, si elles s'exécutent, ne se contrôlent pas. En effet, la planification urbaine apparaît comme la responsabilité de l'Etat vers les années 50, précisément quand tous les problèmes s'aggravent, quand les migrations vers les villes atteignent un taux très élevé, quand les processus d'urbanisation et d'industrialisation s'accroissent et quand tous les déficits s'accumulent. Il s'agit alors de résoudre les principaux problèmes du sous-développement avec les instruments de la politique économique et de formuler des projets pour les différents secteurs.

Les plans, formulés comme instruments de développement à partir d'une conception de différents secteurs juxtaposés (emploi, santé, éducation, transports...), sont aujourd'hui objets de mépris pour différentes raisons. Parmi celles-ci il faut signaler la fragilité des diagnostics, les restrictions budgétaires, la dépendance d'organismes internationaux, les délais par rapport à l'urgence de résoudre certains problèmes, le caractère normatif des décisions, la corruption au moment de la mise en marche, et surtout le fait que la planification n'a pas amélioré les conditions de vie de la population.

A partir des années 80 se manifeste une tendance à la décentralisation et à la participation des différents agents, au moment où les maires et les gouverneurs sont élus pour la première fois. Cependant, les problèmes accumulés d'une planification qui a renforcé la ségrégation sociale et la division territoriale et d'une application «textuelle» de l'urbanisme de la Charte d'Athènes ne peuvent se résoudre du jour au lendemain.

4. Des problèmes intra-urbains celui de la taille des villes et de la rapidité avec laquelle cette taille a été acquise est particulièrement important. On pourrait citer le cas de Mexico, São Paulo, Buenos Aires... et même d'autres, moins critiques, comme celui de Bogotá qui de 4 millions d'habitants en 1980 est passée à déjà plus de 6 millions en 1990.

5. Ce processus de croissance s'accompagne inévitablement de phénomènes de spéculation sur les terres et de la prolifération d'un habitat qualifié de «marginal» ou précaire. Ainsi, plus de 60% de la population des villes colombiennes vit dans des quartiers non contrôlés, produits

en marge des normes d'urbanisme et de planification. Plus de 50% de la population de Lima occupent des logements dégradés dans le centre de la ville, et plus de 25% habitent dans des bidonvilles à la périphérie.

Les conséquences de ce phénomène sont nombreuses : les mauvaises conditions des terrains sur lesquels les quartiers populaires sont bâtis, les difficultés d'accès et d'approvisionnement, la précarité des moyens de transport, l'insuffisance des équipements sociaux et de l'infrastructure de services publics, les restrictions en matière d'emploi, le manque de ressources...

6. A cela, il faut encore ajouter, comme j'en ai déjà fait mention, la dégradation des zones centrales et la croissance à la périphérie.

- La détérioration des centres affecte le modèle historique et symbolique de la structure urbaine et provoque une perte d'identité culturelle. Cette perte est un phénomène qui marque profondément une ville comme Medellin où 35% de la population affirment leur manque d'attachement à la ville et leur désir de «vivre ailleurs si c'était possible».
- Le développement à la périphérie, légal ou illégal, contrôlé ou «spontané», pour l'établissement de logements sociaux ou à partir de l'invasion de terres est lié au phénomène précédent comme soupape d'échappement. Il a une grande incidence sur les conditions de vie dans la ville, laquelle envahit peu à peu la région et est confrontée de plus en plus aux limitations des possibilités d'approvisionnement en vivres, en eau... Les exemples sont nombreux. Ainsi, en 10 ans, Lima a incorporé 14.000 hectares; en 20 ans, Santiago, pour construire des logements de basse densité, s'est étendue sur 12.000 hectares dont 90% étaient des terres fertiles.

Effet, parmi d'autres, de ce processus de développement urbain : dans le cas de la Colombie, tout le pays a été soumis à un rationnement d'énergie électrique de plusieurs heures par jour pendant près d'un an avec des graves conséquences sur l'économie et la qualité de vie

7. Autres répercussions encore de ces mêmes processus dans les villes latino-américaines celles qui se manifestent, par exemple, dans les transports, l'infrastructure et la pollution

Les transports publics présentent des graves problèmes de qualité des véhicules et de temps de déplacement. Ainsi, à Lima, 60% des transports sont non formels et n'offrent aucune garantie; à Medellin, une grande majorité des véhicules qui circulent du centre vers les quartiers populaires et surtout vers ceux qui occupent la partie la plus haute de la vallée sont des anciennes camionnettes qui ne passeraient aucun contrôle technique et dont le conducteur fait payer entre 2,5 et 3 fois le tarif fixé par les bus. On peut encore ajouter que plus de 60% des habitants des villes de plus de 4 millions d'habitants dépensent, pour se déplacer, plus de 90 à

120 minutes, deux fois par jour; et cela dans des conditions infrahumaines et à des coûts très élevés en argent et en temps.

En matière d'infrastructure, on relève de graves problèmes de déficits, surtout en eau potable; ce sont des problèmes d'autant plus aigus que les quartiers sont plus récents; ils grèvent la santé de toute la population, mais surtout des enfants, des femmes et des vieillards.

A ces situations s'ajoutent toutes les manifestations de la pollution, sans que l'on y accorde l'attention nécessaire. On observe la pollution par les véhicules délabrés, par les ordures et les déchets des secteurs résidentiels et commerciaux, par les résidus industriels, par l'exploitation des matériaux de construction, par les bruits. Les problèmes apparaissent, sous des formes différentes, partout dans la ville, mais surtout dans les lits des rivières, les corridors de transport et les centres urbains.

Le rôle joué par l'Université

Venons-en maintenant au rôle rempli par l'Université dans le développement social et urbain. Six points.

1. Face à cette situation de la ville latino-américaine, le rôle de l'Université se définit aujourd'hui dans un contexte qui se transforme très rapidement.

D'une part, il est clair que les phénomènes synthétisés dans la première partie de cet exposé ne peuvent pas être interprétés ou expliqués à partir de théories produites en Europe, et pour les villes européennes dont le développement a été plus lent, plus équilibré, et planifié. L'Université latino-américaine a commencé à assumer son rôle académique et se met à oser, sur la base de recherches dont le nombre croît et dont la qualité s'améliore incontestablement, formuler son interprétation du développement urbain à partir de l'analyse de l'histoire et des conditions locales et régionales.

D'autre part, peu à peu, s'affirme un changement de conception socio-politique. Pour le traiter, je vais faire référence à la situation de la Colombie, et plus particulièrement à celle de Medellin. En effet, en relation avec le thème de cette intervention, il faut signaler deux aspects importants : la Constitution de 1991 revendique pour la première fois un «logement digne» dans un «environnement sain» et exige la participation des communautés aux côtés de l'Etat et des organisations non-gouvernementales dans tous les processus de planification.

2. Ces changements contribuent à remettre en cause le rôle de l'Université. Cependant, il faut faire preuve de prudence. En Amérique latine, et c'est notamment le cas de la Colombie, l'«Université» n'existe pas. Il y a «des Universités».

Il est, en effet, important de distinguer les Universités publiques des Universités privées, et de reconnaître, même si je le fais ici de façon schématique, que leur rôle et leurs objectifs dans la société sont différents. Ainsi, les premières, après un premier moment de participation au pouvoir, se sont isolées dans une attitude critique. En général, elles ont prêté peu d'attention à certains problèmes du pays (comme ceux de l'industrie) mais elles ont conservé un intérêt marqué pour l'étude des réalités conflictuelles. Par exemple, l'Université Nationale et beaucoup d'Universités départementales (comme celles d'Antioquio à Medellin, de la Valle à Cali, de Santander à Bucaramanga ou de l'Atlantique à Barranquilla...) montrent aujourd'hui leurs préoccupations pour la situation sociale et économique du pays ou de la région. Elles établissent des liens plus étroits, même quand ils sont contestataires, avec l'Etat qu'avec l'entreprise privée.

Quant aux universités privées, qu'elles aient été créées pour des raisons politiques ou religieuses, ou socio-économiques, elles forment deux grands groupes : celles qui transmettent des connaissances avec un intérêt lucratif parfois notoire et celles qui, de surcroît entretiennent des relations étroites avec le pouvoir, parce que leurs anciens élèves ont des responsabilités importantes, comme l'Université «Pontificia Javeriana» qui appartient aux Jésuites ou celle de Los Andes. Les universités privées sont les Universités de la classe dirigeante. Elles forment les techniciens et les professionnels dont les entreprises ont besoin. Ainsi, à Medellin, un grand nombre d'entreprises privées sont aux mains des diplômés de l'Ecole d'Administration et de Finances.

Ceci dit, maintenant que les problèmes ont acquis des dimensions inimaginables et qu'on parle enfin d'une «crise» dont les facteurs s'étudient, il y a une tendance à provoquer l'écroulement de certaines barrières, à promouvoir l'articulation des différents agents entre eux, à construire des compromis collectifs, à créer des espaces de débats et de concertation.

3. Actuellement, l'Université, et surtout l'Université de l'Etat, participe à certains grands débats. Je fais ici mention rapide, sous forme de quatre notations, de ceux avec lesquels j'ai eu l'occasion de me familiariser.

- La politique de l'environnement urbain, au moment de la création du Ministère de l'Environnement en 1994, a été formulée par un groupe interdisciplinaire, formé par l'Institut d'Etudes de l'Environnement de l'Université Nationale. Elle est mise en pratique par le gouvernement actuel.
- Les normes d'urbanisation, et surtout celles qui fixent un minimum pour les espaces publics et privés (par exemple : 36 m² pour le logement d'une famille moyenne de 6 personnes), ont été étudiées à l'Université Nationale à Medellin. La critique formulée au processus de

réduction constante des espaces a permis d'obtenir une nouvelle définition et une augmentation (encore insuffisante) des standards.

- Les énormes zones urbaines qui affrontent des risques naturels, surtout géologiques et hydrologiques, aggravés par le processus d'urbanisation, ont été analysées à l'Université par des équipes interdisciplinaires. Les recommandations ont des répercussions sur la définition des politiques municipales et métropolitaines en la matière.
- Dans un autre domaine, la conception, engendrée par la crise de Medellin, d'une ville formée par deux villes juxtaposées et antagoniques, celle des riches et celle des pauvres, celle des victimes et celle des violents, celle du sud et celle du nord, celle des bons et celle des mauvais, celle de la formalité et de la non-formalité, etc., a été profondément critiquée à partir de l'Université. En particulier, des enseignants universitaires, les uns à l'Université les autres attachés momentanément à l'Administration de la ville, ont pris en charge tout le processus de correction qui tend à la tolérance, à la solidarité et à la «convivencia».

Je voudrais à ce propos, faire mention de quelques réflexions sur le non-formel. Celui-ci ne peut être considéré comme un corps étrange, juxtaposé à la structure urbaine. Il fait partie de la ville et est condition de son fonctionnement. Il a été abordé comme le résultat de l'isolement de nombreux développements clandestins, de leur dépendance par rapport aux centres, des conditions des secteurs où habite la population défavorisée, de leur vulnérabilité et de leurs difficultés à préserver les espaces publics. Mais ces problèmes exigent un traitement différent de celui que l'on donne lorsqu'on imagine le non-formel ou l'informel comme une étape d'un processus qui conduit au formel. Ces problèmes sont le résultat d'un modèle de développement et d'une façon de construire l'urbain, de produire l'habitat, avec ses lois implicites, ses normes adaptées au contexte, sa logique socio-économique, et sa dynamique. Ils exigent un effort communautaire et la concertation entre acteurs.

Il me plaît aussi de citer un programme d'éducation qui se situe dans le contexte de la réflexion précédente. Il a été établi à partir du thème de l'environnement et prétend «produire des changements profonds dans les façons de penser et d'agir, non seulement face à l'environnement, sinon aussi, et principalement, dans les relations avec l'autre; fortifier une culture de l'environnement, solidaire, juste et non-violente, qui comprenne et accepte les différences culturelles, régionales et ethniques; rendre sensible aux grands problèmes de la société et de l'environnement et compromettre les jeunes à participer activement à la construction du pays qu'ils souhaitent...»¹.

¹ Ministerio del Medio Ambiente, *Cultura para la Paz. Hacia una política de Educación Ambiental. 1995-1998*, Bogotá, 1995.

Ce programme conçoit l'éducation comme le processus qui permet à l'individu de comprendre les relations d'interdépendance de son milieu. Il offre des éléments de connaissance réflexive et critique de la réalité biophysique, sociale, politique, économique et culturelle dans le but d'engendrer des attitudes de respect pour l'environnement et les autres. Aspects qui doivent contribuer à améliorer la qualité de vie aujourd'hui et à garantir celle des générations futures.

L'éducation proposée prétend être intégrale, interdisciplinaire, scientifique, sociale et participative, esthétique, éthique. Intégrale, dans la mesure où elle aborde l'environnement d'une façon globale et considère l'interaction entre tous les éléments. Interdisciplinaire, dans la mesure où l'explication des phénomènes étudiés va au-delà de la somme des apports de chaque discipline. Scientifique, parce qu'elle se base sur un travail théorique et méthodologique pour analyser la réalité. Sociale et participative, puisqu'elle cherche la formation et le compromis individuel et collectif. Esthétique, dans la mesure où elle se construit sur la reconnaissance de la biodiversité, et cherche à reconstruire l'harmonie société-nature. Enfin, éthique, en tant qu'elle est le résultat de décisions responsables qui dans le présent engagent en fonction de l'avenir et en tant qu'elle est aussi le fruit du développement d'un processus d'appropriation et d'un sentiment d'identification.

Pour garantir que l'éducation a effectivement toutes ces caractéristiques, elle doit se situer à trois niveaux : celui de la connaissance, celui de l'évaluation de l'expérience, celui du compromis. Elle doit tenir compte de trois éléments qui lui permettent d'agir comme instrument de conciliation et de «convivencia» : le respect des autres, de la nature et des générations à venir. L'éducation contribue ainsi à promouvoir des accords communautaires autour de ces idées avec une force capable de modifier les tendances actuelles.

4: L'Université aborde aussi l'étude de nombreux problèmes et fait de la recherche. A ce propos, Orlando Saénz considérait que les thèmes de l'habitat urbain et de l'environnement sont des thèmes de recherche relativement nouveaux, en partie à cause des difficultés liées aux travaux interdisciplinaires et du rejet de l'écologisme².

On identifie toutefois trois groupes d'études : celles qui s'intéressent aux effets des processus d'urbanisation et d'industrialisation, et abordent les phénomènes de la contamination des eaux et de l'air, la destruction des forêts, les abus de l'exploitation des ressources naturelles et l'invasion de terres fertiles pour construire des logements périphériques; celles qui analysent la qualité de vie dans les villes, surtout à partir des déficits en matière d'éducation, de santé, d'emploi, de logement, de services publics, d'infrastructure, comme autant de manifestations de la pauvreté urbaine, et qui aujourd'hui ajoutent le travail à propos de l'habitat en zones de risques; enfin, celles qui considèrent les aspects socio-politiques de la problématique de

² Réf. : *Memorias del Primer Seminario Latinoamericano sobre hábitat urbano y medio ambiente*. Manizales, 1991.

l'environnement urbain, et dans ce cadre, les mouvements sociaux, la multiplication des organisations populaires et la participation communautaire tellement souvent grâce à l'initiative et à la persévérance de femmes, le rôle des ONG, et la gestion de l'Etat.

Il semble cependant nécessaire, surtout dans le cas de Medellin, d'introduire des thèmes dont l'importance est de plus en plus évidente : le contexte dans lequel se consolide la problématique des villes et de leurs régions : il ne peut s'agir de réalités isolées; sinon du lieu où sont reçues des influences et où se construisent les relations avec le département, le pays et le monde (par exemple, ce monde qui consomme des drogues), la transformation des valeurs qui ne seront plus jamais celles de la colonisation avec la sublimation de l'effort individuel, celles d'une éthique religieuse qui a revendiqué la résignation, celles d'un département où s'est exprimé l'amour pour l'argent il ne s'agit donc pas de récupérer des valeurs, mais d'affirmer celles qui sont importantes aujourd'hui et qui ont aussi des racines dans la culture : la solidarité, la tolérance, le respect...; la situation des quartiers défavorisés qui sont, même si on l'a nié, une partie constitutive de l'existence des habitants urbains et de leurs organisations, qui sont leur seul espace d'identification, et le résultat d'une lutte pour la construction qui a créé des liens de solidarité, et qui se convertissent en un espace médiateur entre la maison comme espace privé et l'espace public de la ville; la situation des victimes de la violence ou de désastres naturels...

5. A ces processus de recherches et d'études, il faut ajouter quelques considérations à propos de nouvelles orientations de l'Université. Ainsi, les Ecoles de Médecine font d'énormes efforts pour traiter, avec efficacité, les problèmes de la santé publique; elles vont bien au-delà de la vision traditionnelle et sectorielle qui se contente d'évaluer l'infrastructure, confondant la santé avec l'hôpital, et proposent des programmes qui améliorent les conditions de vie des secteurs populaires. Par ailleurs, les Facultés de Communication jouent aussi un nouveau rôle et proposent leurs analyses de la problématique sociale. Ainsi, les derniers prix Simon Bolívar, donnés chaque année aux meilleurs travaux de presse et de télévision, sont des études qui se centrent sur les conflits sociaux, pour énoncer des projets et formuler des alternatives. Cependant, les documents gagnants présentent encore un grand vide de formation, surtout pour traiter les aspects économiques et biophysiques des problèmes traités. Comme conséquence de cette ouverture, les moyens de communication et de diffusion locaux ouvrent des espaces pour dénoncer, analyser et proposer. Obtention, en général, de réponses de la part des autorités compétentes.

Enfin, des nouveaux programmes d'études (spécialisations, maîtrises et doctorats — ces derniers sont encore peu nombreux) s'ouvrent et, en réponse aux préoccupations actuelles à propos de la ville et de l'environnement, abordent les problèmes sociaux contemporains, la planification urbaine et régionale, la gérance de l'habitat, la prévention de désastres naturels... Et tout cela s'accompagne d'un effort de décentralisation de l'Université.

6. En plus de ces apports de l'Université, il faut aussi tenir compte de ceux que font quelques professeurs qui ouvrent une parenthèse dans leur vie d'enseignant ou de chercheur, et sortent momentanément de l'Université pour affronter, dans la vie publique, quelques-uns des problèmes identifiés. En général, ces professeurs invitent alors leurs collègues à construire un projet plus collectif, parfois fort marqué par l'académie et souvent condamné à l'usure parce que tous ces efforts se canalisent mal, ou parce qu'ils sont «utilisés», avec un certain opportunisme politique, pour justifier des décisions.

En manière de conclusions

Aujourd'hui, à Medellin, face à la crise sociale, culturelle, économique, politique, et à la crise de l'habitat et de l'environnement³, il y a un accord sur quelques points :

- La violence doit être considérée comme le problème de tous.
- Les signalements, liés aux ghettos et à la ségrégation du territoire, sont nocifs dans les relations sociales et doivent être contrôlés grâce à un travail éducatif et pédagogique qui soit dirigé vers tous les secteurs sociaux et conduise au respect, à la tolérance et à la démocratie.
- Les problèmes de la pauvreté et l'accumulation des déficits requièrent un traitement urgent, et les habitants des secteurs populaires ont besoin d'assistance technique pour résoudre les problèmes sociaux et surtout ceux qui sont liés à l'habitat et à l'environnement.

Cela implique qu'il faille faire preuve de beaucoup d'imagination et d'audace, agir sur des processus qu'on ne maîtrise pas pendant qu'on cherche les solutions, et orienter le travail dans différentes directions : développer des nouvelles formes de recherche, de formation et d'action, et les articuler entre elles; fortifier les réseaux; mettre en route les réformes approuvées, comme la Réforme Urbaine, les Lois de participation et d'éducation; accepter les nouvelles formes d'organisation de la population; considérer groupements comme interlocuteurs et promouvoir la participation du secteur privé, par exemple, avec des projets économiques productifs, ainsi que des organisations non gouvernementales...

C'est là un jeu de négociation et de compromis pour tous, mais une responsabilité des institutions.

³ La crise sociale se manifeste dans les taux de criminalité et de violence, et dans la transformation des valeurs; la crise culturelle, dans la désintégration de la famille et la perte d'identité; la crise économique, dans les déficits en matière d'emplois et de ressources, et dans la pauvreté sous toutes ses formes; la crise politique, dans la mise en cause de la représentation et la perte de confiance; la crise de l'habitat et de l'environnement, dans la dégradation et la contamination.

LA VILLE, UNE REALITE MULTIREFERENTIELLE EXIGENCE D'INSTANCES CRITIQUES ET DE PROPOSITIONS D'INNOVATION TECHNIQUE ET SOCIALE

Annik Osmont
Institut d'Urbanisme
Université de Paris VIII

Il est à peu près admis, dans le monde des chercheurs comme dans celui des prescripteurs, que la ville peut s'offrir comme référentiel, «réalité» aux multiples facettes, constituée d'un ensemble de préalables explicites et implicites, plus ou moins communs aux acteurs qui font, défont, gèrent la ville. C'est la réalité du terrain de jeu, référentiel commun au joueur et au spectateur. Les théoriciens des sciences sociales majoritairement, les «décideurs», les citoyens d'une manière générale ou à travers leurs représentants et porte-parole, les prescripteurs et techniciens, contribuent chacun à établir ce référentiel, ce cadre préalable à toute action sur la ville. Cela fait-il sens ? Y a-t-il consensus entre des joueurs aussi divers, et entre eux et les spectateurs ? L'histoire récente montre que ce référentiel n'est pas vraiment commun, et que ce sont les conflits et les crises qui le structurent.

Dans le monde universitaire, par exemple, des préalables tels que : «la ville, c'est le mal» (affirmation transposée au plan scientifique dans la notion de «biais urbain»), ou bien «la ville, c'est le facteur essentiel du développement économique», ce qui a légitimé toute l'approche néolibérale du développement urbain, constituent des fragments complètement antinomiques de ce qu'on voudrait être un référentiel commun. Autre préalable qui pose problème : la gestion des problèmes sociaux urbains. Dans une sorte de déplacement du questionnement et de l'action, on attend de plus en plus un traitement de ces questions par la gestion urbaine : Gestion de la ville par le social, ou gestion du social par l'urbain ?

Cette question est à la fois d'ordre académique, sans doute, mais aussi, et surtout actuellement, une question d'ordre pratique à résoudre, de plus en plus, dans l'urgence, même dans nos villes du monde dit développé : qui aurait pu imaginer chez les urbanistes français des années soixante à qui on demandait de résoudre des problèmes sociaux urbains par une bonne programmation de grands ensembles où seraient résolus les problèmes de la pauvreté et de la ségrégation sociale, que ces mêmes grands ensembles deviendraient les «banlieues sensibles», quartiers de relégation sociale et de marginalisation urbaine ? C'est, largement, l'impasse.

Sur un plan scientifique, on en connaît assez bien les raisons : parce qu'elle est réalité multiréférentielle, la ville, concentrée de population et de contradictions, ne peut pas appartenir à l'univers de la pensée unique, sauf exception totalitaire. Elle y échappe parfois dans la

violence, souvent dans la «fracture sociale» et spatiale, ou bien dans la construction du sentiment d'appartenance qui lui aussi a ses dérives. Paradoxalement, c'est l'objectif de construire un savoir scientifique unifié sur un objet qui serait la ville qui, en conduisant les chercheurs vers l'observation de terrain et vers la production de connaissances fines et spécialisées, a en même temps parcellisé, fragmenté la réalité, livrée à des analyses beaucoup plus monodisciplinaires que cela a été voulu par les équipes au départ. Les savoirs produits sont des savoirs partiels qui s'additionnent plus qu'ils ne s'intègrent dans une perspective holistique. A cela s'ajoute le fait que la commande institutionnelle de recherche est à la fois sectorielle, et d'origine souvent politique (au sens large ou restreint du terme), donc orientée vers la rationalité de l'efficacité opérationnelle. Ces deux conditions réunies aboutissent souvent, soit parce qu'au nom de l'efficacité on est souvent empêché de «parler vrai», soit parce qu'on aboutit justement à la formulation d'une pensée unique, et à l'énoncé de cette langue de bois qu'on voulait éviter.

Sur quelles bases, dès lors, rebâtir un référentiel plus sûr, plus légitime, moins conflictuel, qui permettrait à la ville de jouer à nouveau un rôle moteur, irremplaçable, dans un développement social et humain durable, pour reprendre le projet exprimé dans cette table ronde ? Quel rôle peuvent jouer les universitaires dans cet ambitieux projet ? De quelle manière peuvent-ils articuler leur projet de production et de transmission des connaissances - manière de remplir leur mission de service public - aux impératifs opérationnels et aux questions de ceux qui doivent proposer les solutions et mettre en place des actions ?

Pour ma part, c'est autour du problème de l'*expertise* que je vais centrer mon propos, et tout particulièrement sur celui de l'expertise internationale. C'est en effet un domaine qui, actuellement, me paraît être devenu un lieu de convergence de beaucoup de questions, de confusions, de mauvais procès, et donc de beaucoup de déconvenues. La rancœur de nombreux experts, qui se sentent des sortes de boucs émissaires du mal-être urbain, est à la mesure de ce qui est projeté sur eux. Et il me semble tout particulièrement important de proposer quelques réflexions à ce sujet, si l'on veut clarifier, également, le rôle de l'Université dans ce champ de recherche et de formation.

Des experts, agents du développement social

Si je m'appuie sur mon expérience, il est de plus en plus clair que nous sommes requis pour former des experts du développement urbain. Ces professionnels seront en position d'assistance technique auprès de ceux qui, à des niveaux et à des échelles très divers, décident et financent le développement urbain. Et parce que ce champ d'intervention est de plus en plus occupé par la prescription de lutte contre la pauvreté urbaine, nous devons former, en fait, des experts de la gestion sociale urbaine et du développement local. Nous avons le devoir, bien sûr, de les former le mieux possible, techniquement, à leur(s) métier(s) d'expert. Nous avons

aussi le devoir, qui est aussi un grand privilège intellectuel, de leur proposer de relier savoir technique et savoir scientifique, et de questionner leur légitimité sociale, culturelle, politique. Nous avons toute liberté pour cela¹, Nous pouvons recourir au «mythe de la caverne» de Platon, ou au «projet de paix perpétuelle» d'Emmanuel Kant pour alerter leur esprit sur la nécessité d'être, à tout moment, lucide, en leur donnant quelques repères théoriques et méthodologiques concernant la réalité multiréférentielle dont il est question ici.

Ce sont les organismes internationaux d'aide au développement qui ont entraîné cette évolution. Au premier rang d'entre eux, on trouve la Banque mondiale. En introduisant le thème sectoriel du développement urbain dès le début des années 70 dans ses projets d'aide au développement, elle a mis en avant pour ce faire l'objectif de lutte contre la pauvreté. Deux échelles très différentes d'attaque se sont révélées : à un niveau macro-économique, l'urbanisation est dès lors considérée comme un des moteurs essentiels de la croissance; à un niveau social, celui de la ville, est fortement affirmée l'idée que, pour favoriser la croissance, il faut augmenter la productivité des villes et de leurs habitants les plus pauvres, ce qui impose une amélioration de leurs conditions de vie, et en premier lieu celles de l'habitat. Plus largement, il faut mettre en place les dispositifs et les lieux d'une intégration à la ville de populations sous-intégrées, ou qui sont ignorées, aux marges de la ville. Dans un souci d'économie et selon un modèle d'«auto-suffisance financière» des villes, il convient de rechercher des solutions techniques et opérationnelles au plus bas coût, accessibles aux couches défavorisées qui n'ont pas accès aux services urbains, même subventionnés.

Le discours est, dans cette approche sous-sectorielle du développement urbain, à la fois très classiquement de caractère hygiéniste, et marqué par un néo-libéralisme qui pose très vite les réponses sociales en termes de demande solvable. Qu'importe : cette orientation, très innovante à l'époque, suppose la mobilisation de compétences nouvelles. Il s'agit bien en effet, à partir du double objectif de lutte contre la pauvreté urbaine et d'intégration des populations défavorisées pour les rendre plus productives, d'engager un processus très contrôlé de transformation sociale. Ces compétences nouvelles, qui s'inscrivent très nettement dans le cadre d'une transformation de la doctrine et des enjeux — jusque là il n'était de développement que rural —, vont cependant emprunter à ce domaine les façons de penser et de faire le développement urbain, sur la base requise d'une mobilisation des populations bénéficiaires, comme garant et légitimation première des interventions entreprises. Ce type d'intervention va recevoir immédiatement une qualification débouchant aussitôt sur un label institutionnel : le champ d'expertise défini sera celui du développement communautaire

¹ Celle-ci n'étant limitée que par nos propres obscurités et par les difficultés propres au champ urbain, énoncées plus haut.

Des experts du développement communautaire sont donc institués. Mais, parce que ceux-ci sont conduits à exercer des missions dans des quartiers jugés marginaux. Et parce que leurs interventions se portent sur un milieu le plus souvent en conflit parfois violent avec les pouvoirs publics et locaux, ou avec l'Etat. Et parce que ces lieux sont loin d'être indifférenciés et interchangeables. Et parce qu'on avait jugé, très abstraitement, qu'il y aurait une adhésion sans faille aux projets de développement communautaire de la part de populations qu'on a qualifiées, un peu précipitamment, de «bénéficiaires», alors qu'ils ne se sont peut-être considérés que comme des «destinataires» de ces projets. Il a fallu très vite introduire une autre mission, celle de mobilisation des populations-cibles, et donc une compétence complémentaire, celle d'expert du développement participatif.

Cette transformation des pratiques professionnelles a été suivie de peu par une évolution très nette de la conception même de l'urbanisme, qui a mis en avant la préoccupation de la gestion urbaine, et qui en a fait bientôt — à partir de la fin des années 70 — la priorité des priorités dans le secteur urbain d'autant plus qu'elle est venue de considérations économiques et macro-économiques, liées à la mise en place de l'ajustement structurel. Dès lors, on aura un champ d'expertise qui va se diversifier, l'ensemble des métiers identifiés se situant entre deux pôles.

A une extrémité, on trouve plutôt la compétence technique, qui va de l'urbanisme classique mais spécialisé dans les techniques alternatives, ou la mise en œuvre d'équipements d'infrastructure à faible coût, à la micro-économie spécialisée dans la dynamisation du secteur informel, en passant par des travailleurs sociaux spécialisés dans des domaines aussi divers que la santé publique, l'économie domestique ou la formation. Parfois ont été requis des anthropologues.

A l'autre extrémité de la palette, on trouve toutes sortes d'intervenants plus ou moins reconnus et institutionnalisés dans leur compétence, experts du développement communautaire et participé, dont la mission essentielle est de mobiliser, sur la base d'un travail de médiation, de négociation, d'intermédiation, chacun de ces termes n'étant d'ailleurs pas interchangeable.

Les experts de la médiation

Ainsi, dans ce qu'on appelle le développement urbain, pratiqué dans des configurations de coopération bi ou multi-latérales, la question des intervenants «médiateurs», «passeurs», «brokers» (= courtier, ou personne qui s'entremet pour la conclusion d'une affaire), est d'autant plus délicate que ceux qui ont pour mission d'intervenir le font depuis un lieu très éloigné du point d'application. Et cette fonction est d'autant plus importante qu'elle est inévitable, parce que les lieux de décision sont trop éloignés, sur tous les plans, géographique, technique, politique et culturel, pour qu'on puisse faire l'impasse sur la présence d'intermédiaires. Il est donc moins question ici de la nouveauté d'un métier de la ville, puisque la pratique de

l'intermédiation est ancienne dans le développement urbain ainsi compris, que d'une interrogation, critique, sur la nature et la portée de cette activité, identifiée depuis longtemps, mais avec des déclinaisons variables selon les dispositifs envisagés et mis en œuvre. La nécessité d'une fonction, et d'acteurs spécifiques qui la prennent en charge, fait loi.

Cependant ce travail d'intermédiation pose un problème de contenu, et de finalité. Jusqu'où s'agit-il d'une action de courtage, plus proche d'une pratique professionnelle, à mon sens, et où commence le travail de médiation, plus proche d'une position politique ? Quel est le degré de légitimation d'une politique de coopération dans le domaine du développement urbain, qui est recherchée et contenue dans l'activité d'intermédiation ?

A l'évidence, ces constatations posent de multiples questions à ceux qui sont en charge de la formation. Dans les situations de référence ici, on ne peut avoir cette sorte de candeur qui permettrait d'isoler, dans une séquence phénoménologique, le moment de la mise en œuvre de projets de développement urbain pour se concentrer sur l'observation des pratiques professionnelles qui concernent, beaucoup plus largement que l'aménagement urbain, la gestion, donc le contrôle, des populations, dans des villes qui sont, toutes, autant de poudrières politiques et sociales sur le point d'exploser. Mais il n'est pas possible, justement à cause de cela, d'isoler la mise en œuvre des projets de ce qui est à leur origine, de ce que veulent en faire les décideurs. Pour cela, il est important que les chercheurs gardent, sur ces thèmes, leur capacité d'observer, d'analyser, donc de rester une instance critique. De ce point de vue, vouloir transformer les chercheurs universitaires eux-mêmes en experts, comme la tentation en vient de plus en plus dans le milieu de l'expertise internationale, serait une erreur.

Des agents de la transformation sociale qui deviennent des experts

Si on part «d'en bas», on trouve toutes sortes de pratiques professionnelles très diversifiées, qui reproduisent, dans la sphère de l'illégal, du spontané, qualifié souvent, de manière erronée, d'informel, les pratiques du secteur formel. C'est en cela qu'elles intéressent notre champ de réflexion.

L'accès au sol urbain, première étape de l'entrée en ville, se faisant de manière illégale, dans des morcellements ou lotissements clandestins, on trouve toute une chaîne d'intervenants parallèles, qui assument chacun des fonctions relativement précises d'aménagement, et de courtage : le «dessinateur-géomètre» joue souvent un rôle central qui l'apparente au chef de projet. Sachant manier la chaîne d'arpenteur, il peut procéder au morcellement du terrain. Il peut servir de courtier pour mener, comme mandataire à double casquette, les négociations entre le détenteur, coutumier ou non, de droits fonciers ou celui qui est dépositaire de droits d'usage du sol, et l'acquéreur d'une fraction de ces droits d'usage. Dans l'étape de la construction, il peut soit se transformer en concepteur, représentant le client auprès d'un

tâcheron qu'il aura mobilisé, soit être lui-même dans le rôle de l'entrepreneur. Dans la phase ultérieure, il peut de nouveau jouer un rôle d'intermédiaire pour obtenir des concessionnaires de services urbains la réalisation de branchements divers. Au-delà, dans la phase de régularisation, une fonction déterminante sera assurée par ceux des membres de la communauté qui connaissent le mieux les rouages de l'administration et qui sauront faire cheminer auprès des services d'urbanisme ou de l'administration territoriale des dossiers délicats qui ne pourront être traités que dans une configuration de clientélisme, dans laquelle la position de représentants considérés comme intermédiaires fiables, parce que reconnus par les deux parties, sera déterminante. Il s'agit de ce qu'on pourrait désigner comme des notables de statut traditionnel, mais il s'agit de bien autre chose : d'une part, il s'agit de gens qui ont une culture quasi professionnelle, dont l'origine est bien souvent dans un apprentissage du dessin, qui donne les instruments de fabrication de dossiers, mais aussi, plus largement, d'un aménagement minimum de l'espace. Ils existent, aussi, parce qu'ils ont une place, un statut reconnu, par les membres du groupe de localité pour lequel ils interviennent, et parce que ce statut, acquis ou de naissance, est également reconnu par les autorités locales, ou par les représentants d'administrations et de services déconcentrés de l'Etat, soucieux, dans les situations de pénurie extrême qu'ils connaissent — sur un plan financier aussi bien que dans la prise de décision —, de gérer la ville de la manière la plus économique possible en conflits.

Ces courtiers se révèlent être les meilleurs agents qui soient du développement urbain, sauf lorsqu'ils sont pris dans un processus de métissage tel que les pratiques spéculatives et de corruption l'emportent sur le statut de courtier qui fait leur légitimité. Ils peuvent être aussi des professionnels d'un niveau somme toute respectable, parce qu'ils mettent en œuvre des dispositifs techniques qui, s'ils ne correspondent pas aux canons normatifs d'un urbanisme international, sont assez bien adaptés aux moyens des habitants. Ils sont aussi de bons agents du développement urbain, parce qu'ils assurent une part importante dans le maintien ou la recherche de paix sociale, hantise d'autorités locales peu soucieuses ou incapables de mobiliser compétences et moyens pour l'assurer.

Une autre configuration est celle qu'on rencontre, majoritairement en Amérique latine, de manière récurrente depuis plusieurs dizaines d'années : celle des conflits déclarés pour l'accès à la ville, qui s'expriment par des occupations de terrains, suivies d'étapes de régularisation. Dans les phases de régularisation qui se dessinent, les intermédiaires / médiateurs ont une fonction bien entendu déterminante, surtout lorsque les autorités / maîtres d'ouvrage sont décidées à mener une procédure d'intégration à la ville de ces populations « marginales ». Il y a peu de cas où ces négociations peuvent être menées dans un face à face direct entre les « leaders »

communautaires et les responsables des politiques publiques². Il peut alors y avoir deux types au moins d'acteurs intermédiaires entre la population et l'instance de décision : un maître d'œuvre social désigné par le maître d'ouvrage. Dans cette fonction de maître d'œuvre, un volet, une composante sociale est souvent ajoutée, qui a pour finalité, le plus souvent, de légitimer comme technique ou quasi-technique une intervention de caractère social, résumée dans le terme d'intégration urbaine (citadinité ?). Dans ce cas en effet, on attribue à l'organisme, de type OHLM, une compétence d'agent de maintien de la paix sociale : à charge pour lui, bien souvent, de donner un contenu concret et opérationnel à la résorption de l'informalité sociale urbaine. On fait de l'organisme l'opérateur institutionnel, désigné mais non reconnu, légitime seulement pour un des deux «partenaires», du traitement social de la crise urbaine. Il n'y a alors que des destinataires — clients au sens marchand du terme — d'opérations de régularisation, et non pas des bénéficiaires, pour qui s'ajouterait justement la dimension sociale du développement. Souvent de tels opérateurs ne peuvent pas assumer cette mission nouvelle qui n'est pas, en fait, de leur compétence, même lorsqu'elle est technicisée au maximum, ou lorsque certains agents suivent des cycles de formation pour acquérir une qualification nouvelle, dans un domaine mal délimité, le social.

Pour pallier cette difficulté, garante d'échecs nombreux et avérés, on fait de plus en plus appel à des ONG qui viendront combler ce manque, ce déficit d'intervention sociale, et qui vont avoir à assumer le rôle d'opérateur social, avec une fonction d'intermédiation qui devient un peu plus complexe encore, puisqu'elle s'exerce entre la population et l'opérateur socio-technique, entre la population et les autorités locales, et entre l'opérateur et les autorités politiques. La position de l'ONG, périlleuse sans doute, est en même temps stratégiquement déterminante : grande est alors la tentation, surtout s'il s'agit d'une ONG internationale, de se substituer *et* au maître d'ouvrage, ce qui sera facile tant que l'intervention de l'ONG permet de masquer les conflits, ou permet au maître d'ouvrage de rester dans une position discrète, effacée, politiquement sûre, *et* au maître d'œuvre, opérateur désigné mais dépossédé d'une partie de sa mission.

Si les choses ne sont pas clarifiées et codifiées sur un plan institutionnel, on va rapidement à un blocage dont généralement la population fait les frais, sauf lorsqu'elle reprend sa posture revendicative. A cela peut s'ajouter une situation classique de coopération qui se manifeste ici de manière nouvelle, mais symptomatiquement répétitive depuis quelques années : la tendance est de plus en plus à inciter les ONG à se «professionnaliser» dans le domaine de projets de développement urbain, et donc d'avoir des ressources humaines dans une palette variée, allant d'urbanistes généralistes à des agents de développement économiques, tout en étoffant le

² De toute façon ce n'est guère dans l'intérêt des habitants qu'il en soit ainsi, car on débouche très vite sur l'apparition de clientèles électorales ou de groupes plus ou moins mafieux, ou sur des modes de règlement incontrôlables par les diverses parties.

champ classique d'animation et d'accompagnement social. Ceci est sans doute fait dans le souci d'installer auprès d'opérateurs locaux des sortes d'homologues qui pourront transmettre un savoir-faire reconnu et qui a fait ses preuves, puisqu'il vient des pays développés.

Ces quelques réflexions montrent à quel point se sont diversifiés les modes d'intervention sur la ville, puisque, dans le seul domaine de l'expertise sociale, on voit apparaître plusieurs métiers, ayant chacun un statut ou un quasi-statut, mais dans une configuration générale très incertaine, aux enjeux souvent implicites. Pour éclairer concrètement mon propos, et suggérer quelques pistes de réorganisation de la sphère du référentiel urbain, je propose un exemple de cette possible réorganisation.

Une expérience d'expertise collective pour un développement urbain durable

L'expérience d'expertise collective évoquée ici se situe dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet de développement urbain à une échelle micro-sociale à Fortaleza, dans le Nord-Est du Brésil. C'est le projet Comunidades, qui vise la construction de 1.000 logements en aide mutuelle (le mutirao) comportant des innovations technologiques, et la création de 500 emplois dans des micro-entreprises. Il implique une ONG française de développement, le GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques), une ONG brésilienne de création locale, le CEARAH Périféria. Il mobilise un financement de l'Etat du Ceara, de la coopération française, et de l'Union européenne. En partenariat avec l'Etat du Ceara, les mairies de l'agglomération, et les organisations communautaires, les deux ONG s'efforcent de jouer le double rôle identifié dans l'expertise, à savoir celui d'appui aux instances de décision, avec un partage des tâches entre le GRET, qui appuie plutôt les mairies de l'Etat, et le CEARAH Périféria qui appuie les organisations populaires, et celui de médiation entre les mairies, l'Etat et les organisations populaires. Dans cette activité d'intermédiation / médiation, le rôle de la communication est devenu rapidement important, justifiant la création d'un centre de documentation, le Cidades, à vocation déconcentrée dans les quartiers d'intervention.

Un des intérêts majeurs de ce projet est d'avoir débouché sur la création, ou plutôt la constitution progressive d'un véritable réseau de fait, dont, schématiquement, on peut distinguer quelques éléments forts : une ONG française reliée intellectuellement à mon institution et à l'Université de Louvain-la-Neuve, mais qui a également des contacts forts avec d'autres ONG de développement à travers l'Amérique latine. Ce qui se traduit par l'existence d'un référentiel commun à ces différents éléments, et par l'accueil de stagiaires des institutions universitaires sur le terrain; un lien fort, même s'il est relativement informel, est instauré entre production de connaissances et activité d'expertise; une ONG locale, liée à deux universités locales, l'UECE (Université d'Etat du Ceara, à dominante travail social) et l'UFC (Université fédérale du Ceara), et à l'ETFCE (Ecole technique fédérale du Ceara); une composante spécifique du projet Comunidades, le projet Formation, celui-là même qui est financé par l'UE,

et qui concerne la formation continue des différents intervenants dans le projet, depuis les techniciens supérieurs ou agents du développement communautaire, jusqu'aux auto-constructeurs et aux employés des micro-entreprises; des organisations communautaires qui ont un fort désir d'accéder au savoir des experts, à l'information, à la formation.

C'est à l'occasion d'évaluations annuelles menées de manière collective entre tous ces partenaires qu'un début de pérennisation de l'expérience se dessine, ce qui la place dans la perspective tracée par cette table ronde sur la recherche d'un développement durable :

- Un accord de coopération bilatérale a vu le jour entre l'université fédérale (UFC) et mon université (Institut d'urbanisme), qui nous permet d'accueillir des doctorants, dont la première est d'ailleurs une travailleuse sociale, fondatrice du CEARAH Périféria. Cet accord doit permettre, à terme, à l'UFC de créer sa formation doctorale en urbanisme.
- Une initiative a été prise, avec notre appui, par l'ETFCE, pour créer un cours de techniques urbaines populaires, dans la section de génie civil.
- L'UECE envisage de créer un troisième cycle de gestion sociale de la ville en liaison avec l'Université de Louvain-la-Neuve.
- Le CEARAH Périféria a créé une école de planification urbaine populaire, qui accueille des leaders communautaires et des chercheurs populaires, pour des stages de plusieurs mois, afin d'acquérir des compétences d'expertise. Une des hypothèses pour assurer la pérennité de cette école serait d'en faire une «extension» de l'UFC, lorsque celle-ci aura pu créer sa maîtrise de développement urbain. C'est en effet le cadre institutionnel qui pourrait donner une existence durable à cette initiative.

On le voit, dans cet exemple tout est lié : la constitution d'un réseau de fait permet d'assembler les pièces qui permettent une circulation très large des personnes aux différents niveaux de ce qu'il faut appeler le savoir académique, le savoir théorique et le savoir empirique. ce système permet aussi aux différents types d'experts de prendre du recul par rapport à leur pratique, et de mieux les préparer à assumer leur double fonction de détenteurs d'un savoir-faire, et de médiateurs reconnus.

Mais pour que tout cela s'installe dans la durée, il faut une stratégie, et il faut que cette stratégie soit partagée par des acteurs de statut et d'origine fort différents mais qui sont unis dans un consensus construit par eux, de manière empirique, dans l'expérience. C'est le référentiel commun, nécessaire pour vaincre les inerties, voire les hostilités, et les lourdeurs administratives qui entravent encore ce type d'initiative et d'expérience.

Tout cela n'est possible que parce que les différents protagonistes de cette expérience ont pu unifier quelques-uns de leurs présupposés sur ce que peut être une gestion sociale de la ville, et que les positions des différents acteurs se sont rapidement clarifiés, en évitant un mélange des genres qui avait pu compromettre l'ensemble.

COMMUNITY DEVELOPMENT IN URBAN AREAS AND THE ROLE OF THE UNIVERSITY

Kevin Morris
University of Sunderland

Introduction

In 1873 Samuel Barnett, a Curate in the East End of London became increasingly concerned about the dismal conditions that people were living in. He spent considerable time helping residents but he recognised that in addition to the day to day effort of dealing with the consequences of poverty, consideration also had to be given to the causes of poverty. For this he turned to the Universities.

In 1884 he persuaded Oxford University to support the establishment of Toynbee Hall, a University Settlement, based in the East End of London. It was to be a residential settlement "*where university men might get to know workmen and their problems through contact and discussion, and through teaching, research, public service and sociability, contribute something in return*"¹. Early examples of the work promoted at Toynbee Hall included: adult education courses, art exhibitions, assistance to Jewish immigrants and the training of teachers and social workers. In addition, Toynbee Hall was instrumental in undertaking some of the early surveys into poverty, lobbied for better water supplies and played a mediating role in several strikes, the most notable being the "Match Girls Strike".

This model of creating residential settlements in partnership with Universities spread throughout Britain and by the turn of the century over 20 settlements, based upon the work of Toynbee Hall, were established in major urban conurbations. In 1886 a settlement was formed in New York and by the early 20th century the Settlement Movement had spread across North America, and in industrial towns in Europe and Japan.

The International Settlement Movement still thrives today although for many of the settlements the early links with the Universities have weakened, particularly since the professionalisation of Social Work which began to "*... erode the core commitment to working with people rather than for people or the willingness of staff to actually live in the settlement house and local neighbourhood*"².

The distancing of the settlements from the Universities can also be attributed, in part, to the success of their relationship. The wide range of activities that settlements are engaged in today and the many independent social organisations that began their lives as part of the settlements might equally reflect the increased ability of local residents to set their own goals and objectives. There is evidence however that the withdrawal of the universities involvement in

settlements was an inevitable reaction to the implicit moralistic and paternalistic visions of Barnett and his supporters, who wanted to spread the values of the privileged middle class and offer guidance to working people by using students as role models.

The purpose of presenting this very brief historical account of university involvement in local communities is to suggest that there are experiences that we can draw upon which might allow us to build on the best practice of the past and avoid some of the mistakes our predecessors made.

Community Development

This discussion raises important questions regarding the nature of the relationships that Universities have or should have with the communities where they are located. However, initially I want to clarify how I will be using the term "community development". This is particularly important if we are to identify appropriate roles for universities if they are to be actively involved in promoting community development. It is also necessary because increasingly public bodies are attempting to reach out to communities. In Britain labels such as Community Policing, Community Care, Community Service suggest that a dialogue is sought between institutions and marginalised communities, but, apart from the rare exception, none of these institutions practice community development.

Although marginalised communities have become the arena for these institutions activities there is little evidence to suggest that they do anything more than pursue their own agendas and their own objectives. While at the same time they often claim to be working in partnership with marginalised communities or groups.

The definition below has been widely adopted by the community workers in Britain since 1984³. Since 1989 it has been adopted by the Association of Metropolitan Authorities (AMA) and offered to all metropolitan authorities as guidance in their efforts to establish a dialogue with local people and adopt a community development strategy when developing their policies.

Community Development is about the involvement of people in the issues which affect their lives. It is a process based on the development of an *equal partnership* between all those involved to enable a sharing of skills, knowledge and experience.

Community Development can take place in both *geographical neighbourhoods* as well as with *communities of interest*, related to factors such as age, gender, race, disability, etc. as people identify what is relevant to them in their lives. The community development process is collective, based on working with and supporting groups of people but the experiences gained are clearly of benefit to the individual. Individuals develop knowledge, skills and confidence to take part in collective action and participate in representative democracy. Community

development crosses boundaries; it can be applied to many different services and activities, and is most effective as a strategic approach to service planning and delivery.

Essentially community development may be defined as a way in which any public institution deliberately stimulates and encourages groups of people to express their needs, supports them in their collective action and helps with their projects and schemes as part of the institution overall objectives. Community development is not about dealing with people's problems on a one to one basis although individual problems are addressed within the collective action.

There are certain principles which are central to community development wherever it takes place :

Recreation/Sports	<p>Firstly, it is based on the importance and the ability of people to act together to influence and assert control over social, economic and political issues which affect them. In this sense, community development focuses on the relation between people and range of institutions and decision makers (public and private) which govern their everyday experiences. Community development aims to effect a sharing of power and create structures which give genuine participation and involvement.</p> <p>Secondly, community development is about involving the skills, knowledge and experiences of people in taking initiatives to respond to social, economic and political problems. This will usually involve co-operation or negotiation at some level with statutory agencies.</p> <p>Thirdly, community development assumes the fundamental rights of all individuals and therefore must take a lead in confronting the attitudes of individuals, and the practices of institutions which discriminate against black people, women, and other disadvantaged groups. Community development is well placed to involve people in these issues which affect us all.</p>
Arts/Leisure	
Employment	
Planning	
Care in the Community	
Low income	
Racism	
Housing	
Policing	
Health	
Sexism	
Disability	
Education	
Environment	
Welfare	

Community development should be seen as a key element in any democracy since it stimulates and supports participation and involvement and thereby encourages effective and responsible citizenship⁴.

The major points emphasised in this definition are :

1. That people have a right to be involved in the issues that affect their lives. They have unique insights into these issues because they experience the day to day reality of them.
2. That policy makers need the involvement of marginalised people in designing and implementing policies in order to make informed decisions and ensure that scarce resources are used effectively... Community Development is therefore a cost effective exercise.
3. That Community Development seeks to empower through the transfer of knowledge, skills and resources to people on the margins of society. Assisting them to organise themselves to gain a voice and power within the decision-making and political systems that impact upon their lives.
4. The pursuit of equal of access to the resources and decision making processes for *all* groups. This point is particularly important because it is often easy to focus upon the most articulate groups in the community at the expense of the most disadvantaged.
5. That Community Development is a *process* — it is not a quick fix. It has to be part of a long term plan that moves in harmony with local people. Rush it and you leave people behind, usually the most oppressed and marginalised people in the community.

A life time of exclusion and powerlessness cannot be reversed quickly. People who have never had real power also need to learn how to use power. If their only relationship to power has been how it has been exercised over them then we should not be too surprised if occasionally they make mistakes. When faced with new situations people usually turn to their own personal experiences for guidance. For some this means that they replicate the way that power had been exercised over them. *Education therefore is central to promoting community development.*

It is within this context that we must consider the relationship between universities and communities. It is however important to acknowledge that it is not the sole responsibility of universities to take the lead in promoting community development. This is often best performed by others who are better placed. The challenge is to identify the particular contribution that universities can make.

Universities and Community Development

Universities are significant institutions in the areas where they are situated. They are often one of the largest employers. Each year considerable numbers of students descend upon the locality in addition to the increasing numbers who come from the region. Consequently universities are an intrinsic part of the wider community. With this comes an obligation to play an active role in the life of the community. How far universities recognise this obligation is however questionable. As institutions whose business is rooted in the liberal tradition of education and improving the life chances of people, to date they have singularly failed to reach those people on the margins of society.

Today, in common with many other public bodies, a number of universities are beginning to adopt a rhetoric that suggests they recognise the need to participate in civic life and actively promote partnerships. Many have adopted mission statements outlining their commitment to the "*commercial, industrial, social and cultural life of the region*"⁵.

There is however little evidence to suggest that this commitment to the wider community is reaching marginalised groups from areas where there is multiple deprivation, high levels of unemployment and generally poor life chances for residents. Too often it is the high profile, high prestige developments, in partnership with local industry and commerce that are heralded as good examples of community involvement. If we wish to extend our commitment to marginalised groups and communities there needs to be a fundamental shift in how we view community involvement and community development in line with the principles and methodology outlined above.

At the moment we have a situation where the socially excluded members of society make little use of universities and universities do little to reach them. If, as I am suggesting, we are talking about developing *new relationships* with *new people* we can not build these based on the assumptions made about our existing relationships. Neither can we expect to deliver a new service by just using the same methods and techniques that we have used in the past. And we can not assume that we know enough about the needs of marginalised groups to make informed decisions... We have to find out.

Broadly speaking there are two areas where universities can make a significant contribution to the community development process:

increasing access to the university

work with marginalised groups in their communities

In discussing these approaches I will be referring to examples from our work at the University of Sunderland.

Both of these approaches assume that a *dialogue* has been created with the people we aim to reach, many of whom will be suspicious of our motives and feel that the university is an elitist institution which is irrelevant to their lives. The task of creating a dialogue with marginalised groups is often very difficult and time consuming, but is essential if we are to develop real partnerships and use our resources effectively.

We need to use the structures that already exist within communities. In all communities there are groups of people, voluntary organisations and self-help groups who are attempting to help themselves and provide support for each other. Women's groups, parent's groups, youth groups and tenant groups are common in most marginalised communities in Britain. All of these will have something to say about the quality of life and the issues people face as part of their everyday reality. They also have ideas and a vested interest in finding solutions to the issues they face. Throughout this paper I have stressed the importance of establishing a dialogue with marginalised groups⁶ in local communities. I wish to stress that dialogue in this context is not just speaking to, consulting with or holding meetings with local groups. We need to learn how to listen and to hear before we can speak. If I speak too soon I am in danger of purely speaking as a white middle class man who, at best, makes a calculated guess at what life is like for black men, disabled men, poor men, young men, old men or gay men. If I try to extend this to women... well, it is not difficult to see that I am likely to make some mistakes based upon false assumptions.

If we, as middle class academics, wish to have equal discussions with people who are from marginalised groups in marginalised communities we should assume that we know very little. In fact, according to Ivan Illich we will usually find that we need... "to learn the language, but even more we need to attune our ears and open our hearts to the anguish of a people who are lonely, frightened and powerless"⁷.

Increasing access to the university

Once a dialogue with groups has commenced there are a number of issues that need further consideration. For example when we wanted to *widen access* to our programme in Community and Youth Studies to ensure that women, black people and people with disabilities were able to participate, attention had to be given to :

- The barriers they face at present
- How to prepare people for academic study
- The environment they could expect to experience at the university
- Which models of education would best facilitate their learning
- Whether the curriculum is relevant to them — does it acknowledge who they are
- What are the resource implications

- What, exactly, do we have to offer

During the last ten years we have had some success in changing the profile of the students who join our programme. For example, we now attract a majority of women each year, many of whom have been activists in local community projects prior to joining the university. Following this success we have had to update and critically evaluate our curriculum to ensure that a feminist perspective permeate our teaching. More recently in response to recruiting more black people with disabilities from local communities we are reassessing the curriculum, structures and ethos of the programme. Too often we discover that marginalised groups are only visible within the curriculum taught at universities, when they are portrayed as the subject or problem. Improving access can lead to this narrow focus being challenged and in turn a much richer curriculum for all students.

Facilitating easier access to existing opportunities is essential. However, by itself it is not sufficient. Once access to the university has been achieved local people can sometimes experience the environment of the university as alien and threatening. The structure and management of universities is often at odds with a community development approach. Also, it is not uncommon for some colleagues to feel similarly threatened if we move beyond improving access to a consideration of the changes that are required to traditional professional approaches. These changes often challenge us personally, professionally and practically.

Work with marginalised groups in their communities

For many people undertaking a structured degree programme is not a practical option or appropriate to their needs, or the needs of their community. New approaches which demand new thinking, new relationships and new responses need to be developed by actively seeking new partnerships directly with community groups and agencies.

As a result of entering into a dialogue with some of these community groups :

- We are in the process of establishing projects in partnership with local community agencies, aimed at offering short courses, action learning groups and skills development which meet the immediate learning needs of residents.
- We have developed a new action research modules as part of our existing degree programme where local community groups submit small research proposals which are undertaken by groups of students under the guidance of academic staff and local community agencies. Specific examples of research projects undertaken as part of this initiative are :
 - The position of carers in the community
 - The viability of establishing a Local Exchange Trading System (LETS)

- Health rights for people in the community
 - Young women and smoking
 - Drug use in the community
 - Teenage pregnancy
 - Needs of the Bangladeshi community — sexual abuse
- We have an established consultative group made up of representatives from community agencies to advise staff of issues experienced in the community.
 - We have an established programme of student placements with community agencies. The aims and objectives and the criteria for assessment for the placements were developed in partnership with the consultative group.
 - We regularly undertake short courses for local organisations, speak at conferences, provide in-service training for community development workers, act as consultants to individual projects and workers and serve on local management committees as advisors.

This brief account of our activities in Sunderland is not offered as any kind of blueprint for other universities; it is merely a description of some of the initiatives we have developed in response to our particular context, people and structures. Each university must decide its own path according to its own situation. What we do share however, is the knowledge that marginalised communities are under severe strain. Knowing this demands that we make a start, whatever form that might take. Samuel Barnett knew this in 1873.

References

- ¹ A. J. Kennedy, "The Settlement Heritage", H. Nijenhuis (ed.), *Hundred Years of Settlements and Neighbourhood Centres in North America and Europe*, Utrecht, GAMMA, 1986.
- ² C. Johnson, "Fear Not To Sow", *An Introduction to the History and Impact of the International Settlement Movement*, London, IFSNC, 1995.
- ³ K. Morris, "*Developing Local Voluntary Action*" : *Involving Local People, the First Steps*, Federation of Community Work Training Groups, 1984.
- ⁴ Association of Metropolitan Authorities, *Community Development : The Local Authority Role*, AMA, 1989.
- ⁵ University of Sunderland, *Mission Statement*, 1995.
- ⁶ A. Gibson & G. Clarke, *Project Based Group Work : Facilitators Manual*, Jessica Black, 1995.
- ⁷ I. Illich, *Celebration of Awareness*, Penguin, 1973.

POSTSCRIPT

Tony Charles
University of Sunderland

Kevin Morris presents a case study connected with the delivery of a programme in Community and Youth Studies in an urban University. He describes the key principles underlying the University education and training of Community Workers — the interaction of theory and practice, the balance between involvement and detachment and, above all, the concept of Community development based upon active citizenship and participation. The case study reveals the distance between national regional policy making and actual community experience, particularly amongst the most marginalised groups and the socially excluded. At the same time, examples are given of the way in which urban Universities can reduce this gap and mediate between marginalised groups and social institutions through concrete measures to increase access to the University and establish dialogue with community groups. What is described is in essence very close to the principles which have been developed by PRELUDE in the wider context of North South relations — namely, the principles of co-development and knowledge "hybridisation" (Thill, G., 1992). The purpose of this short postscript is to explore the wider implications of this model of community development for urban Universities and to assess some of the obstacles which confront University initiatives which contribute to sustainable urban development.

The modern University bears little resemblance to the cloistered, traditional University of the past. The "traditional" University embodied the principles of collegiality, academic professionalism, patronage and detachment from everyday life. Such principles underpinned an elitist form of higher education which is no longer defensible if a University is to serve the community and increase participation in higher education. At the other extreme, there is the modern University responding to the demand for mass higher education; in its Anglo-Saxon variant, the modern University is managerially "efficient" and governed by neo-liberal higher education policies which favour the marketisation of University institutions as well as knowledge itself (Parker & Jary, 1994). In the past twenty years the evolution of mass higher education has brought about fundamental changes in Universities as institutions — the decline of tenure, a declining unit of resource, increased managerial control, semesterisation and modularisation, and the transformation of students into "consumers" and courses into "products". In terms of research priorities the modern University is steered towards closer collaboration with industry and to seek forms of research income outside public sector funding. National science and technology policies and industrial policy focus upon competitiveness as the overriding goal — shifting research funding initiatives towards University — industry partnerships and applied areas of research which meet the exigences of industrial performance.

It would be misleading to simply assess these changes in higher education as obstacles to the Universities' contribution to social development. New University administrative structures could, given the right circumstances, free academics to focus upon their core activities — teaching and research. The demand for relevance in research and for closer links with industry could foster a genuine search for innovation, sustainable economic growth and employment creation. Sensitivity to the needs of different types of students and of employers could facilitate curriculum innovation and new types of courses appropriate to changes in the labour market. The guise of "value-neutrality" and the "free floating intelligentsia" (Mannheim, 1936) would give way to knowledge and education which is critical and reflexive and policy oriented without the ties associated with consultancy for a particular client.

The tendency for economic rationality to pervade all areas of social life is indeed a major obstacle confronting University research and teaching: it drives knowledge towards instrumentalism and Universities into the classic organisational dilemma in which the means subvert the ends (Habermans, 1972). However, there are important countervailing tendencies towards the emergence of a neo-Fordist University and the instrumentalisation of knowledge. There is a danger that excessive bureaucratisation and standardisation of University management will undermine the proclaimed missions of the Universities but academic freedom, academic commitment, and subject expertise continue to make the University dependent upon the free enquiry of its members. This tension between bureaucracy and professionalism is unlikely to lead to "command and control" structures in Universities without undermining their *raison d'être*. Universities therefore strive to maintain accountability and effective use of public funds whilst preparing academic autonomy.

There are many examples where University teaching and research depends for its credibility on critical forms of discourse and knowledge which question the role of industry in society, raise environmental concerns and the needs of marginalised and socially excluded groups which cannot be simply translated into market demands. At a local level, Kevin Morris demonstrates how dialogue with local communities can be fostered by Universities to transcend economic and political dependency upon what may be perceived as inexorable global changes. The case study of community development illustrates what the University might do at grass roots level in urban environments. At the same time, the University works with local authorities and agencies at the level of policy making for regional development. What was not described in the case study were the ways in which this work at local level enhanced through international networks and alliances with other regions and Universities. It is through these types of collaboration that localities increase awareness of alternatives and new types of learning are available for students in different cultural contexts. For example, collaboration with Universities and community development agencies in France confront students with different concepts of intervention and social dialogue; collaboration with Universities in India enable

students and researchers to understand the different role of women in the community and the ways in which the practice of equal opportunities takes different forms in contrasting cultural contexts. A further example is the way in which telematics can be used as a tool for distance learning and cross cultural awareness rather than a technology which further instrumentalises and packages the curriculum.

Finally, the example of community development initiatives raises wider issues concerning the democratisation of knowledge and community involvement — they present a challenge to Universities to work increasingly across the boundaries of disciplines — in the social assessment of technology and between the human sciences, the natural sciences and engineering. Ultimately, community development illustrates how sustainable economic growth and urban regeneration are inseparable from social development.

References

Parker, M. and Jary, D., "The New Higher Education : Organisation, Management and Academic Subjectivity", Manuscript, Staffordshire University, 1994.

Thill, G., *The Transfer of Scientific and Technological Skills and Expertise*, EC, FAST, Brussels, 1992.

Mannheim, K., *Ideology and Utopia*, Routledge, London, 1936.

Habermas, J., *Knowledge and Human Interests*, Heinemann, London, 1972.

LA VILLE MUSULMANE, CRISE URBAINE ET EXIGENCE D'HYBRIDATION

Mohamed Larbi Bouguerra
Faculté des Sciences de Tunis

Merci aux organisateurs pour leur amicale et flatteuse invitation. Merci de me redonner l'occasion d'évoquer les problèmes de la ville renouant ainsi avec un passé récent : j'ai été, en effet, quatre années durant, directeur de l'Institut technologique d'Art, d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis (ITAAUT).

La ville musulmane est d'abord un lieu de «civilisation» dans l'acception que donne Abderrahmane Ibn Khaldoun à ce terme : un lieu de convivialité, d'échange et de débats. Tout y était repères et signes de reconnaissance : les fontaines publiques, par exemple, étaient toujours signées par leur donateur qui pouvait être une femme ou des juifs. Dans ma ville natale, dans l'extrême nord tunisien, face au marabout-kouttab de style mauresque de Sidi Abderrahman, je me souviens d'une belle fontaine surmontée d'une grande plaque de marbre portant une inscription hébraïque. Quel cinglant démenti pour les fanatiques de tous bords qui sèment la haine par de vénéneuses brassées !

La ville traditionnelle s'organisait autour de la mosquée — faisant souvent office de kouttab (école) voire d'Université comme la Zitouna à Tunis ou la Quaraouiyne à Fès — ou du saint patron de la ville. Hammam, souks — où l'on vend mais où aussi travaillent et produisent les artisans, rahba-foirail aux chameaux ou place où s'exhibaient les baladins et autres montreurs de serpents comme à Marrakech — four banal voire prison étaient les pôles de référence et les balises de la ville que ceinturent des remparts au delà desquels se distinguent les taches blanches des tombes du cimetière. Ville balisée, divisée en quartiers dont les habitants avaient de lointaines origines communes : andalouses, turques... et où l'on vivait selon des codes qui, bien que non écrits, n'en étaient pas moins clairs et respectés. Leur maître-mot était honneur à la sagesse des personnes âgées et strict respect des règles de bon voisinage comme l'attestent de nombreux dictons de la langue populaire : «Inquiète toi du voisin d'abord avant d'acheter une maison» ou «Le Prophète recommande de bien traiter le voisin», etc. Cette impeccable ordonnance de la ville musulmane ou «arabe», comme disaient les «officiers des affaires indigènes» en Afrique du Nord allait être battue en brèche par la ville européenne qui verra le jour en Tunisie, par exemple, avec le Protectorat français de 1881.

Cette ville sera celle des colonisateurs, des militaires qui essaient d'y acclimater les manières de vivre «européennes». A Bizerte encore, cette nouvelle ville s'appellera de façon suggestive «Bijouville». Tout un programme ! Qui visait d'abord à dévaluer la ville arabe, voire à l'exclure

de la modernité. Cette verrue greffée sur le corps de la ville traditionnelle allait provoquer son dépérissement et la déchirure du tissu social avec son lot de drames, de souffrances et parfois de violences.

L'intrusion de l'automobile parachèvera l'œuvre des architectes européens dans la mise à l'écart de la ville traditionnelle. De son côté, la disparition des signes de reconnaissance de la ville a accéléré sinon amplifié la violence et la délinquance que l'on observe aujourd'hui à Alger ou au Caire. Le géographe français Yves Lacoste relève dans beaucoup de villes du Tiers Monde «le télescopage des problèmes» : la pollution due aux automobiles se conjugue à des fléaux moyenâgeux. Ainsi, au Caire, dans le quartier d'Embaba (deux millions d'habitants) où les intégristes ont proclamé, un temps, une «République» autonome, il n'y a ni eau, ni électricité, ni hôpital, ni réseau d'évacuation des eaux usées. Les intégristes y ont remplacé un Etat plus préoccupé par les luxueux hôtels du bord du Nil et par les beaux quartiers de Garden City ou de Mouhandissin. Il a fallu un siège dans les règles et une véritable bataille avec véhicules blindés pour les en déloger en 1992. A Alger, le manque chronique d'eau, l'accumulation des ordures dans les ruelles de la Kasbah et la déliquescence du tissu urbain ont été de puissants sergents recruteurs pour les fanatiques. Jointes au despotisme et à la corruption du parti unique, ils expliquent en partie la violence inouïe qui saigne le pays.

Violence et délinquance, mal de vivre et effervescence vont de pair avec la dégradation du milieu de vie et de l'environnement. La ville arabe traditionnelle — et même la ville en général au Maghreb — subit l'assaut irrésistible des plastiques qui défigurent même les belles oliveraies autour de Sfax en Tunisie ou s'étalent partout dans les quartiers de Tunis, d'Alger ou de Casablanca offrant des gîtes innombrables à la vermine et aux rats. Pour combattre ceux-ci, on inonde l'environnement de pesticides dangereux qui accélèrent la résistance et menacent la santé des gens. Les détergents non biodégradables ont de leur côté obstrué les réseaux d'eaux usées de la médina et lui ont donné ce caractère de ruine et ces odeurs pestilentielles qui ont fait fuir les citadins vers la banlieue permettant à l'exode rural de donner le coup de grâce aux palais et aux demeures patriarcales, dans l'indifférence quasi absolue des autorités.

La ville et ses problèmes ont de tout temps focalisé l'attention des penseurs arabes¹. Sans revenir à l'archi-classique, «La Ville Idéale», architectes et urbanistes n'ont cessé d'avancer des solutions. On citera l'Egyptien Hassan Fathi et son célèbre *Construire avec le peuple*² et qui porte en liminaire l'inscription : «Un nouveau, et très ancien, savoir»

¹ En français, on lira avec profit : Daouletli, *Tunis sous les Hafsides*, CERES, Tunis, 1984; Louis Gardet, *La cité musulmane. Vie sociale et politique*, 3ème édition, Librairie Philosophique J. Vrin, Paris, 1969; G. Marçais, *Tunis et Kairouan*, Laurens, Paris, 1937; H. Djait, *Al Kouta naissance de la ville islamique*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1986.

² Version française aux Editions Jérôme Martineau, Paris, 1970.

Je soutiens, pour ma part, qu'il faut à la crise actuelle des savants «hybrides» (au sens agricole du terme) qui allie connaissances traditionnelles et sciences modernes. On ne doit pas faire table rase des savoirs traditionnels comme l'a fait avec mépris le colonialisme. L'Université doit être un creuset dans lequel ce savoir se décante de la gangue et de la poussière accumulées par des siècles de dénigrement ou d'incompréhension.

Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit pas de passéisme. Il s'agit d'une juste réhabilitation — quand elle est scientifiquement et rationnellement instruite. Faut de quoi, le terrain serait occupé seulement par les fanatiques ou les pêcheurs en eau trouble. L'arabisation accélérée de l'enseignement qu'observe le Maghreb cache bien des arrière-pensées politiques. Ainsi, Bourguiba en personne a consenti — fait très révélateur — dès le début des années 60, à l'arabisation de la philosophie dans l'enseignement secondaire tunisien. Il ne faisait pas mystère du reste, de son désir de couper ainsi une jeunesse qui commençait à douter des professions de foi démocratiques du «Combattant Suprême», des sources de contestation tels les Marx, Engels, Freud ou autres Sartre...

La discrimination politique et l'ostracisme dans le Sud affaiblissent les universités, comme je le montre dans mon livre *La recherche contre le Tiers Monde*³. Evoquant la situation de l'enseignement supérieur algérien face à la montée des islamistes, le regretté Rachid Mimouni écrivait : «Les sciences humaines restent globalement suspectes [...] et sont transformées en cours de propagande islamique. Les étudiants [...] n'entendent jamais parler de Darwin, Freud, Auguste Comte et encore moins de Marx [...] Ibn Kaldoun lui-même n'y est guère en odeur de sainteté. La biologie, la médecine et surtout la chirurgie suscitent des réticences (pour leur matérialisme)... Restent les sciences exactes supposées neutres... L'informatique est très prisée. Lorsqu'ils voient sur l'écran de l'ordinateur s'inscrire nos lettres arabes, ils sont convaincus que la langue du Coran est entrée dans la modernité, ignorant que ce n'est que l'effet du logiciel conçu aux Etats-Unis avec la collaboration d'émigrés libanais». Puis Mimouni évoque la sanction des études : «Dans certaines facultés, les islamistes sont assurés de leur réussite aux examens, quelles que soient les notes obtenues. Tout enseignant qui s'aviserait de les recalser se verrait taxé de mécréant, car il aurait fait prévaloir les calculs de résistance des matériaux sur l'omnipotence divine qui peut faire tenir un immeuble dont les piliers ont été sous-dimensionnés ou provoquer l'écroulement d'un pont construit selon les normes requises»⁴.

Mais l'Université ne saurait œuvrer sans débats ni confrontations d'idées. Au Sud, aujourd'hui, les décideurs souvent interdisent le libre débat, «la mounadhâra» si chère aux lettrés de Bagdad

³ Presses Universitaires de France. Paris. 1993.

⁴ *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*. Le Pré-aux-Clercs. Paris. 1992.

classique. S'arc-boutant aux privilèges d'un autre âge, certains essaient d'éloigner les inéluctables échéances démocratiques. Mais, dans ce même Sud, les intellectuels doivent aussi rendre populaires la Science et la Raison, comme le conseille Erwin Schrödinger qui professe qu'une Science réservée aux seuls initiés est une Science fossilisée et sans intérêt. La hâdith du Prophète dit «Maudite la Science qui n'est pas utile aux hommes».

DE L'UNIVERSITE URBANISEE A L'UNIVERSITE URBAINE EN PASSANT PAR LA CITE UNIVERSITAIRE

Michael Singleton
Professeur
Université Catholique de
Louvain.

Un exorde épistémologique plus que des excuses intérimaires

Par son caractère général, l'énoncé des élucubrations qui suivent peut induire en erreur. S'il ne peut y avoir de science que du général, et si, en plus, par le "général" on entend l'"essentiel", alors l'ethnologie (de cet ethnologue-ci du moins), ni se voit ni se veut "scientifique". A priori¹, on peut affirmer que toute société envisage et élabore une forme de socialisation suprême - associée, désormais, à une scolarisation supérieure. Mais cette constatation obvie ne nous avance pas très loin. Elle pourrait même nous amener à prendre une simple généralisation pour une constante causale. Celui qui fait l'inventaire des haut-lieux de l'enseignement supérieur peut les condenser sous forme d'une catégorie "dénominateur commun". Mais il devrait éviter à tout prix de réduire les universités de l'histoire à des simples avatars d'une Université archétypique! Soyons réalistes, soyons nominalistes! A posteriori, il y a eu et il y a autant de socialisations supérieures qu'il y a de socio-historiques distincts. Si, entre des formes contigues, cette distinction peut donner lieu à des comparaisons crédibles, dès qu'on s'éloigne dans l'histoire ou dans l'espace socio-culturel, des irréductibilités se manifestent et empêchent toute globalisation plausible².

Cette incompressibilité phénoménologique rend vite toute généralisation scientifique purement nominale, mais par ailleurs elle impose un genre littéraire et une méthode d'approche sui

¹ Quoiqu'il en soit d'éventuelles catégories de l'esprit, dès qu'il s'agit de contenu il ne peut s'agir que d'affirmations abstraites d'expériences empiriques. L'emploi de termes généraux ou désincarnés - comme "la structure de la ville" ou "la fonction universitaire" - donne un cachet absolu et profond à des expressions qui ne sont que des résumés sommaires et nullement substantiels, de phénomènes dont la singularité socio-historique les rend en soi et en principe irréductibles, retors à toute mise en boîte essentialiste.

² Oxford et Cambridge seraient comparables, Oxbridge (les deux ensemble) et la Sorbonne moins. Grouper sous la même étiquette "universitaire", les haut-lieux de la scolarisation de l'Occident chrétien avec leurs homologues de l'Orient musulman, serait une illusion d'optique oecuménique.

generis. Si ces pages paraissent très personnelles³ et apparaissent comme des alignements anecdotiques, ce n'est pas parce que je n'ai pas encore eu le temps de prendre du recul par rapport au terrain et extraire des études de cas une quintessence théorique. C'est tout simplement, d'une part, parce que je conçois le vrai savoir comme foncièrement personnel et, d'autre part, parce que, selon moi, l'essentiel s'arrête à l'existentiel et ne peut être saisi que par un épaississement empirique. On a pu dire que "les données de terrain donnent à penser". Mais on n'a pas dit assez que les pensées en question ne peuvent pas être données sans l'emballage matériel d'origine. Toute synthèse scientifique, surtout si elle prétend camper la substance profonde des choses superficielles, ne peut être qu'une leurre. Seul l'alignement anecdotique rend justice du flux phénoménal dans toute sa complexité contradictoire et changeante.

Vacances bohémiennes

Je reviens de vacances en Tchéquie, où, entre des visites aux villes et villages de la Bohême, j'ai réussi à relire *L'essai de philosophie concrète*⁴ de Gabriel Marcel. En quoi cela peut-il nous intéresser? D'abord, parce qu'il y a la nécessité pour nos esprits humains d'aller ailleurs non pas, du moins pas nécessairement, pour découvrir un "autrement" radical, mais tout simplement pour se revoir autrement. L'herbe du voisin a beau paraître toujours plus verte, vue de près elle peut ressembler étonnement à la mienne. Je ne suis pas sûr que les rapports entre le phénomène urbain et le rôle des intellectuels en Europe Centrale aient été si différents des nôtres, mais il me semble les avoir mieux saisi en m'y rendant. D'où, dans le genre de problématisation qui nous préoccupe, non seulement l'utilité, mais l'incontournabilité d'un détour par le diachronique, d'un recours à l'interculturel. L'historien et l'anthropologue ne sont jamais de trop! Car le passé commence dès que le présent cesse et l'autre débute avec mon voisin.

Ensuite, logés à la campagne, nous avons surtout couru les centres urbains. Les villages, relativement nombreux et regroupant toute la population rurale (on ne rencontre guère d'habitat dispersé) nous semblaient peu structurés et assez mal équipés. Les villes, par contre, faisant figure des noeuds névralgiques d'un réseau quadrillé (une quarantaine de kilomètres les sépare les unes des autres) apparaissaient nettement plus cohérentes et conséquentes. Je parle dans

³ Qu'elles soient encore mal ficelées est une autre chose, que je concède volontiers, d'autant qu'elles reprennent en partie la transcription d'une intervention orale lors d'un colloque organisé par "Habitat et Développement" sur le thème "Villes et Universités" à Louvain-la-Neuve en octobre 1994, mais que j'ai jugé utile d'inclure ici dans la mesure où elle répond aussi à la question d'une éventuelle relocalisation de l'université dans un monde post-développemental.

⁴ Paris, Gallimard, 1940.

l'"*ethnographic present*"', mais j'ai l'impression que les choses dont je parle n'ont pas changé énormément depuis l'âge d'or de la Bohême sous Charles IV (1346-1378). Ces villes faisaient sans doute partie d'un ensemble plus vaste, centré sur Prague et échappaient ni aux lames de fond de l'Histoire ni aux remous ponctuels provoqués par les histoires des Grands de ce monde. Mais, la plupart du temps, elles devaient gérer leur destin en maîtres plus ou moins souverains, en fonction de raisons d'être spécifiques et selon des rythmes particuliers. Les grilles d'un Crozier et d'un Friedberg, qui parlent d'acteurs et de systèmes, viennent spontanément à l'esprit de l'observateur pour camper cette dynamique entre ces gestionnaires citadins et leur structures urbaines.

D'un côté, apparaissent les *acteurs* principaux. Ils avaient établi, tout au moins d'après les apparences architecturo-aménagistes, un *modus vivendi* équilibré sinon tout à fait équitable, où la plupart devaient trouver que leurs comptes respectifs étaient bons assez pour ne pas faire la révolution en permanence. Le noble dont la demeure, parfois palatiale, faisait néanmoins partie intégrante du décor urbain, les notables, résidants dans des maisons bourgeoises, pratiquement semblables malgré leurs différences affichées, et toutes se faisant face autour d'une immense place centrale; le haut clergé, ayant pignon sur la rue principale et les religieux "ruminants" dans leurs couvents au coeur des bas quartiers; puis, en grand nombre, le petit peuple, les artisans et les laissés pour compte, entassés dans les quelques ruelles qui séparaient le centre ville de sa périphérie fortifiée, destinée à maintenir à distance respectueuse non seulement des ennemis potentiels, mais les masses rurales.

De l'autre, les *systèmes* du cru: Ceské Budějovice et sa bière, Trebon et ses 6000 étangs poissonneux, Jihlava et ses mines d'argent. Des structures urbaines ressemblantes, du moins à un certain niveau d'approche abstraite, mais, vues et surtout vécues de près, porteuses de projets spécifiques. Le substantiellement identique ou le singulièrement irréductible? Nos esprits, même en vacances, n'échappent pas à l'opposition pérenne entre le réalisme et le nominalisme, entre l'essentiel et l'existentiel!

Et à cet égard la ville de Tabor est exemplaire. Le touriste pressé n'y verrait qu'une enième reproduction du Modèle de la Ville bohémienne, différente des autres avatars de l'archetype par les seuls accidents du terrain. Mais, pour le socio-historien du radicalisme révolutionnaire, que de souvenirs qui donnent encore à penser. Car Tabor, à partir de 1420, fut la Cité de Dieu sur terre, l'utopie évangélique d'une égalité eschatologique enfin concrétisée. Cela n'a dure qu'une génération. Il n'empêche que le militantisme messianique des taborites avait fait trembler l'Europe des Princes - évêques ou simples laïcs - et interpellera toujours l'intellectuel quant à son rôle et ses responsabilités en matière civique. Car l'absolutisme idéologique et le

militantisme jusqu'au-boutiste des ces "soldats de Dieu" tirait son inspiration d'une lignée d'universitaires qui ont pour nom Wycliffe, Hus et Münzer⁵.

Académiques ils l'étaient, et pas n'importe lesquels. Wycliffe (1320-1384) fut un des professeurs les plus renommés d'Oxford, Hus (1369-1415) le recteur même de l'université de Prague, et Münzer (1489-1525) professeur au même titre que Luther dans plusieurs universités d'Allemagne. Ces intellectuels, sans être des illuminés, tout en étant insérés dans des circuits internationaux, étaient nationalistes, le chauvinisme fanatique en moins. Populaires, mais pas populistes, ils étaient non seulement des grands vulgarisateurs (tous ont traduit la Bible en langue vernaculaire), mais ont payés de leur personne leur engagement pour la cause des pauvres.

Les choses sont sûrement plus complexes que je ne viens de les camper. Il se peut que je prenne mes rêves pour la réalité - mais je ne serais pas le seul, puisque Max Weber avait déjà souligné le poids décisif de l'autonomie des villes de cette époque sur l'essor de l'Occident. Peu importe quand ce qui importe est de se laisser interpellé et inspirer par ce qu'on imagine être des rapports exemplaires entre une élite académique, sinecurisée dans leurs citadelles universitaires - des cités dans la cité - et les enjeux socio-politiques de leur époque.

Je retiendrai deux choses de ces données: d'abord, la question de la nature et le niveau du local⁶ ensuite, le rapport et rôle de l'université à son égard.

⁵ Ce lignage est plus que métaphorique, car les écrits de Wycliffe furent amenés vers 1400 d'Oxford à Prague par des savants tchèques (entre autres par Jérôme de Prague) où Hus les commenta et Münzer est venu prêcher sa bonne nouvelle en 1521 à la chapelle pragueoise de Bethléem où Hus avait rayonné en tant que recteur à partir de 1402. D'ailleurs, en amont, les Taborites auraient des liens organiques avec Valdo (1140-1206) et les *pauperes Christi* - "il Taborismo nacque e si diffuse più che altrove nei paesi preparati dalla propaganda valdese" G. Volpe. Movimenti religiosi e sette ereticali nella società medievale italiana: secoli XI-XIV. Firenze, Sansoni, 1972 (1922) p.184. A notre retour de vacances nous avons vite relu des biographies classiques - K.B. McFarlane, Wycliffe and English Non-Conformity. London, Penguin, 1972 (1952), J. Boulier, Jean Hus, Bruxelles, Complexe, 1982 (1958), E. Bloch, Thomas Münzer, théologien de la révolution, Paris, UGE, 1964 (1921 pour l'original allemand). - la tradition se prolonge, religieusement et radicalement chez les révolutionnaires anglais - cf C. Hill, The world turned upside down: radical ideas during the English Revolution, London, Penguin, 1975 (1972) (le même auteur a édité les écrits de G. Winstanley, le plus radical de ces radicaux - The law of freedom and other writings, London, Penguin, 1973) - radicalement, mais de manière qu'ici, chez les Frères Moraves (émigrés aux USA comme Hutterites au XIXe), et radicalement, mais de façon sécularisée, chez Paine et les révolutionnaires français. Si Savonarole (1452-1498) s'intercale historiquement entre Hus et Münzer, il était théologiquement encore plus orthodoxe que le tchèque et moins messianico-militant que l'allemand. Néanmoins, et bien qu'il y a plus d'un parallèle à faire entre le fougueux dominicain de Florence et nos "hérésiarques", Savonarole lui-même ne s'est pas considéré de leur lignage (cf C. Loubet, Savonarole: prophète assassiné?, Paris, Centurion, 1967). Sur tous ces "revolutionary millenarians and mystical anarchists of the Middle Ages", le livre de N. Cohn, The pursuit of the millennium, London, Paladin, 1970 (1957) reste incontournable.

⁶ L. Sfez avait déjà dirigé un colloque sur L'objet local - 1975 (Paris, UGE, 1977).

Concept clef et praxis cruciale, le "local" jouit de la même ambiguïté transcendentale que des terms comme "culturel" ou "systémique". Le problème n'est pas d'être pour ni contre. S'agissant de la Culture, il est décisif de localiser les cultures concrètes et donc de déterminer l'étendue de l'entre-deux interculturel ou même un fond commun transculturel. S'agissant du Système, il est déterminant de fixer le seuil qui sépare un Tout véritable (avec les sous-systèmes qu'il marque de son sceau holistique) d'un Tas de choses juxtaposées. Or cela dépend beaucoup plus du point de vue adopté que d'un quelconque état de la réalité. La Belgique vue de la France peut faire figure d'une Culture, mais du dedans, la Wallonie fait face à la Flandre comme une culture différente. En Wallonie, la classe ouvrière, les paysans, les Namurois constituent-ils des sous-cultures ou des cultures à part entière? De même, si les différentes unités ou départements peuvent être plausiblement considérés comme des sous-systèmes du système facultaire, l'université en tant que telle, fait-elle figure de Système des systèmes ou fonctionne-t-elle comme le siège des Nations Unies comme un Tout dont les parties sont tout?

Comment à la fois faire *sentir* - "comprendre" n'est rien à côté de cette nécessité vitale - ce qu'est et surtout ce que doit être le local, et le circonscrire aussi crédiblement que concrètement? En l'occurrence, le recours à la "métamorphose vive", comme l'aurait dit Ricoeur, est incontournable. Nous sourions quand nous apprenons qu'il y a des ethnies qui, une fois épuisés les dix doigts de leurs mains, ne savent plus compter, mais tombent dans un flou des plus imprécis. Mais nous-mêmes, si nous sommes capables de saisir en gros ce que 30.000 spectateurs ou 3.000 ans représentent, quand on nous parle de billions de galaxies ou 100 millions d'années, n'y a-t-il pas une véritable discontinuité dans le type de compréhension mis en oeuvre?

Nous avons là une analogie éloquente du seuil qui sépare le local de tout le reste. Le terme "saut" (un des termes clef des existentialistes) conviendrait peut-être mieux que celui de "seuil". Car la rupture de continuité en question est de nature qualitative et non simplement de degré quantitatif. L'écart entre le local et ce qui ne l'est plus équivaut en profondeur celui qui sépare l'expérience que j'ai de "MES parents" et le "concept objectivement vide des parents" en général⁷.

Les majuscules et la citation sont de G. Marcel, et représentent une des positions fondamentales de la philosophie existencialo-phénoménologique⁸. Impossible ici de faire même

⁷ G. Marcel, op.cit. p.354.

⁸ Avec laquelle vient de renouer un auteur anglais, D.E. Cooper, qui souligne l'écart épistémologique et émotif qui sépare l'*environnement global* d'une certaine approche éco-scientiste, du *milieu local* de la plupart des acteurs sociaux effectifs - "The idea of environment" in *The environment in question: ethics and global issues*, edited by D.E. Cooper & J.A. Palmer, London, Routledge, 1992, chapitre 12

un bref rappel de ce courant de pensée. Insistons tout simplement sur l'opposition insurmontable établie par ces philosophes entre le savoir existentiel et la connaissance abstraite associée à un certain rationalisme scientifique. Notons surtout la pertinence permanente de cette dichotomie pour l'activation de l'énergie humaine. Pour Marcel, par exemple, connaître c'est avant tout reconnaître dans tous les sens du terme, "une réalité soit personnelle soit supra-personnelle", car il est impossible que je mette "ma confiance dans une chose"⁹. Et, en effet, même si certains ont un esprit tellement large que le local s'identifie pour eux à l'Environnement sinon à l'Univers, la plupart d'entre eux ne parlent pas de la Nature tout court, mais de Gaia - et même plus si on pense aux gnostiques de Princetown et leurs holons plus transcendants et totalisateurs que les eons de leurs illustres prédécesseurs.¹⁰

Mais là nous parlons d'un local exceptionnel, le fait d'une élite extrêmement réduite et peu représentative. Ayant affirmé l'importance du concept et par voie de conséquence le praxis qui l'articule, il reste à répondre à la question: quel est, la plupart du temps, le local à la portée de la plupart des gens intelligents et impliqués dans la société civile? A cette question je serais enclin à répondre: sûrement pas là où moi et mes semblables le localisons d'office, mais assez proche en taille et en type de ces villes de la Bohême que je viens de visiter.

Pourquoi pas là où la logique de mon lieu me porterait à le situer spontanément? Parce que mon parcours - semblable, sans doute à celui de pas mal de mes auditeurs ou lecteurs -, me fait pencher d'instinct pour des enjeux de très grande envergure. A la limite, de trop grande envergure par rapport aux perspectives et aux possibilités de la plupart des membres du monde moderne, même universitaire. Ceci est un simple constat et en aucune manière une question de positionnement sur une échelle de valeurs. Certaines disciplines exigent le dépaysement plus que d'autres. Certaines carrières - par des hasards plus ou moins heureux - sont plus mouvementées que d'autres. Mais ces facteurs ne peuvent qu'influencer à la fois l'idée qu'on se fait du local et son engagement à son égard.

A écouter les uns, la priorité des priorités doit être donnée à la biodiversité tout court, au réchauffement planétaire, à la Femme, au Développement, à Dieu... Tandis que ce qui paraît primordial aux autres, c'est la réserve naturelle du cru, le brouillard provoqué par la cimenterie en face, la préservation des droits acquis par les caissières du supermarché à côté, l'implantation d'un zoning industriel à portée de main, le pèlerinage au saint guérisseur du coin. Et l'opposition entre ces deux camps, si elle est en grande partie irréductible, n'est pas une question de largeur ou d'étroitesse d'esprit, mais des différents lieux occupés par les

⁹ Ibid., p.203.

¹⁰ R. Ruyer, *La gnose de Princetown*. Paris. Fayard. 1977 (1975) p.100.

protagonistes. La localisation du local relève plus de la simple socio-logique que du purement idéologique.

L'ethnologue expatrié, même s'il n'est pas apatride, le fonctionnaire international qui change de poste tous les deux ans, l'expert toujours en mission à l'étranger, le professeur qui visite et voyage la moitié de l'année, le cosmopolite multilingue, branché en permanence sur l'Internet..., toutes ces personnes ne sont pas bien placées psycho-sociologiquement parlant, pour saisir et sympathiser avec le local qui, selon le même principe psycho-sociologique, ne peut être que primordial pour la plupart des intellectuels "indigènes", pour le commun des mortels - des académiques inclus.

Dans un sens, le local de ce dernier groupe est le plus normal, le plus normatif. Les membres du premier doivent faire un réel effort pour se rendre compte de la relative excentricité de leur philosophie et pratique du local et en même temps pour apprécier à sa juste valeur positive la centralité décisive des valeurs et des visions qui pourraient leur paraître provinciales ou périphériques. Il y a des militaires professionnels et même des militants tout court qui seraient malheureux si la cause pour laquelle ils combattent gagnait définitivement. De même, les membres de l'intelligentisa internationale d'accepter que leurs options et optiques ne représentent pas, du moins pas automatiquement ni absolument, le nec plus ultra, l'apogée en la matière. A priori, il est possible de créer de échelons micro, méso et macro du local. Mais en montant de l'un vers l'autre il ne faut pas oublier qu'on doit changer non seulement de mentalité, mais aussi de milieu. Et surtout on ne peut pas automatiquement identifier le macro-local avec le point de vue des nomades de luxe, des déracinés haut de gamme dont il vient d'être question. Et si le local qu'ils imaginent mondial était tout aussi factice que l'esperanto¹¹? Et si leur local n'était pas le local "par excellence", mais du para- ou de l'extra-local? Sans préjuger d'évolutions éventuelles, par les temps qui courent le Global Village est fait, comme n'importe quel village réel, de quartiers distincts ayant, et légitimement,

¹¹ Un "think tank" composé d'académiques de très haut niveau s'est longuement réuni pour débattre l'avenir de ma propre université et a produit un document "UCL 575" en juin 1975. Il y est beaucoup question d'excellence européenne et de positionnement sur la scène internationale. Désormais dans les appels de candidature pour des postes universitaires, on exige des séjours considérables à l'étranger et une considération acquise bien au-delà des frontières du Royaume. Tout cela est plus que compréhensible, mais on peut se demander comment concilier ces demandes avec un autre leitmotiv du dossier - un engagement non seulement pour la région, mais aux côtés de ses laissés pour compte. Le mot d'ordre veut que nous pensions globalement tout en agissant localement. Mais peu d'intellectuels, ne serait-ce que d'un simple point de vue matériel, doivent être capables de s'engager à fond pour le local - en écrivant pour des revues du cru, en participant à des comités de quartier ou en militant pour des causes communales - et en même temps mener une carrière d'envergure internationale.

des intérêts et des identités plus significatives et substantielles qu'un quelconque "Bonum commune"¹².

Il faut de tout pour faire un monde. Il faut des haut-lieux comme l'UNESCO, il faut des réseaux internationaux comme PRELUDE. Le global et le long terme, la mise en rapport et le décloisonnement sont indispensables. Ils empêchent une provincialisation pure et simple du plafond représenté par le macro-local. Mais ceux qui s'en chargent ont tout intérêt à faire une sociologie de leurs préoccupations. En orbite permanent, passant de conférence internationale en colloque multidisciplinaire, tenant un discours passe-partout, il doit être assez difficile de reconnaître les noeuds névralgiques du local, mais assez facile de méconnaître ceux qui l'articulent et l'activent et qui, en ce qui nous concerne, me semblent incarnés par un Wycliffe, un Hus, ou, à la limite, un Münzer.

Notre entrée en matière est peut-être une illusion d'optique et ne tiendrait pas devant une histoire historicisant. Les turbulences rencontrées par les villes de la Bohême n'étaient pas uniquement dues à des accidents de la Grande Histoire, mais reflétaient sans doute des rapports de force internes plus qu'ambigus. Et parmi nos parangons universitaires, même Hus n'est pas exempt d'équivoque. Que je me sois trompé d'enracinement et d'épaississement empirique ne les rend pas moins nécessaires ni ne compromet en principe la nécessité d'une réflexion sur le local et son porteur principal du côté universitaire.

Anthropologue anthropologise-toi-même!

Il n'y a pas longtemps, je devais amener deux stagiaires tchadiens à l'Université de Paix, à Namur. Fondée à Huy dans les années soixante par le Père Pire, dominicain, l'unique Prix Nobel belge de la Paix, cette Association sans But Lucratif est établie désormais dans une ancienne maison de maître à proximité de la prison, derrière la gare. Matériellement modeste, elle est animée par une demi-douzaine de permanents qui concentrent leurs activités (organisation de rencontres, (in)formation de groupes scolaires et autres, diffusion de publications) autour de l'analyse et de la solution de conflits, grands et petits, au près (en Belgique) ou au loin (au Liban, par exemple). Chemin faisant, mes amis tchadiens me demandaient des explications sur la fondation et les fonctions de l'Université en question.

¹² Il n'est pas impossible et il est sûrement imaginable que le local devienne, dans un avenir plus ou moins éloigné, d'un niveau et d'une nature plus globales ou élevés que le plafond envisagé ici et se rapproche davantage du local tel que préconisé par le groupe temporairement détrôné par nous. Néanmoins, à mon avis, pour que cela se fasse il devrait y avoir non seulement des mutations massives dans l'ordre social des choses, mais même des mutants neuro-psychologiques en nombre suffisant. Car nos capacités de rétention effective et de réalisation affective sont relativement limitées - du moins si j'ai bien compris ce que j'ai lu sur la psychologie de l'attention ou la biologie des passions.

Instinctivement, c'est-à-dire en fait par mon propre conditionnement culturel, je me sentais obligé de leur expliquer qu'il ne s'agissait pas d'une "vraie université", puisque la ville même de Namur ne pouvaient se targuer que des "Facultés Universitaires". Je n'ai pas parlé d'usurpation de titre ou d'abus d'appellation contrôlée, mais c'était comme si!

Si un anthropologue, programmé en principe pour penser non seulement en termes du culturel "tout construit", mais aussi du social en fonction des rapports de force, tend spontanément à "normaliser" l'ordre établi, il ne faut pas demander à quel point des esprits moins avertis "naturalisent" d'office le statu quo! Cet état d'esprit fait qu'il y ait, d'un côté, l'Université en bonne et due forme, embryonnairement présente dès la fin du Moyen Age, et qui ne se serait pleinement épanouie que de nos jours, et, de l'autre, des manifestations moins parfaites de cette même réalité.

Née, à proprement parler, en Occident, l'Université serait foncièrement univoque et universalisable, une réalité hors ou transculturelle - à l'instar de la Science dont elle serait d'ailleurs le siège principal. En conséquence, toute culture qui, non seulement se respecte, mais veut faire face aux défis de demain, se doit de se doter de ce type de haut lieu de l'enseignement supérieur. De l'autre côté, il y aurait tout ce qui tombe à côté ou en deça de cet étalon, tout ce qui, refusant d'y voir une apogée incontournable, chercherait - en vain, évidemment - non seulement des variations, mais des alternatives plus valables. Une chose est de ne pas pouvoir se permettre encore, au Sud de véritables universités et donc de devoir se contenter, en attendant, du pré, para ou de l'infra-universitaire, tout autre chose est d'imaginer qu'il puisse y avoir de "l'universitaire" radicalement différent et même mieux que celui qui existe déjà.

Université ou pluriversité?

C'est ce paradigme-là qui a dicté mes premières paroles à mes amis tchadiens. Mais je me suis vite contredit! Car ils venaient d'un centre de formation à N'djamena, le CEFOD, que, pour l'avoir fréquenté de près, j'avais souvent vanté auprès de mes collègues et compatriotes comme situé bien au-delà des équivoques théoriques et des ambiguïtés pratiques propres au monde universitaire européen. Qu'ils aient évité nos culs-de-sac en partie par la force des choses catastrophiques, peu importe. L'essentiel c'est de reconnaître que l'université du vieux monde ne saurait pas plus représenter un modèle absolu pour tout le monde, que le développement occidental même, dont elle est, en outre, à la fois facteur et symptôme.

De toute façon, le débat "Faut-il refuser ou pas le développement?"¹³ (et donc l'université qui en fait partie intégrante) devient de plus en plus oiseux. Le Nord ne peut pas plus permettre au Sud de se développer que le capitalisme contribuer à l'élimination de la classe ouvrière. Plagiant le prophète qui prédisait la permanence des pauvres, le philosophe ne prévoyait pas de Maîtres sans Esclaves. Comment peut-on se croire développé si on ne voit pas de sous-développé? D'ailleurs, supposer que les sous-développés puissent se développer à l'occidentale, c'est supputer tout simplement la fin du monde. Si tous les Chinois avaient une voiture, il n'y aurait plus d'ozone à trouser! Ne confondons pas "un changement social pour le mieux", et le développement qui, à la longue, ne peut être que pour le pire.

Cette impossible occidentalisation du monde est devenue particulièrement évidente quand on vient à considérer le domaine universitaire. S'il y avait un moment, immédiatement après les indépendances, où les élites africaines (pour ne parler que d'elles) pouvaient rêver rattraper le retard intellectuel et rivaliser scientifiquement avec l'Europe, ce rêve-là tourne aujourd'hui au cauchemar. Qui a fréquenté, je ne dis pas des campus qui n'existent plus comme Kinshasa, mais des campus tels celui de Dakar, où, par-ci par-là, des vestiges de vie universitaire subsistent encore, ne peut que constater la faillite, imminente sinon consommée, du modèle occidental. "Le manque de moyens" revient comme un refrain incantatoire dans les réunions-rencontres entre universitaires du Sud et des bailleurs potentiels du Nord. Ces derniers ne voulant plus saupoudrer tous azimuts toutes les universités africaines, parlent de concentrer les quelques miettes encore prévues dans des "centres d'excellence" - euphémisme, non seulement pour la (re)création d'enclaves scientifiques inféodées aux intérêts occidentaux, mais pour la permanentisation de sociétés savantes à plusieurs vitesses.

A la limite, il est inutile de regretter cette déliquescence, en Afrique, d'une institution impérialiste (d'ailleurs en pleine crise d'identité en métropole), car les remèdes pour l'endiguer n'existent pas. Mieux vaut tourner résolument vers l'invention d'autre chose. Heuristiquement, on peut affirmer que chaque culture, de la plus "primitive" à la plus "sophistiquée", ayant toujours eu son haut lieu de socialisation supérieure, il n'y a pas de raison pour que les civilisations africaines aient, de nouveau, les leurs. Dans un premier temps, puisque ce sont ces formes-là que le sympathisant du dehors rencontre d'abord, on pourrait penser à des institutions para ou supra universitaires du genre CEFOD au Tchad ou l'Institut Catholique de Yaoundé ou l'Iwacu au Rwanda (ainsi qu'à d'autres universités villageoises qui naissent par ci par là en brousse). Plus libres de leurs moyens intellectuels et surtout ayant plus de moyens

¹³ Cf S. Latouche, Faut-il refuser le développement?, Paris, PUF, 1986 - et le débat qui s'est ensuivi (entre autres A. Kabou, Et si l'Afrique refusait le développement?, Paris, l'Harmattan, 1992; Un autre regard sur le développement en Afrique, textes présentés par P. Geradin, Bruxelles, ICHEC/CNCD, 1992).

matériels que les universités léguées par les pouvoirs coloniaux, ces centres d'enseignement supérieur paraissent plus branchés sur les réalités et les besoins de leurs pays respectifs que des institutions importées. Mais trop liées encore à des financements et à des philosophies occidentaux, ces lieux pourraient, en définitive, représenter des simples retouches réformistes plutôt que les révolutions radicales auquel le Continent a droit. Car il y a eu et il y a encore en Afrique, des individus, des institutions et des idéologies capables de faire preuve d'imagination créatrice en matière de formation et d'information.

Du moins c'est manifestement le cas dans le domaine religieux. Les missionnaires qui ont proposé et parfois imposé la Bible (ou le Koran) aux Africains se croyaient les "managers" divinement mandatés pour gérer un Noyau Dur de dogmes et de codes révélés. Les variations culturelles qu'ils étaient prêts à tolérer sur ce Thème dicté et déposé par Dieu dans les Ecritures, n'allaient pas au-delà de l'emballage-cadeau. Si le Vatican permet désormais la substitution des orgues par des tambours, il ne saurait être question d'ordonner des femmes. Les Musulmans purs et durs dénigrent de l'épithète "noir" tout ce que l'Afrique a ajouté à l'Islam.

Mais certains Africains, et pas les moins "inspirés", ne se sont pas laissés faire par ces prétentions de la part des missionnaires étrangers à monopoliser le fond et la forme de la Foi. En remerciant ces messagers divins venus de loin, des Africains ont créé des nouveaux mouvements religieux, tant chrétiens que musulmans. J'en ai analysé deux moi-même - les Kimbanguistes du Zaïre et les Layennes du Sénégal¹⁴. Et je ne suis pas le seul à avoir été frappé par un phénomène que choquera seul le théologien insensible à la socio-logique: il y a une plus grande convergence entre les lieux (et donc les langages et les logiques) de Jésus et de Kimbangu qu'il n'y a entre ces deux et le milieu des papes catholiques ou des archevêques anglicains. De même, Laye, le mahdi noir, paraît socio-phénoménologiquement parlant, plus près du jeune Mohammed que ne l'est, mettons, le grand mufti du Caire.

Le prix initial à payer par ces prophètes-pionniers fut lourd: excommunication par les autorités des religions dites grandes et parfois persécution de la part des pouvoirs civils. Et dans tous les cas, peu de sympathie du côté des expatriés. De l'antipathie même du côté des indigènes qui trouvaient leurs comptes dans une collaboration avec Paris, Londres, Bruxelles ou le Vatican. Certains même, ne voulant plus assumer les coûts d'une marginalisation permanente ou n'ayant pas assez d'atouts pour renverser, sinon remplacer, les paradigmes ayant pignon sur

¹⁴ "Explorations en Topographie oecuménique", *Pro Mundi Vita*, 1979 (dossiers Africains n°7) et "Seydina Mouhamadou Limamou Laye (1845-1909): the Black Mahdi" *CSIC Papers* n° 2, 1990 (Centre for the Study of Islam and Christian-Muslim Relations, Selby Oak Colleges, Birmingham, UK).

rué, se sont ralliés sur le tard, aux hégémonies hiérarchiques - c'est le cas même des Kimbanguistes (agrées par le Conseil Mondial des Eglises) et des Layennes (acceptés par les califes des autres confréries du Sénégal). D'autres, par contre, se maintiennent dans leurs authenticités alternatives.

Les universitaires occidentaux qui ont lancé les universités africaines et qui continuent à les fréquenter en tant que visiteurs-inspecteurs, sont venus au nom de la Science et se voient toujours mandatés par Elle. Si les moins ethnocentriques parmi eux sont prêts parfois à faire quelques concessions de forme (de bon coeur ou par nécessité) aucun ne concèdera quoique ce soit sur le fond. La Raison qui les envoie - justement - "en mission" leur semble tout aussi pour ne pas dire plus objectivement universelle, plus substantiellement univoque que la Révélation même qui motivait les missionnaires d'antan. Que certains indigènes soient sensibles à ce sens de mission qui anime les apôtres de la Science et deviennent à leur tour, en la même matière, plus catholiques que le Pape, est compréhensible, mais pas nécessairement canonisable à tout jamais.

En principe, il y a possibilité de faire tout autrement même d'un point de vue universitaire - puisque Kimbangu l'a fait d'un point de vue chrétien - et de bricoler mieux en matière scientifique - puisque Laye l'a fait en matière musulmane. Mais il faut être prêt à supporter les coûts de l'imagination créatrice, de l'engagement militant.

Pour dire notre (hypo)thèse autrement: il manque à tout missionnaire un sens des discontinuités qui sont dues à des déplacements dans l'espace social et dans le temps historique. Un théologien catholique, par exemple, a du mal à accepter que St Paul, occupant, socio-logiquement, le même milieu sectaire que les Témoins de Yehovah ou les Enfants de Dieu, ne pouvait qu'avoir la logique et le langage de ces derniers et donc se trouver loin du lieu de la théologie ecclésiastique. De même, un astronome imagine que Newton l'a précédé sur le même chemin scientifique, quand en fait, le savant anglais recherchait en direction de l'astrologie. S'agissant de l'Université et ce qui s'y fait, il faut faire le même effort d'épaississement diachronique si nous voulons saisir non seulement les ruptures radicales qui nous séparent de nos prédécesseurs, mais surtout pour libérer notre avenir universitaire à nous tous.

Quelle figure, en effet, l'université représente-t-elle dans l'imaginaire de la plupart de nos contemporains? Caricaturons une réponse en cinq points.

1) Quand on pense "université" on pense sinon à un lieu à part (le campus), au moins à un lieu en soi, d'une ville dans la ville. A Oxford, dans les années soixante, il était toujours question

de l'opposition "town versus gown". L'université est un lieu bâti ad hoc, ayant des bâtiments spécifiques à son projet: aula, labos, bureaux.

2) L'université possède sa propre administration, une organisation sui generis. A Oxford, elle a même encore sa propre police, les fameux "bulldogs"! La collégialité qui pourrait rimer avec convivialité, est souvent synonyme de conservatisme corporatiste, de la gestion des acquis.

3) Même si elle est "libre", l'université est soumise à trente-six contraintes et contrôles d'autres systèmes exogènes: les lois sur les diplômes, les permis de bâtir, la conjoncture économique etc., Subsidiée désormais par l'Etat, elle est souvent "nationale".

4) Le corps académique y est souverain - les étudiants réduits au rôle de consommateurs de programmes dont même les formes pour ne pas parler du fond, sont fixées sinon figées, bien avant qu'ils ne prennent place dans les auditoriums. La plupart d'ailleurs de ces clients ne feront que transiter par l'université, ou plutôt y tourner en rond avant leur insertion dans la vie "réelle" - à l'instar des avions de nos aéroports encombrés, tenus en l'air en attente d'une éventuelle piste d'atterrissage.

5) L'image que l'université suscite spontanément dans l'esprit des gens du dehors est celle d'un lieu sérieux, studieux, peuplé de professeurs plus ou moins distraits, mais tous quelque peu décrochés du "struggle for life" quotidien. La tour a beau ne plus être d'ivoire, elle semble toujours sinécourisée.

N'ergotons pas sur ce qu'il y a de faux dans ce portrait, ni sur les changements en cours. Nous risquerions ainsi de parler de parapluies quand des parasols s'imposent, de retouches quand il faut des refontes. Contrastons ce que l'université est devenu avec ce qu'elle fut au début. Un premier constat crève les yeux: au vu des métamorphoses massives intervenues au cours de l'histoire, parler d'un devenir est équivoque, dans la mesure où il ne s'agit pas de l'éclosion d'une seule et même chose, mais du va et venir de plusieurs choses incompressibles.

Reprenons nos cinq traits à la lecture de n'importe quel livre de poche sur l'histoire et les histoires de l'université.

1) Les premières universités existaient dans l'esprit des gens beaucoup plus que dans des lieux spécifiques. Pensons à ce propos à la transformation de l'*ekklesia*, "l'assemblée des croyants" de l'âge apostolique (qui s'assemblaient n'importe où pour échanger et manger ensemble) en une église, en une construction consacrée, monopolisée par des spécialistes dans le sacré, au service des simples fidèles. Les premiers universitaires louaient le cas échéant, des lieux de rencontre et quand ils se mettaient à construire, c'était d'abord à des résidences qu'ils pensaient.

- 2) L'organisation était vraiment communautaire. Surtout pour mériter le titre d'université il ne fallait pas avoir toutes les facultés. A Montpellier il n'y avait que la médecine, à Padoue il y avait surtout le droit.
- 3) Les Etats et encore moins les nations, n'existant pas à cette époque, les universités constituaient des systèmes auto-organisés, qui ne rendaient des comptes qu'à elles-mêmes... et éventuellement aux mécènes qui les dotaient de fondations.
- 4) Certaines universités et pas les moindres, sont nées d'initiatives estudiantines et les clients sont restés rois pendant des générations.
- 5) Quant à l'image que la société civile avait du monde intellectuel et/ou clérical (n'oublions pas qu'un tiers du monde médiéval finissant était constitué de clercs) on n'a qu'à penser aux Carmina Burana pour voir que nous sommes à des années lumière de l'imagerie contemporaine!

Je ne fais qu'effleurer des données qu'il faudrait étoffer et explorer davantage. Mais déjà elles pourraient donner à penser autrement aux acteurs "universitaires" du Sud, et par retour de flamme aux agents universitaires du Nord. La liberté académique n'est-ce pas aussi prendre des libertés avec le monde académiquement établi ?

Prenons quand même un exemple du monde des "modèles de" et des "modèles pour" établi par l'université occidentale. Tout en étant partie intégrante du Projet de Société occidentale, le projet universitaire en question est en porte à faux total à l'égard du Projet Africain. Il s'agit de la distinction entre Faculté de Médecine et d'autres comme la Philosophie ou la Psychologie. Dans le cas concret de l'Université Catholique de Louvain, cette distinction s'est même incarnée dans l'espace: Louvain-la-Neuve et à trente kilomètres Louvain en Woluwé, consacré à la médecine! Cela ne choque pas outre mesure notre esprit européen puisque cette réalité répond à une dichotomie corps vs. esprit, qui va de soi pour nous. Mais en Afrique, cela serait tout aussi impensable qu'impardonnable, puisque la santé étant un tout ne peut pas être traitée séparément, surtout pas par des personnes distinctes dans des lieux différents. Ce n'est qu'un petit exemple, mais il en dit long des choix véhiculés par le monde universitaire occidental au détriment d'autres univers.

Villes ... singulières

Si l'université est surtout "diversité", combien plus faut-il parler au pluriel quand il s'agit de la ville. Les différentes cités de l'histoire ne sont pas de variations sur un même thème. Au contraire, il y a autant de villes qu'il y a de socio-historiques distincts. Il faudrait donc étoffer le phénomène urbain de la même manière que nous avons épaissi la réalité "université", afin

que leur mise en parallèle soit rétrospectivement différenciée et prospectivement plurielle. Mais puisque nous l'avons fait ailleurs¹⁵, nous ne retiendrons ici que quelques points plus pertinents.

D'abord, dans la mesure où les systématiciens n'auraient pas entièrement tort, un élément essentiel d'un ensemble ne peut se voir doté d'une configuration totalement différente du tout dont il constitue une partie significative. Quand, par exemple, une société est structurée gérontocratiquement dans les domaines politique et religieux, il est socio-logiquement impossible que la famille soit organisée démocratiquement. D'où le "principe" heuristique: à chaque ville son université. Puisque les villes du Moyen Âge étaient loin d'être des sociétés bien ordonnées, leurs universités ne pouvaient qu'être tout aussi désordonnées, tout aussi peu hiérarchiquement intégrées que les villes elles-mêmes. Ce qui veut dire aujourd'hui que les agglomérations urbaines du Sud ayant peu en commun avec leurs "équivalentes" du Nord, la plupart des universités qui s'y trouvent, étant calquées sur leurs homologues européennes, y tombent comme autant de cheveux raids dans une soupe indigène au goût "informel". Les "forces vives" du Sud se (re)trouvent-elles dans l'universitaire conventionnel ou dans le para/supra/contra-universitaire - dans des centres de formation parallèle, dans des programmes de recherche-action, dans des nouveaux mouvements sociaux, dans des réseaux engagés?

Ensuite, la logique de l'Etat-Nation (et ses haut-lieux d'enseignement supérieur) est indissociablement liée au lieu de la Révolution Industrielle. Par les temps post-modernes qui courent, des institutions nationales auront de moins en moins "lieu" - elles sont dépassées vers le haut par des instances régionales et même mondiales (Union Européenne, par exemple - qu'on pense aux transformations induites par ses programmes interuniversitaires - ou Nations Unies) et vers le bas par le retour du local. Ne faudrait-il pas repenser l'université en fonction d'un retour éventuel de la Cité-État, tirant son plan en autonomie relative? L'université de Bolongne n'était pas Padoue, pourquoi celle de Dakar serait-elle celle de Paris?

Enfin, les institutions urbaines "par qui" et "pour qui"? Quand on sait que l'émergence des espaces publics a surtout été le fait des princes on peut se demander "à quand des véritables universités populaires"?¹⁶ Ou plutôt, puisque le Peuple par définition n'a pas toujours intérêt

¹⁵ "An anthropologist goes to town", bulletin *Prelude*, 9, 25-27, mars 1994, pp.29-45.

¹⁶ Nous ne saurions que trop recommander J. Heers, *La ville au Moyen Âge*, Paris, Fayard, 1990.

à faire et encore moins à se joindre à des projets, "à quand des hauts lieux de conscientisation plus démocratiques, moins inféodés au Projet de Société aristocratique?"¹⁷

L'université est née avec l'urbanisation de la société médiévale, la modernité l'a métamorphosée en cité université, elle pourrait devenir de nos jours un facteur d'urbanité véritable.

¹⁷ Pour des références à ma thèse qu'un projet populaire est à la limite une contradiction dans les termes cf "L'African Auxiliary Association of Karema: le peuple entre l'imaginable et le possible" in Associations paysannes en Afrique, édité par J-P. Jacob et Ph. Lavigne-Delville. Paris. Karthala. 1994.

SYNTHESES

REPORT OF THE FIRST SESSION

Berit Olsson
Director of Cooperation
International Association of
Universities, IAU

Brief account of the morning session

Dr. Marco Antonio R. Dias, Director, UNESCO, welcomed the participants. He congratulated PRELUDE for its Tenth Anniversary and, in particular, the pioneering achievements of Dr. Georges Thill and Dr. Guy Berger.

Dr. Guy Berger underlined the social responsibility of universities in promoting co-development through scientific, cultural, social research and training based on multi-referential inter-disciplinarity. Urban problems had been chosen as a theme for the tenth year of PRELUDE. Accelerated social transformation and a stage of permanent confrontation threatens to undermine harmony of life in the emerging Megapolis.

Dr. Georges Thill pointed to the contradictions of dual societies, on the one hand creating wealth, and on the other, marginalization and exclusion. Such contradictions exist between the North and the South as well as within societies. The new information highways will change the speed of life and affect us all. While some benefit from it, others feel disoriented and lost in a Cyberspace society. A "two-speed city" also suffers uncontrolled growth in unplanned outskirts. The role of the educational system to bridge between cultures and create an understanding of "the other" is recognized. Informal networks need to supplement efforts by formal structures. The traditional university institutions may appear static, whilst the network of individuals, like PRELUDE, may better be able to provide the human dimension needed.

Dr. Riccardo Petrella questioned the role of universities in mediating in urban social contradictions and conflicts. Many cities are segregated and do not constitute a unit but a number of loosely connected cultures. The globalization process appears to accelerate without political control. No one takes the responsibility for questioning the ultimate purpose of rapid communication technologies which benefit only a small group. In the absence of politics, the rethoric of a corporate culture determines a world culture characterized by deregulation, privatization and competition.

In theory, universities could be efficient mediators, in practice, they are ruled by the interests of private capital and industry and cannot be expected to shoulder social responsibility. There are, nevertheless, some interesting examples of universities which have played significant roles in favour of balanced urban development. Some Dutch universities, for instance, have created special workshops for interaction with civil society and provide good services. However, if universities will survive as independent institutions with dignity and integrity, they cannot merely adjust to the current trend, but resist and question.

Dr. Hubert Gueur presented an interesting example of university support for marginalized groups. He referred to efforts of universities in Liège and Louvain in supporting the involvement of football supporters in organized activities. The persons behind hooliganism around football matches are often excluded youngsters with little sense of social belonging. The project supports the initiation of Fan Coaching as an organized activity which requires engaged participation beyond activities during the matches. The project appeared to have a positive impact among delinquent groups, gave important insights into urban problems, and illustrated a direct usefulness of the university in society.

Dr. Françoise Coupé briefly summarized some of the problems affecting Latin American cities. The rapid unplanned growth is in part a symptom of the economic crisis rooted in unbalanced production and dependence on mining or monocultures. These problems differ from those of European cities and require different roles of universities. One should also take into account the different types of universities in Latin America. They may be public or private, financed by industry or via tutorials, linked to a political party or a church.

Although the university itself is not a political actor, it can create a culture of solidarity. It can bring attention to problems and also bring actors together. The National University has helped create a Ministry of Environment and, in Medellín, a set of standards for housing was developed. An important task for universities is to find methods to interpret the socio-political reality and to bring such understanding to the attention of the politicians. University studies help understanding the mechanisms behind marginalization and violence in society.

In the **discussion**, some said that world problems should be dealt with in universities. The relative absence of universities at the UN top meetings like the Copenhagen Social Summit and the Beijing Conference on Women was deplored. Others meant that it was up to individuals, not institutions, to react but that it is difficult to sensitize university staff. Others meant that women, usually underrepresented in universities, would be more sensitive to world issues.

Comments by the rapporteur

Dr. Berit Olsson, from the International Association of Universities, was new to the PRELUDE discussions, and found the presentations stimulating and thought provoking. She appreciated the role of UNESCO, as presented by Dr. Dias. The UNESCO policy on higher education is essentially different from the one recently published by The World Bank. While The World Bank indicates that universities are problems to society and public spending should be cut, UNESCO portrays a world with problems where universities need to play an important role. The International Association of Universities will do everything in its power to assist UNESCO in the preparation of the upcoming World Conference on Higher Education.

In choosing the theme for PRELUDE, to focus on urban problems, the responsibility of universities was underlined by Dr. Berger. Both he and Dr. Thill pointed to urbanization and the development of information technology, "the two speed city", as contributing to the disorientation of people, their relation and regression of identity. It is, however, possible that the fear of IT is much stronger among those who are middle-aged and older than among the young who are often much more familiar with IT. Dr. Olsson said she was more concerned with the political structures which decide who gains from the benefits of the new technology and who loses.

The discussion of the North South relations touches upon such issues. One could add that the information gap is not one-sided. The South should participate, not only as consumers of new knowledge from the North, but also as contributors of information and analysis. We, in the North, would need to understand much more about other countries and have access to analyses of alternate strategies. Similarly, increased participation of women is not only a matter of fairness, but a matter of getting an important dimension from different situated perspectives.

The discussion showed mixed feelings vis-à-vis universities. On the one hand, they were seen as static insensitive institutions. Informal networks could be more flexible and sensitive. On the other hand, universities should do much more on the local, regional and international level. Dr. Olsson argued that informal networks were very useful complements to institutions but should not be seen as substitutes. The current emphasis on informal education could be used as an excuse to cut funding for education.

The question is : "Are universities responsible institutions ?" We know that some are, but is it realistic to assume that they will always shoulder a social role ? When IAU was founded it was assumed that universities represent universal wisdom and the responsibilities of the intellectuals. Today, there are many different types of universities as pointed out by Dr. Coupé. Some are public, others private, some are linked to a political party, others to religion,

some may be catholic, others muslim, some fundamentalist, others liberal. One may rightly ask: to whom are universities responsible, as pointed out by Dr. Petrella.

Actually, the term "responsibility" is now often replaced by "accountability", an economic term. The state is accountable to tax-payers and a university to those who provide its budget. Is it reasonable to expect universities to cover up for a weak or defunct State? Is it so that we hope universities will shoulder tasks belonging to the State, but which have been "off-loaded"?

As for what universities can do, the presenters mentioned two different roles. One was direct action. We heard from Dr. Gueur about the interesting example of a university assisting youngsters to organize football fan clubs, Dr. Petrella mentioned the social services of Dutch universities and Dr. Coupé the role of the National University of Colombia in creating a Ministry of Environment. Dr. Coupé also mentioned another important aspect. Universities should not only help society adjust to crisis, it should also question. The informed analysis would help people and politicians reassess the situation and possibly point to alternate strategies.

The analytical capacity is possibly the strength that all universities, regardless of "ownership", have in common. The current economic crisis tend to undermine this function or make it less visible. Many universities are forced to react and adjust to short-term needs. It is with this perspective that IAU has decided to focus for the long-term. IAU offers a platform for debate looking ahead to the year 2020. Universities are key institutions in shaping the future. They will need both public support as well as support from informal networks, like PRELUDE, in order to shoulder this important mission.

EN GUISE DE SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE LA PREMIÈRE SESSION

Guy Berger
Université Paris VIII
Président de la première session

Au cours de la matinée trois approches ont été abordées. D'abord, une approche décrite principalement par Hubert Gueur mais aussi par Françoise Coupé, qui va de la médiation à la consultance, à l'expertise, à la prise en charge. C'est une approche locale qui suppose une proximité, une familiarité, un désir d'«entrer dedans». Elle renvoie un peu à ce que certains ethno-méthodologues appellent la compétence unique. Il y a ensuite la notion de réseau, différente de la notion de local. Le réseau, la rencontre avec d'autres entrées locales, est une manière d'enrichir et de retravailler le local. Mais il reste aussi le besoin d'une théorisation générale, ancien mandat de l'Université.

Je crois au fond qu'à travers nos débats et cela renvoie bien au *glocal* de Riccardo Petrella, il y a la capacité à la fois de ces travaux de familiarité et de proximité, de l'existence de réseaux de systèmes de continuité en même temps qu'une capacité de théorisation générale qui finalement semble apparaître dans la première moitié des travaux de la Table Ronde.

CONCLUDING REMARKS

Mary-Louise Kearney
Division of Higher Education

As we close the debate this evening, we may feel - as it is often the case on such occasions - a mixed reaction of exhilaration and regret. The former due to interest aroused by the diverse and thought-provoking experiences presented during the Round Table, which have been extremely rich and we are most grateful to our participants for sharing these with us. The latter sentiment is because our time has passed all too quickly and we are aware of the numerous aspects of the theme which remain to be explored. However, this is in order as our intention has been to present an overview of the subject which can be studied in greater depth in other fora and particularly in relation to the challenges for urban universities in regional contexts.

Perhaps the major objectives of this debate has been attained - namely to articulate the importance of the chosen theme in global and local terms. Special emphasis has been placed on this Round Table as part of the follow-up to the World Social Summit (Copenhagen 1995). With regard to higher education, the major issues of social equity and stability which prompted the convening of this UN conference are certainly of concern to the international academic community which is eager to assert the principle of service to society by each and every university. In this respect, institutional governance must be seen as a vital part of leadership for the overall well-being of society. Similarly, the advance of social and economic development depends greatly on the generation of knowledge and of skilled human resources - this is the prime function of higher education institutions via effective teaching, training and research. So, to reiterate the social responsibilities of the university is to illustrate that it is indeed one of the key driving forces in each nation's progress.

This global perspective will surely be evoked once again during the debates for UNESCO's World Conference on Higher Education for which preparations will commence shortly. We should, of course, remember that the framework for all these global discussions is the body of principles stated in the UN documents **An Agenda for Development** and **An Agenda for Peace**. Academe has a very real role in ensuring that these principles are upheld.

On the local level, the experiences presented at this Round Table have covered a remarkable range of regions and disciplines. Moreover, our participants have described a number of approaches - analytical and practical - to solving the problems which are faced by urban

universities in today's rapidly changing world. Again, our reactions have probably been varied. On one hand, it has been clearly conveyed that social exclusion or marginalization can have grave consequences for the university and its principal functions. On the other hand, we must be encouraged by the creative and very energetic responses made by innovative universities in terms of meeting the challenges presented by their specific communities.

We thus close the debate on a positive note knowing that the academic community - both locally and as an international force - is clearly eager to shoulder its social responsibilities and to make its full contribution to the challenges of development by applying its impressive intellectual capacities to the problem-solving exercise. UNESCO's role is to stimulate this process which owes much to the strong and dynamic partnership shared with the academic community worldwide. This Round Table with PRELUDE, which has been distinguished by the high calibre of its reflection and by the practical nature of the projects underway, attests to the vigour and effectiveness of this co-operation.

AUTRES CONTRIBUTIONS / OTHER PAPERS

KNOWLEDGE NETWORKING FOR CO-DEVELOPMENT

Karamjit S. Gill
University of Brighton

Abstract

Today's Higher education institutions face the task of reconciling technological change with new forms of learning and knowledge transfer. The challenge is to harness the human and technological resources for generating and regenerating knowledge resources of societies, and thereby meeting social and economic challenges.

These challenges demand a rethinking of the role of information technology from being a functional tool and an instrument of control to one of a technological resource for innovation and learning. This involves a deep understanding of the relationships between technological innovations, social systems, and knowledge structure of societies.

A society can only respond to these challenges if it has the capacity to create the crucial knowledge resources. This requires the shaping of education and research to support transfer of knowledge and sharing of models of experiences. Knowledge networking can be seen as an operational framework for facilitating this transfer. The idea of knowledge networking, however, not only transcends the boundaries of the disciplines, it encompasses diverse educational systems, technological innovations and knowledge structures of societies.

The discussion develops upon the idea of social shaping of education and research. It centres around the development of the European postgraduate and research network in human centred systems (ERASMUS) and its role in establishing a social innovation approach to knowledge networking.

1. A Knowledge Trajectory of Post-Industrial Society

Peter Drucker in his book on POST CAPITALIST SOCIETY says that the change in the meaning of knowledge over the last two centuries has transformed society and economy. Formal knowledge is now seen as both the key personal resource and economic resource, replacing the traditional key resources of land (natural resources), capital and labour. In its new meaning, knowledge is seen as the only meaningful resource, a social and economic utility, and a resource for systematic innovation, while traditional resources are seen as constraints. Knowledge as the key resource rather than as a resource defines the post-capitalist society. "It

changes, fundamentally, the structure of society. It creates new economic dynamics. It creates new politics." (p. 41)

Kennedy (1993) provides glimpses of the global information society and argues that in the industrialised world, new patterns of knowledge structures and a new borderless professional class are emerging. Shaped by media and supported by communication technologies, a new breed of knowledge professionals such as communication consultants, lawyers, biotechnology engineers, economic editors, software designers, and strategic planners, have become "added value" professionals, serving the interest and demands of the global market. Unlike the local school teacher, the nurse, the local planner, the blue collar worker or the local shopkeeper, their "added value" is no longer linked to a regional or even a national economy. We see the emergence of a knowledge professional who serves the needs of the global market outside the social and cultural bases of societies, and beyond the social and economic horizons of ordinary citizens, communities and even nations. If this trend of the all embracing globalisations of technology and knowledge continues to exclude the majority of citizens and communities there is a danger of increasing social, cultural and political instability. This demands a new symbiosis between technological innovations, educational systems and social structures to attain global sustainability while enabling individual creativity and social innovation. This requires the creation of new forms of cultural interfaces for supporting global harmony and cultural diversity.

This notion of knowledge dominates the image of the global information society as a borderless world which is dominated by the technological paradigm and economic competitiveness. The alternative image to the global image presents it as an interdependent world consisting of technological gaps and economic disparities. The former image promotes universality, technological solutions and a global market, whilst the latter promotes the "valorisation" of diversity, social innovation and economic cohesion. The challenge of higher education for co-development is to transcend the traditional notion of technological innovations and cultivate the notion of social innovation which develops symbiotic relationships between social systems, knowledge structures of societies and technological systems.

Kennedy notes that the idea that we are entering into an era in which there are only global technologies and economies, global products and industries must be bewildering to the vast majority of citizens whose life sustainability, hopes, fears and aspirations, and even survival all depend upon their own national social, economic and political structures and cultural foundations. While the logic of the 'global technology and economy' may suit the creation of the global market and competition, it must also be complemented by the logic of social and cultural innovation. Otherwise, the consequences are that local communities and in some cases

nations are increasingly ceding control of their social and economic destiny. Indeed, the real "logic" of the borderless world is that nobody is in control - except the "global technology", the 'new sovereign'.

Education is more than technical retooling

Education in a larger sense means more than a technical "retooling" of the work force, or the emergence of professional classes, or even the encouragement of manufacturing culture in schools and universities in order to preserve a productive base. It also requires a deep understanding of why our world is changing, of how other people and cultures feel about changes, of what we all have in common - as well as what divides cultures, classes and nations. In a world in which a commercialised mass media and popular culture drive serious issues to the margins, the possibility that education on its own will introduce a deeper understanding of global trends is very limited (Kennedy, 1993).

Whiston (1992) points out that although the information ideals of McLuhan's "global village" may be achievable through rapid information diffusion, it is important to note that the diffusion of mass information can only contribute to sustainable development if formal educational and learning infrastructures exist in order for society to benefit from the information age in the long run. The idea of a sustainable information society requires complementary relationships between the formal learning infrastructures and mass media. The balance of these relations will however depend upon the ownership and intent. This requires a considerable "value change" on the part of both the developing countries and the developed countries. For example mass media dedicated to the spread of "social market" and economic competitiveness of the West may enforce a view point which may be alien to the needs and aspirations of peoples and societies in many developing countries. Whiston further notes that children reared on Western television (or cinema) may acquire a viewpoint that reinforces an earlier era that may become obsolescent - or have become obsolescent. This may lead to unforeseeable consequences. Personal choice and individual choice may be hallmarks of democracy, "yet there remains an haunting suspicion that the reality of effects, the aggregate influence of this wider media is not all that one would wish..." (Whiston, p. 63).

But whose trajectory for development?

International trends of global networking primarily involving OECD countries continue to be concerned with the needs and interests of the advanced industrial societies, aiming at OECD competitive advantage in manufacturing, services and education etc. If the trend of international networking continues along the OECD trajectory, then social, economic, cultural and industrial dualism between developed and developing countries will not recede and global sustainability will further be compromised. (Whiston, 1992).

We are often reminded by "pundits" of information society that one of the core thesis of the post-industrial school of development is that the 21st century will culminate in a highly, mass educated society, a futuristic existence where latent human ability was translated into a reality of universal higher education, and a global society where the productivity of labour was such that the general trend of society was very different from the present. But the socio-economic and socio-political reality in the Western industrial societies is very different. Increasing evaluation of higher education in terms productivity and cost-effectiveness is leading to policy of selectivity, targeting and concentration, thereby evolving a policy of exclusion. A strange paradox of the post-industrial is beginning to taking shape: while the requirement of the post-industrial society may demand more educated, flexible and adaptable work force, the cost-effectiveness criteria demands either exclusion of majority from higher education or marketing education to meet industrial needs. The marketing criteria involves cost-effective delivery of education, modularisation of curriculum, financial accountability and industrial relevance.

The current trend of global climate arising out of resource constraint of the OECD countries is moving away from centralised planning toward "social market" ethics. The consequences are that the short-termism of the social market is unlikely to benefit from the long term horizons of educational input into society. This may result into another "mismatch problem" between the short-term perspective of the political process and the long term fundamental planetary needs. Although this mismatch has global implications, it is worth remembering that the policy agenda of the "social market" of the OECD nations is different from the problems and needs of 80% of the globe, the developing countries (p. 30-31).

Responding to uncertainties of global modernism

Witrock (1992) provides an insight into the dilemmas of higher education arising from the transition from the modern industrial cultures of Europe to the present era of "extended modernity". He points out that "prominent institutions of the organised modernity, be they the system of political parties, of interest organisations, and even nation states - is loosening... individuals may experience a sense of disembeddedness, of disenchanting with those institutions that have appeared as the major carriers of social trust for a century or more". This loosening process is part of the restructuring of institutions in the wake of microelectronics and communications revolution. Whereas in the past, the collaboration of the universities, firms and the state was more imbued with national concerns and were more closely tied together on the national level, their activities are now becoming more transnational and global.

The role of universities is shifting from education and research to high quality training institutions, building skills, competencies and knowledge that are deemed to be of strategic importance to economic and societal performance. The other two elements of modernity, the

modern corporation and modern nation state are also caught up in the globalisation trap. Both of them are losing their own natural advantages and spatial niches, and have to seek links at regional and global levels to find an appropriate place in the global economy. This search for global competencies and knowledge by universities, and a competitive place by corporation and nation states in the global market may very well serve the purpose of technological and economic competitiveness, but "it leaves open the crucial questions of the nature of political order and cultural identity in the period of extended modernity". These questions are now even more crucial as the very notion of nation state consisting of a relatively homogeneous people has become incompatible with the aspirations, needs and interests of large groups from different cultures, linguistic diversities and "minority communities".

The fundamental questions of individual identity and cultural diversity go far beyond the global issues of technological and economic competitiveness they are at the very heart of social sustainability itself. The problem is that globalisation like virtual reality may further widen the gap between the social realities and virtual economics. The challenge of development is how to achieve compatibility between the sustainability of societies and global nature of science and technology.

Knowledge Networking - Valorization of European diversity

The EU, in terms of its own diversity faces its own continuing dilemma and dialogue of social and economic cohesion. The development and role of the Community educational and research networks such as those under EU programmes, ERASMUS, COMETT, and HUMAN CAPITAL AND MOBILITY provides a model for interdisciplinary research networks for co-development at the international level. For example the EU research on cohesion and exclusion can provide a framework for collaborative research on social and economic development. Such a model of collaboration would provide an alternative to the "integrated-excluded" and "regionalised projectionists' models of global competitiveness. However, knowledge and technology transfer, cutting across existing world barrier can only be favourably improved if all societies maximise their own indigenous educational base. The collaborative research networks at the international level can contribute to global sustainable developments. This wider role of research networks for co-development can help the EU research networks to martial the knowledge and experience, financial, organisational, analytical, human towards the wider diffusion to their societies, and thereby overcome many political, ideological, economic and institutional barriers to the wider sharing. This would also encourage an agenda of wider global sharing toward social sustainability and hence physical sustainability.

It should however, be remembered that the EC programme on education and training emphasis the centrality of education and research networks as major catalysts for shaping social

innovations and change in society, while global networks are seen as resource for creating and sustaining innovation and competitiveness. These networks consisting of universities and social partners are part of the complex social structures to transfer knowledge. At a global level the EU knowledge network models should provide a framework for knowledge networks for co-development. At the epistemological level, it is worth emphasising that the transfer of tacit knowledge is at the core of human networks, and any attempt to impoverish their role may lead to the freezing of social innovation and social progress.

A human-centred perspective of knowledge networking emphasises the transfer of tacit knowledge through a combination of "learning by doing", human mediation, group working, social networking, personal dialogue, and through personal contacts, seminars, conferences, workshops. Social and professional actors such as librarians, teachers, social workers, community workers, nurses, consultants act as mediators to transfer the codified knowledge and the contextual tacit knowledge within varied social and professional settings. In earlier times, apprenticeship and journeyman approaches played a central role as a means of learning, diffusion of skills and the transfer and emulation of knowledge. Scientists and engineers and artists learn by doing, they have their workshops and workshop studies to transfer experiential knowledge. People imitate and modify earlier inventions, thereby learning from the act of doing and undoing. Whiston hints that Japanese industrial success and India's relative failure may have to do with "learning by doing" philosophy of the transfer of experiential knowledge. India's educational system promotes the acquisition and transfer of the "abstract" (codified) knowledge without a deep understanding or experience of the tacit dimension of the transfer.

It is worth noting here that in the industrialised West education followed the industrial revolution, while in India and many developing countries, industrial development has followed "abstract" forms of education. Could it be that Developing countries have no choice than to transfer themselves to Western-oriented industrial cultures (individualistic, social market oriented) in order to benefit from the new network and media technologies. Or is it possible for Developing societies to learn from Japan and absorb Western science and technology without absorbing the Western culture (deep culture) ?

2. Technological Innovations and Knowledge Networking

The Internet and Superhighways can serve to foster not only professional and scientific functions but also global knowledge networks for co-development, an internationalisation of fraternity, a feeling of communality, and an international kinship, in the spirit of "valorisation of diversity". However, the more marketable commodity knowledge becomes, the more "intellectual property rights" intrude upon scientific endeavour, the more development is seen as a blind of diversity and difference, the more rapidly that fraternity breaks down.

International research networks in their wider roles should underpin the international fraternity of development. Such developmental networks not only have a role of knowledge transfer, but can also act as actors of "social critique" in the developing social market of ideas, products, and services. They can act as representatives of plurality, and mediators of the "valorisation of diversity" at global level. *Pluralism is a safeguard to societal and individual freedom, but a world in which we live such pluralism is much compromised and is subject to much distortion* (Whiston, p. 115). Science and Technology, and the ICTs are increasingly seen and used as instruments of global economic competitiveness and global conformity, and can thus serve to undermine the ideals of co-development and "valorisation".

Recent European Community's initiative on Information society under its Fourth Framework provides an insight into the emerging shift of development from its traditional notion of technology transfer to societal perspectives such as of diversity, innovation, learning, diffusion, participation, and cohesion (The White Paper, CEC, 1993). The section of the White Paper on The Information Society recognises the forging of unprecedented links between technological innovation process and economic and social organisation. It notes the inadequacy of the linear model of innovation to deal with the complex mechanism of innovation and interdependent world of technology and the market. It identifies risks of exclusion and dangers of a two-tier society arising out of the information society, and emphasises the need to mitigate any adverse consequences of individual isolation, intrusion into private life, and moral and ethical problems. While accepting the global character of information society, and the need for promoting open systems and international standards, the White Paper emphasises that technological developments should "take due account of European characteristics: multilingualism, cultural diversity, economic divergence, and more generally the preservation of its social model".

This intertwinement of cultural diversity and technological innovations provides a framework for co-development between the research communities of the European Community and developing countries. One of the most significant aspects of the European notion of information society is that information and communication technologies (ICTs) are seen as resources for European development while at the same time "valorising" the symbiosis between cultural diversity and European scientific rationality. For example, in a European Community sponsored collaboration of researchers, practitioners or policy makers, diversity enriches participation and interpretation, while rationality provides a common language of collaboration and shared vision. This collaboration is also embedded in the new Telematics Applications Programme launched by the European Community (1994).

The Telematics programme has two aims. One is to promote the competitiveness of European industry and the efficiency of public services, and to stimulate job creation. the other is to

promote research activities for European common policies. One of the research programmes is *Telematics and Knowledge*, which is concerned with transition to a new information society; the creation of new infrastructures permitting remote access to and the sharing and continual updating of knowledge; involving producers and users of knowledge, research centres, universities, company training departments, libraries and publishers. This brief description of the Telematics programme illustrates a focus on creating supporting infrastructures and research culture for knowledge networking at the European level within a broader European social and cultural context. This focus on knowledge networking and knowledge transfer promotes a research culture based on collaboration and participation, which reflects the European traditions of networking and participatory research.

Among the pioneering programmes of the European Community on knowledge networking and participatory research are the ERASMUS, COMETT and HUMAN & CAPITAL MOBILITY Programme (HCM). The ERASMUS has supported the innovation of new forms of interuniversity education networks facilitating mobility of staff and students within the European Community, and building upon the historical traditions of traveling scholars. The COMETT has pioneered the knowledge networking between academia and industry, the HCM provides a framework for innovating knowledge networks of excellence, sharing research resources and expertise at the European levels. It is important to note the intertwinement of knowledge networking and knowledge bases of the European education institutions and research centres. It is this intertwinement which is central to the continuously updating and servicing social knowledge bases of the European Community, providing resources for the creation of learning communities, learning, organisation and learning societies in the information society.

3. Building Upon Participation.

This developmental focus of information society rooted in the European research tradition of participation provides a framework for Developmental researchers to link with European research networks to promote knowledge networking at a global level, transferring and sharing knowledge, and exchanging models of experiences. These ideas and practices of networking should not be alien to those involved in Development research, and should therefore provide a natural basis for research collaboration between EU researchers and researchers from developing countries to shape global information society for the benefit of human kind rather for the worship of technological competitiveness. In a paper on "Problems of Paradigms", Robert Chamberts notes a shifting of paradigm among many development researchers from "blueprint" methods to learning. Even the World Bank, he notes, has published a book entitled *Putting People First*. This distinction between "blueprint" and "learning" is useful here.

Learning enshrines participation, sharing of knowledge and experiences, dialogue and empowerment. Blueprinting belongs to the traditional hierarchical models of development emphasising transfer of technology from the West to Developing countries. The culture of development rooted in this model obviously nurtures the creation and sustainability of a global elite of techno-centred experts and consultants, and shaping a homogeneous culture of development emphasising a gospel of global competitiveness. The linear methodology of blueprinting emphasising standardisation. It is this culture of techno-centred development which alludes to global information society in terms of virtual economies, virtual markets and virtual societies, as if realities can be mirrored into the universal machine. This "virtual" view of information societies ignores the diversities of social, economic and political realities of the developing world, and promotes a myth of technologists and technology without any cultural roots of their own. This myth is not surprising when Western science and methodologies of development are rooted into the notions of the "one best way", "best practices" and the "dream of the exact" language, denying diversity.

Citing Tom Peter's book on *Thriving on Chaos*, and the notions of "delegate and decentralise". Chambers (1992) observes a convergent evolution of a new third paradigm of reversals. *decentralisation and diversity*, which transcends both paradigms of blueprint and learning. The challenge of development thus lies in the socialisation of scientists into participatory approaches. "The challenge is not just to science; it is to scientists as people". Marlene Brant Castellano (1986) emphasises the role of participatory research as a systematic effort to expand the pool of knowledge accessible to society. This systematic effort requires a collective engagement of rhythm of action-reflection, from which knowledge is created. To her, action without reflection is activism. She warns against considering participatory research as a panacea for the multiple problems of development: poverty, political marginality and social breakdown plagues Canadian Native people as well as numerous communities in the Developing countries. Participatory methods, however, can make a major contribution in identifying access points for community, setting priorities for development, integrating interventions with variety of factors of community life, and applying results of laboratory research and surveys.

Gisèle Morin-Labatut and Shahid Akhbar (1992) note that the integration of traditional and Western scientific knowledge faces a number of obstacles such as perceptual and language barriers beyond the need to document it and ensure it is widely disseminated. They quote Johnson (1992), "Traditional environmental knowledge is complex, sophisticated, and certainly not homogeneous or 'democratic' in itself. It is rooted in specific societies and reflects and affects conflicts and power of struggle of those societies. It is the result of a particular (sometimes very localised) 'world view', and it feeds and nourishes that world view, reinforcing

local beliefs". They argue for wider recognition and application of traditional knowledge beyond environmental problems to issues of health, education and human development.

The challenge therefore is how to use ICTs to integrate indigenous knowledge with Western scientific knowledge for development. For example "such a network might facilitate exchange of data among indigenous organisations, and facilitate collaboration on research activities and sharing of results, teleconferences to strategize etc., assuming that the technology could be mastered without alienating the users". The integration of traditional knowledge and Western scientific knowledge, however, raises an issue of specificity. Specificity of the traditional knowledge resides in the inter-relationship between knowledge and action. Scientific knowledge on the other hand is characterised by the separation of research and action in time and space, which are the responsibility of different individuals. They stress that the division into individual components on one hand, and to a high level of abstraction and generalisation on the other. Traditional knowledge, on the contrary, is closely linked to know-how, that researchers, practitioners and inventors all rolled into one. ICTs could play an important role in virtual globalisation of disparate and geographically mobile communities.

4. A Human Centred Perspective of Knowledge Networking

The issues of integration of indigenous knowledge and scientific knowledge discussed above apply equally to all developmental problems, be they concerning developing countries or the developing regions within the European Community. The problems of knowledge transfer and of exchange of experiences across cultural and linguistic boundaries again raise issues of local diversities and global integration, which are not conceptually and methodologically very distinct for developing countries and the European Community. Discussions at a recent European Community sponsored conference, DELTA 94 highlighted the importance of the integration of local knowledge and scientific knowledge for developing ICTs for distance learning, distance education and training, for the development of European wide learning organisation, telecities or learning communities. Participatory research and methodologies of participatory design are regarded as central to the development of developmental ICTs. The innovation of ICTs may turn out to be that participatory approach of developing countries, may provide potential for applications in the European Community, while scientific rationality of the Western method may retain its potential for collaboration between the developing countries and the European Community.

Human Centredness: an alternative paradigm for co-development

This debate on integration and participation has been central to the human centred development in Europe since the early 1970s (Gill, 1990). The notion of human centredness,

defined in terms of "human-machine" symbiosis is rooted in the production culture of the industrial society, it seeks collaboration between the human and the machine on the basis that the machine supports the human skills in performing human tasks and decision making processes. It argues that the production and reproduction of knowledge is a social process and is therefore embedded in the culture itself. The "tacit" dimension of knowledge (personal knowledge plus experiential knowledge) cannot be separated from the personal and social experiences, and is therefore not amenable to objectification. Knowledge consisting of facts and rules, "objective" knowledge can be amenable to formalisation in terms of language of the machine, and is therefore computable. Thus the notion of the symbiosis between the human and the machine requires a symbiosis between the "tacit" dimension and the objective knowledge. While the objective knowledge may be expressed in the universal language, the expression and interpretation of the tacit knowledge is dependent upon the social and cultural contexts in which it is produced and sustained. Human centredness thus promotes the notion of diversity of cultures, languages and knowledge (Rosenbrock 1992, Gill, SP 1988).

Another notion which human centredness promotes is that of the human as both the producer and user of knowledge. This notion basically stems from the idea that the artisan (the skilled worker) is both the producer of products and user of products. This notion thus promotes the worker as a stake holder in the whole process of production and not just as a component of the machine and as merely an instrument of production of goods and services. The worker therefore is not just producer and user of products and knowledge, but is also evaluator of production and knowledge. Historically human centredness promotes the design of emancipator and socially useful technology which enhances human skill, knowledge and social potential (Cooley 1987, Gill 1991, 1992).

Basically the motivation of human centredness is to provide an alternative model to the machine-centred model of technological innovations, and the purpose is to promote socially useful and culturally responsive technologies. The ideas and notions underpinning human centredness are the notions of the "tacit" dimension of knowledge, dialogue, diversity of culture language, and knowledge.

Over the years human centred debates have promoted ideas of user-centred systems, user involved systems, and dialogue and participation as central beliefs of shaping work life environments. However, because of the historical roots of the human centred debate in the production culture, the notions of skill and symbiosis have until now remained rooted in the production culture.

The world of work and living is, however, changing rapidly. In this age of information networks, the symbiosis is not between the single machine and the single user, it is a matter of

symbiotic relationships between the network of users and the network of machines. It is no longer a matter of interaction between the machine and the individual user; it is rather a matter of communication between groups and between the human and machine networks. It is not a matter of the interaction skilled worker and the machine, it is a world of collaboration of users with a variety of skill levels and the network of machines performing at variety of functional levels. the "tacit" knowledge no longer resides in the individual artisan but resides in the community of users in the form of a social knowledge base or a network of social knowledge bases. It is not just a question of objectification of the experiential knowledge, but a question of objectification of social and professional knowledge at a variety of levels of objectivity and ambiguity.

In the technological age of networks of consumer, user and producer communities, networks of economies, and networks of communication technologies, the challenge of human centredness is how to move beyond the traditional notion of human-machine symbiosis, and promote notions and concepts which deal with a variety of human-human and human-machine relationships and networks of relationships, both at local and global levels. It is not an age of communication networks and networks of communication producing, reproducing, and sustaining varieties of skill and knowledge bases.

This challenges of the integration of the indigenous knowledge and Western scientific knowledge or the symbiosis of the "tacit" knowledge and the "objective" knowledge are part of a bigger societal challenge as how to reintegrate technological innovations into the civil society so that technology supports new forms of work life and living environments. This requires innovation of new forms of social structures and organisational cultures which respond and cope with the changing world of work and living.

In this age of information networking, the production, reproduction, sustainability of knowledge depends upon the capacity and capabilities of networks to transfer and diffuse this knowledge at local and global levels, in variety of languages at variety of competence levels of expression and interpretation. Any rationality of communication requires a rationality of objectification of diverse knowledge resources, and this in turn presupposes belief in the "valorisation" of diversity of cultures, languages and social systems. Diversity in this age of networking is more than a belief in variety, it demands a commitment to a practice of diversity and its "valorisation" (Gill, 1992,1993).

Diversity within this broader human centred perspective is about a deep learning experience while sustaining deep inner coherence of human values, respect, dignity of human spirit. Without a unique coherence, we cannot agree upon a coherent measurement of technological innovations, and thus cannot achieve "valorisation" of diversity. In the human centred

tradition, this coherence can be achieved through a balance of communication within networks and harmony through networks of relationships. This notion of diversity transcends beyond the traditional choice of alternatives and finds coherence in innovation of choices.

5. ERASMUS Inter-University Network: the creation of a European network for human centred education and research

The 1970s saw the emergence of human centred systems as a new tradition for socially responsive technological innovations. The tradition grew out of the British LUCAS PLAN of the 1970s, and became an inspiration for other European developments of the 1970s such as the Scandinavian traditions of Democracy, participation and co-determination, and the German projects on Humanisation of Work and technology. The ESPRIT Project (1217), Human Centred CIM (1986-89) brought these various traditions together and provided a launch pad for the recent FAST CIMS programme, Anthropocentric Production Systems (APS). The 1980s also saw the broadening of the human centred systems debate from the traditional production and work life issues to social, economic, educational, welfare and development concerns. To reflect and support this broader vision of human centredness, a new international journal, *AI & Society*, was launched in 1987, followed by the launch of a new book series, *AI and Society Book Series*, (now *Human Centred Systems book series*) in 1989, both published by Springer-Verlag.

At the beginning of the 1990s it became clear to many of us that there was an urgent need to build upon the human centred systems work, and cultivate an alternative humanistic tradition to the dominant machine-centred ethos of education and research in information technology in European universities. This led to a series of workshops and conferences in human centred systems in Europe, and Japan, resulting in an international university community committed to this new development. ERASMUS support was sought in 1990-1991 to develop a European framework for postgraduate education in the EC, and the result was the formation of the Inter-University Network into Human Centred Systems.

The ERASMUS Inter-University Network in Human Centred Systems is founded on two fundamental human centred notions of diversity and mobility. Diversity underpins the different cultural traditions of human centredness, and mobility underpins the transfer and exchange of knowledge. The common aim is to establish a European wide academic network of supporting postgraduate courses and research offered at collaborating universities, enabling the mobility of students and staff within the Network. The Network also aims to contribute to new interdisciplinary directions of postgraduate education and research in human centred systems within broader social and economic contexts.

The ERASMUS Inter-University Programme (ICP) started in September 1991 with 10 participating universities from 6 EC countries aiming to develop a European postgraduate course in human centred systems. During the second year, the Network grew to 12 universities from 7 countries, and during the third year it grew further to include 15 universities from 10 countries. The collaboration departments range from computer science, electronics, informatics, communications and media sciences, from library and information studies, to social sciences, sociology and psychology. The development team is therefore an interdisciplinary group of people with backgrounds in such varied areas as sociology, languages, computing, economics, mathematics, philosophy, psychology, electrical engineering.

During the early stages of its development, the ICP Network recognised the complexities of developing a unified European postgraduate programme in this newly interdisciplinary and emerging area. These complexities arise out of the wide diversity of education structures, course contents, teaching practices and assessment procedures in addition to the problems of languages and university cultures. It also became clear that even the notions, perceptions, and practices of human centredness themselves arise out of different historical and philosophical perspectives of different disciplines as well as out of different directions of technological impacts on industrial cultures in Europe, especially in Britain, Scandinavia and Germany.

The Network explored the possibility of developing an integration model of postgraduate studies, aiming at the introduction of a common "core course" in human centred systems in the programmes of all the collaborating departments. This idea of an integration model of study was seen as inconsistent with the spirit and practice of human centred ideas, which is essentially rooted in the diversity of intellectual and cultural traditions. A consensus has emerged that the most practical route is to cover the common concepts, methods and practices of human centred systems through annual intensive courses and periodical workshops. Additionally, annual conferences may be held to elaborate new directions in human centredness and to disseminate results to wider audiences.

The Network has concluded that the most appropriate way forward at this stage of the human centred development is to provide a supporting network model of study, a so called "Combination Model". This model would enable students from participating universities, to undertake courses, project work, and seminar programmes in human centred systems at other universities in the network. Students can use the study at other collaborating universities for credit transfer to their postgraduate studies at their own home universities. The directory of supporting courses and research is the first step towards building a supporting mechanism for student and staff among the collaborating universities. Students wishing to undertake studies at other universities within the Network, can use this directory to get an impression of the

various universities and an indication of their courses and research. Staff can use the directory to develop teaching or research collaboration with colleagues from other universities in the Network.

The Network has developed a framework of intensive courses, workshops and annual conferences to support the European wide development in postgraduate studies and research in human centred systems. The first workshop on Human Centred Systems was held at Brighton in 1991, and the second workshop on the Culture of the Artificial was held in October 1992. A first version of the intensive course programme in human centred systems design has been formulated and this was organised for the first time in July 1994. The first conference of the network, focusing on "new visions of the post industrial society" was held in July 1994 in Brighton, followed by the second European Summer School in human centred systems and an international conference in Information Society held at the University of Urbino in April 1995. Though a unified European degree in HCS is not envisaged, the notion of an (informal) European certificate in HCS, awarded by the ICP network is being developed. This will be awarded to those students who participate in the intensive programme of the network, and undertake at least one term of study in one of the collaborating departments in another country.

These developments provide a foundation for forming links within other international networks involved in human centred issues arising out of new information and communication technologies. This course directory is a first step in this European development.

An Institute without walls

At the international level, the European human centred systems network is complemented by the International Research Institute of Human Centred Systems (IRIHCS). The Institute builds upon the developments of human-centredness, and provides a forum for a strategic debate on socially and culturally responsive technology. Technological cultures face new challenges of social and cultural vulnerability, environmental and ecological risks, the brittleness of political, economic and industrial orthodoxies, and an increasing dependency on technological systems. These challenges are the product of the science and technology which is rooted in the "mechanistic paradigm" of "one best way", the "sameness of science" and the "dream of the exact language". The Institute's human centred tradition moderates science and technology by mitigating the "mechanistic paradigm" through concepts such as diversity, human purpose, participation, equality, social responsibility, ethics, and creativity, empathy and beauty.

The Institute facilitates international collaboration on human centred research. Through its members it organises international workshops, symposia and conferences. It facilitates the exchange of researchers and students between institutions and across national boundaries. It

produces and publishes reports, journals, book series, and videos/films on questions fundamental to the frameworks, practices and methodologies of the human-centred tradition.

The Institute's influence derives from its individual members, its links with supporting research centres, and associated institutions. The Institute is a human network rather than a physical entity in the traditional sense. Its members are not bound by any constitution. They work together because they share a common belief in enabling people to shape new technology appropriate to their working and living environments. The Institute is coordinated by a Secretariat.

The work of the Institute and the ERASMUS Network is coordinated by the SEAKE (Social and Educational Applications of Knowledge Engineering) Centre of the University of Brighton. The last decade has seen the SEAKE Centre start from humble beginnings as a local community project to become an international centre for an intersecting community of researchers and networks. Through *AI & Society*, the Centre has provided a forum for widening the human centred debate, and the creation of a network community of postgraduate education and research in human centred systems at the European level. The book series in human centred systems and *AI & Society* provide a rich reference resource for interdisciplinary work in humanistic traditions of science and technology. The ERASMUS and the IRIHCS provides a foundation for an international doctoral and post-doctoral programme in human centred systems. Workshops and conferences organised by the human centred community continue to provide a forum for disseminating and expanding the work of intersecting networks. These developments provide an operational framework for collaboration with other international networks involved in social issues arising out of new information, communication and media technologies, and consequent societal concerns of complexity and globalisation.

6. Conclusions

The ERASMUS Inter-University Network exemplifies research into social innovation and co-development by creating a human network of researchers from diverse disciplines and diverse education and research cultures. It is concerned with the transfer of scientific and formal networks of individuals, groups and institutions. The network is action oriented, challenges the rationalist view of development, seeks social structures and functions that operate in harmony over time. Thus "inventiveness and long term efficiency go through pro-active suggestions for alternatives" requiring much individual involvement. The network approach enables complex, highly heterogeneous situations to be tackled in a systematic and global fashion... by putting into perspective the different symbolic, economic, educational, ethical, social, political, organisational and ecological components and dimensions. "far from replacing institutions, associated networks complement them; they give institutions back their capacity to institute,

and in doing so displace acquired balances. This is a pathway which promotes new centres of creativity within institutions and thus increases their capacity to innovate" (Gill, 1994).

References

- Brant Castellano, Marlene (1986), *Collective Wisdom: Participatory Research and Canada's Native People*, *Convergence* 19(3), 1986.
- Chambers, R (1990), "Problems of paradigms", pp. 246-256.
- Cooley, M, *European Competitiveness in the 21st Century*, FAST, EEC, June 1989.
- Gill, KS (1990), *A Summary of Human Centred Systems Research in Europe*, NTT DATA, Tokyo.
- Gill, KS (1992), *Human Centredness: A 21st Century Paradigm for Industrial Cultures in Human Centred Systems in the Global Economy*, (ed) Masuda Y, Springer-Verlag, London.
- Gill, KS (1993) *Socially Sustainable Technology: an agenda for human promotion*, in *le Nuove tecnologie per lepromozione umana*, (ed), A. Ardigo, Angeli, Milano, 1993.
- Gill, KS (1993) *Education and Social Innovation*, in *The Future of Industry in the Global Context*, (Ed) W Wobbe, FOP 359, FAST (EC), 1993, pp. 69-80.
- Gill, KS (1994), *Keynote Paper: Human Centred Shaping of Social Innovation*, in *Computer Integrated Production Systems and Organisation*, (eds), Schmid, F et al, Springer-Verlag.
- Gill, KS (1994), *Knowledge Networking for Co-development in the Global Information Society*, Int. Conf. on Globalisation and IT Networking, IFIP WG9 4LSE, London, May 16-17, 1994.
- Holderness, M (1994), *PERSPECTIVE, THE TIMES HIGHER*, April 22, 1994.
- Kennedy, P (1990), *Preparing for the Twenty - First Century*, Vintage Books, New York.
- Morin-Labatut, G and Akhbar, S (1992) *Traditional Environmental Knowledge: a resource to manage and share* (DEVELOPMENT 1992:4 - Journal of SID, pp. 24-29).
- Rosenbrock, HH (1992), *Technology and its Environment*, *AI & Society*, 7.2, pp 117-126.
- Telematics Applications Programme 1994-1998, CEC, DGXIII, final draft, December, 1994.
- Thill, G (1993), *The Relevance of Associated Networks for/in a Sustainable Information and Communication Society*, 2nd EC-Japan Conference on The Future of Industry in the Global Context, Essen, Germany, March 15-19, 1993.
- Whiston, T.G. (1992), *Education and employment for a sustainable world*, FAST FOP 333, June 1992, FAST Programme, DGXIII, CEC, 200 rue de la Loi, B-1049 Brussels.

WHITE PAPER, CEC (1993), The Changing Society, the new technologies, Chapter 5, in GROWTH, COMPETITIVENESS, EMPLOYMENT: the challenges and ways forward into the 21st Century, Brussels, The White Paper, CEC, Brussels, Luxembourg, 1993.

Wittrock, B (1992), Policy, Economy and Knowledge in the Age of Modernity in Europe, AI & Society, vol.7.2. pp 127-140.

UNIVERSITE, SECURITE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DURABLE

Maurice Errera
Université Libre de Bruxelles

La chute du mur de Berlin et la dispersion de l'URSS en de multiples républiques ont mis fin à la guerre froide et ont créé un monde unipolaire dominé par les démocraties occidentales et les pays les plus riches et les plus puissants du monde. La sécurité des hommes est-elle assurée pour autant ? On en doute puisque les militaires (c'est leur rôle) se demandent déjà quel pourrait être leur prochain ennemi ou quel conflit local pourrait les entraîner dans une guerre plus étendue. Les démocraties occidentales (Europe, USA) se sont avérées impuissantes à maintenir la paix dans de nombreux conflits, faute de pouvoir décider d'une politique commune; les puissances nucléaires n'ont pas encore maîtrisé la prolifération de l'arme atomique qu'elles continuent à perfectionner et dont elles gardent jalousement le monopole. Cela mine la sécurité de tout le monde.

La sécurité a cependant d'autres dimensions que la dissuasion militaire ou le combat qui paraissent résulter d'une vision quelque peu archaïque et dangereuse. Le meilleur outil de sécurité n'est-ce pas le développement comme le souligne le rapport du PNUD ? De quelle sécurité jouissent tous ceux qui ne mangent pas à leur faim, n'ont pas de quoi se vêtir et s'abriter, comme dans les villes y compris européennes et américaines, ou meurent faute de soins élémentaires; et tous ceux qui ne savent ni lire ni écrire, ce qui leur permettrait de mieux lutter pour leur survie et d'organiser autour d'eux des sociétés moins dépendantes ? De quelle sécurité jouissent tous ceux qui sont réfugiés ou demandeurs d'asile, qui sont victimes d'une situation économique de crise ou encore de la mécanisation du travail ? Tout cela crée du mal-vivre et nourrit la violence, dont les banlieues urbaines sont chaque jour le témoin.

Simultanément les «pays riches» craignent de ne pouvoir maintenir leur mode de vie actuel, de perdre la maîtrise de l'économie mondiale, et finalement tout le monde risque, dans un avenir plus ou moins proche, de souffrir de toutes les conséquences d'une gestion négligée ou aveugle de la planète, qu'il s'agisse du gaspillage des ressources nécessaires à tous ou de l'empoisonnement de la géosphère, dont les mégalo-poles sont les premières atteintes.

Cette situation inquiétante conduit à l'enrichissement des uns, de moins en moins nombreux et à leur inclusion et à la pauvreté des autres et à leur exclusion. Ce maldéveloppement provoque une insécurité dont les causes sont multiples et liées les unes aux autres; mais personne du monde politique au simple citoyen ne voit clairement la manière dont elles interagissent. De ce

fait, les solutions des uns sont différentes de celles des autres. Le monde actuel semble se trouver dans un brouillard plus ou moins épais et être gouverné «à vue», évitant (ou non) l'obstacle le plus immédiat, les pilotes cherchant à résoudre les problèmes qui leur paraissent les plus urgents. Les organismes internationaux sont là pour tâcher de coordonner les initiatives des uns avec celles des autres et, faute de moyens, subir d'injustes critiques.

Pour sortir de cette situation alarmante, il n'y a d'autre possibilité que d'en analyser les causes profondes et la manière dont elles interfèrent. Ces causes sont historiques ou économiques, souvent modulées par des facteurs humains ou urbanistiques imprévisibles; elles ont poussé l'homme à se déplacer vers la ville, pour fuir la famine et la violence. C'est ce qui a dessiné la carte humaine de notre monde actuel avec les bidonvilles et leur misère. On y trouve des êtres d'une étonnante diversité, parfois isolés et inaltérés comme ils le seraient dans de petits îlots perdus dans un océan d'humanité qui continue à croître, à se déplacer, à se mélanger au gré de flots tantôt calmes, tantôt agités par des ouragans inattendus, ou ils sont concentrés dans des villes de moins en moins hospitalières, mais suscitant paradoxalement des grands élans de solidarité, dont les femmes prennent souvent l'initiative au delà des identités ancestrales.

Scientifiques, économistes, sociologues, philosophes, associés ou non aux institutions universitaires ou scientifiques ou aux organismes internationaux étudient par trop théoriquement ces diverses causes. Toutefois, les tendances contradictoires qui se dégagent poussent à la formation de groupes de pression qui, au gré du jeu démocratique ou d'intérêts «supérieurs», publics ou privés, façonnent un monde qui va cahin caha.

En démocratie, c'est au citoyen de décider — mais que sait exactement le citoyen, que comprend-t-il à partir d'images ponctuelles, souvent dramatiques, des causes profondes d'événements qui devraient éclairer sa pensée et lui permettre de proposer sereinement une politique ? Souvent même, devant l'ampleur des problèmes, il se sent impuissant et il peut être tenté d'attribuer à quelque fatalité une situation due à un enchaînement de causes et de comportements humains résultant de conflits entre intérêts personnels et globaux, entre égoïsmes étroits et clairvoyance généreuse. L'ignorance des événements, de leurs causes et de leurs interactions ouvre le champ à tous les désespoirs, à tous les charlatanismes, à toutes les démagogues, à tous les dérèglements. Faisant partie d'un monde planétaire où la compétition fait loi, le citoyen se sent exclu de la cité et impuissant.

L'Université se doit de lutter activement pour combattre cette situation explosive. Elle le fait déjà par des recherches et des enseignements spécialisés mais la masse des étudiants reste peu impliquée dans ces problèmes. Ils comprennent mal pourquoi l'avenir est souvent bloqué, pourquoi le diplôme n'est plus qu'une monnaie d'échange sur le marché de l'emploi. Les études universitaires ne vont certes pas tout leur apprendre mais elles devraient apporter les éléments

de base, faire comprendre les mécanismes de la société et accepter la vertu de la différence entre les cultures et identités humaines. Elles devraient en particulier mieux faire connaître le travail souvent ingrat des institutions internationales et ce que font les ONG ou les réseaux associatifs sur le terrain. Elles devraient éveiller la réflexion critique, aiguïser le souci de faire la vérité, susciter le désir d'une action lucide dans le contexte familial et professionnel et dans la vie en général contre toutes les formes d'exclusion, c'est-à-dire le désir de lutter pour un monde de justice et de solidarité responsable.

L'Université est sans doute le lieu privilégié de formation des jeunes car parmi ses étudiants beaucoup deviendront des formateurs pour tous les niveaux d'enseignement. L'Université est en même temps un lieu de recherches et une source dynamique de documentation (thèses, articles, manuels, livres...) et on oublie trop souvent le rayonnement qu'elle peut avoir sur la société par tous ceux qui parviendront à des fonctions importantes dans la politique et la diplomatie, dans les arts et les médias, dans l'industrie et la finance, dans le monde du travail et des ONG... Le vivier universitaire constitue de ce fait un relais important entre l'université et la société. C'est pourquoi nous déplorons que l'Université ait perdu cette *vocation originelle de préparer les étudiants et de former les chercheurs à se situer de manière responsable dans le monde* dans lequel ils vivent. Tous, en sortant de l'Université devraient avoir discuté les divers aspects de la croissance démographique et économique, la manière dont sont réparties les ressources en eau et en énergie et en matières premières, en richesses en général. Ils doivent s'être interrogés sur les mécanismes qui conduisent à l'enrichissement des uns et à l'appauvrissement des autres et dans les villes, sur les fractures spatiales et sociales avec les ghettos qu'elles entraînent. Les recherches doivent porter notamment sur le prix humain et matériel pour le tiers monde des conquêtes coloniales et de l'esclavagisme : il serait étonnant que les pays donateurs soient ceux qui actuellement remboursent leurs «dettes» aux pays riches.

Les universitaires doivent aussi avoir discuté comment l'homme est devenu responsable de son environnement, fragilisé depuis qu'il peut le détruire par les armes atomiques ou l'empoisonner par des activités incontrôlées. Il doit connaître les besoins des uns et des autres, les objectifs et limitations des institutions internationales chargées de veiller à la justice, à la santé, au respect des droits de l'homme. En un mot, nous voudrions que l'Université soit le lieu privilégié d'étude d'un «projet social», c'est-à-dire du *développement durable pour tous* dans un monde où bientôt plus de la moitié de l'humanité sera concentrée dans des villes dominées par le mal-vivre.

Personne, même parmi les plus savants et les plus expérimentés, ne peut prédire les conditions exactes de ce développement, ni comment améliorer le sort des démunis et les rendre autonomes pour qu'ils puissent bénéficier de leurs droits les plus élémentaires. Toutes les données qui permettent de mieux approcher le monde actuel font partie de la culture et sont la

base du bon fonctionnement d'une démocratie; elles sont nécessaires pour tâcher de comprendre la manière d'assurer la sécurité de tous les hommes. Pour l'Université la question n'est pas d'ajouter des enseignements nouveaux; il faut partir de ceux qui existent et qui se prêtent à donner une vision plus globale et plus interdisciplinaire des sujets traités. Ceux-ci s'enrichiraient par la perception différente que pourraient apporter les étudiants ou enseignants venant d'autres facultés et d'autres cultures et d'autres sources de connaissances (organismes internationaux, ONG, ...). Il faudrait qu'en sortant de l'Université le jeune ait une idée claire non seulement des possibilités de se développer personnellement au cours de sa vie professionnelle — ce qu'on lui propose généralement aujourd'hui — mais comment celle-ci pourra contribuer au développement durable de chacun — dans son propre pays — et aussi à «l'autre bout du monde». Il est urgent que, devenues grandes écoles, nos institutions universitaires retrouvent, mais dans le contexte actuel, leur finalité originelle.

Pour être réaliste et opérationnel, une des voies de cette transformation, comme le font apparaître différentes interventions de cette table ronde, les institutions universitaires doivent se mettre en réseau et s'articuler sur des réseaux associatifs existants d'universitaires de manière à susciter une réflexion profonde qui débouche sur des actions bénéfiques à tous les niveaux sur les plans humain et matériel.

TEMOIGNAGES / TESTIMONIES

L'ESPACE UNIVERSITAIRE

Virginie Rousseau

Présentation

Le document qui suit a été élaboré à partir d'une enquête réalisée auprès de quatre étudiantes en Lettres, issues du même milieu social : la classe moyenne, largement représentée à l'Université. Cet échantillon, s'il devait être représentatif, ne l'est cependant que de cette seule catégorie d'étudiants. Sans doute aurait-il été intéressant d'élargir ce questionnaire, ce qui n'a pu être fait, faute de temps.

Aucune de ces étudiantes n'a été confrontée personnellement à l'exclusion ou à des problèmes d'ordre social. En outre, elles ne se sont pas trouvées en situation d'échec à l'Université. En dépit des remarques critiques qu'elles ont pu avancer elles gardent, dans l'ensemble, une impression positive de leur passage à l'Université.

Parmi ces quatre étudiantes, l'une a suivi des cours de langue et civilisation britannique à la Faculté de Lettres de Nantes de 1988 à 1992. Deux autres ont assisté, un jour par semaine, en 1993-94, à des séminaires à Paris XIII (Paris-Nord), dans le cadre d'un DEA de «relations interculturelles anglophones - francophones». La quatrième personne interrogée avait été étudiante à Nantes (Histoire, langues et civilisations britanniques, 1986-92) et a suivi à Paris XIII les cours du DEA cité précédemment.

Afin de mieux canaliser leur réflexion sur la manière dont elles avaient pu vivre l'espace universitaire et sur les relations qu'il entretenait avec le monde qui l'entoure, elles ont répondu à un ensemble de questions, données à titre indicatif, et qui portaient sur :

- l'espace à proprement parler;
- l'espace en termes culturels;
- l'espace en termes socio-économiques.

L'espace à proprement parler

L'un des premiers points sur lequel elles ont eu à s'interroger portait sur l'*accessibilité* de l'université.

La Faculté de Lettres de Nantes, tout comme celle de Paris XIII, est située en dehors des centres urbains les plus proches. La Faculté de Lettres de Nantes est située sur les bords de

l'Erdre et se trouve à environ une demi heure du centre ville en bus. Elle est aujourd'hui desservie par une ligne de tramway qui en rend l'accès plus facile. Pour se rendre à Paris XIII, située à Villetaneuse en banlieue nord, entre des cités et une zone non aménagée, il faut, si l'on habite Paris et que l'on ne possède pas de voiture, se rendre en métro jusqu'à la gare du Nord et prendre un train de banlieue (10 mn environ), puis marcher une quinzaine de minutes ou prendre un bus. Si à Nantes la contrainte de transport est minime, à Paris XIII elle peut être assez pesante si l'on habite Paris ou la banlieue.

Construites toutes deux à la fin des années 60, elles ont répondu à l'impératif du nombre et à la nécessité de désengorger les villes aux dépens d'une accessibilité facile et de l'intégration dans la ville.

Pour tout ce qui a trait aux *locaux* eux-mêmes, qu'il s'agisse de Nantes ou de Paris XIII, la critique qui revient communément porte essentiellement sur l'anonymat et l'aspect éclaté des lieux. Outre l'usure et la dégradation de certains bâtiments, liées au surnombre des étudiants, l'espace d'étude est ressenti le plus souvent comme un lieu sans âme et sans centre.

A Nantes, l'Université est restée très longtemps sans centre de rassemblement, sans cafétéria, sans salle commune. Chacun devait apprendre à trouver sa place dans les halls et les couloirs bondés, sans pôle attractif. La construction relativement récente d'une cafétéria n'a que partiellement résolu cette question, l'exiguïté de la salle en rendant l'accès plutôt difficile.

Certaines des étudiantes interrogées ont rapporté qu'à l'occasion d'une intervention dans un séminaire, une sociologue avait qualifié l'Université de Paris XIII de «non-lieu» : la situation de l'Université entre cités et espace sans identité, la configuration des lieux, labyrinthique et sans centre véritable, lui retiraient toute identité. Ce concept renvoyait à un espace exempt de repères affectifs, un arbitraire architectural qui ne se laisse pas approprier par les utilisateurs du lieu. Cet espace, en ce sens, s'intégrait dans celui des cités environnantes.

Si globalement ce terme de non-lieu correspond à ce qui peut être ressenti par les étudiants eux-mêmes, quelques endroits ici où là dans l'Université avaient fini par être adoptés par les étudiants. Ainsi, un vaste hall situé au centre des bâtiments, partiellement couvert et partiellement ouvert sur le ciel était l'occasion de manifestations culturelles : festivals, concerts, fêtes etc. Cet espace clair et ouvert servait de lieu de rassemblement, sa taille importante et le manque de bancs, de haies, etc., faisaient cependant qu'il était difficile durant la journée d'y trouver une atmosphère chaleureuse et l'on ne s'y attardait guère.

Construites pour être pratiques, ces deux universités françaises, à la fois usées et sans âge ne sont perçues que comme des lieux de passage où l'on ne s'attarde guère après les cours. Pour les nouveaux arrivants, ce labyrinthe a de quoi être déconcertant. Mais toute administration est

un labyrinthe, on s'y perd naturellement et toute faculté est souvent, pour celui qui y entre, une administration, avant d'être un lieu d'échange et de culture.

Ce cadre est à double tranchant : il peut soit renforcer la motivation de l'étudiant, lui apprendre à se prendre en charge, à trouver sa place dans un espace mal défini, soit le laisser désabusé et égaré.

Si l'on tient compte de ce qui vient d'être dit précédemment, on ne s'étonnera pas que la vie à l'Université puisse sembler non structurée, voire inexistante. Il est difficile de parler de campus, au sens américain ou britannique du terme.

A Nantes, par exemple, aucun panneau d'affichage n'était réservé aux activités qui pouvaient avoir lieu au sein de la Faculté. S'il se passait quelque chose, les étudiants en étaient avertis par le «bouche à oreille». Au fil des années, chacun apprenait à être à l'écoute. D'un UFR (unité de formation et de recherche) à l'autre, d'une année d'étude à l'autre, il n'y avait que très peu de coordination et de communication. Lorsqu'il y avait des activités, elles relevaient le plus souvent d'initiatives individuelles, rares cependant car les étudiants n'étaient pas habitués à être sollicités dans le cadre universitaire. Dans le département de langues de la Faculté des Lettres de Nantes, un petit groupe d'étudiants (un au départ, puis petit dizaine par la suite) ont créé un club de théâtre qui a monté plusieurs pièces qui ont dû être présentées dans le centre de Nantes. En histoire, les étudiants avaient créé une association qui organisait des sorties sur des sites ou des visites de monuments. Malheureusement, ces visites n'ont que très peu dépassé le cadre de l'UFR d'histoire et une petite minorité seulement d'étudiants y participait, sans doute pour la raison évoquée précédemment.

De façon générale, la vie estudiantine au sein de l'espace universitaire était à l'image des lieux, peu structurée, éclatée, ce qui laissait cependant une large part au hasard et aux entreprises individuelles qui connurent parfois un franc succès. Mais un vrai espace de dialogue, des lieux de communication et d'échange de type *Students' Union* à l'anglaise par exemple, ou sous la forme de Tables Rondes, d'ateliers, etc., font cruellement défaut.

L'espace en termes culturels

En ce qui concerne l'intégration de ces deux Universités dans les villes à proximité et dans le cadre régional, elle n'est, dans les deux cas, réalisée que très partiellement.

Pour Nantes, il a été vu précédemment que la faculté de Lettres était située en dehors du centre ville (la Faculté de Médecine est a contrario en plein centre). La ville et l'Université sont deux mondes à part, et rares sont les occasions (les pièces de théâtre montées en ville ont été

précédemment évoquées) où ces deux mondes sont en étroite liaison. Le lien entre ces deux mondes, c'est à l'étudiant de l'établir.

Sur le plan architectural, aucun effort particulier d'intégration n'a été fait : la Faculté a des allures d'ensemble administratif qui ne renvoient en rien à l'architecture régionale. Avant de pouvoir répondre à cet impératif d'intégration, il faut s'assurer que celui du nombre est satisfait, le second se faisant aux dépens du premier.

A Paris XIII, si la configuration des bâtiments et leur anonymat rappellent les cités environnantes, aucun lien entre les deux mondes ne semble vraiment exister. Les habitants des alentours n'entrent pas à l'Université. Une des interviewées racontait s'être réjouie un soir de voir des femmes d'origine maghrébine entrer dans les locaux pour prendre des cours du soir, pensait-elle, mais elle les vit ressortir d'une salle en blouse avec seaux et balais à la main. La relative proximité de Paris fait que la capitale reste le seul pôle urbain attractif. On notera à ce titre que l'Université s'appelle Université de Paris-Nord et non de Villetaneuse, qui ne représente rien en termes universitaires. L'éloignement de l'Université par rapport à la capitale font que ces deux lieux sont vécus comme des lieux séparés de l'expérience individuelle. Là encore, c'est à l'étudiant de faire le lien entre ces deux mondes. Néanmoins, dans le cas de Paris XIII, davantage de liaisons existent entre la Ville et l'Université : interventions de professeurs des Universités parisiennes, liens avec la vie culturelle de la capitale.

Difficile dans ces conditions de parler de mise en valeur de la culture régionale. En outre, elle n'est pas facile à évaluer. A Nantes, des cours de Breton étaient dispensés au sein de l'Université, mais peu fréquentés. En Géographie, dans le domaine de l'aménagement du territoire, les étudiants avaient parfois à traiter questions portant sur des particularismes régionaux. En Lettres, il n'était pas toujours facile de prendre la mesure des liens qui pouvaient exister entre l'extérieur (entreprises publiques ou privées, associations, organismes régionaux divers, etc.) et l'Université.

Dans le cadre d'une université située en banlieue, il faudrait peut-être penser l'intégration de la culture des communautés environnantes, et la culture spécifique de la banlieue. Les étudiantes interrogées, ne se rendant qu'une fois par semaine à l'Université de Paris XIII ont avoué se rendre difficilement compte des liens qui pouvaient exister entre la culture régionale et l'Université et, la notion de culture régionale, est difficile à appliquer au contexte parisien.

Il est plus facile en revanche, pour des étudiants en langues, de se rendre compte des liens avec l'étranger. Sans qu'il ne règne à proprement parler une ambiance internationale à l'Université, des contacts existaient bel et bien. Il y avait d'une part des étudiants étrangers à Nantes et, dans une large mesure, à Paris XIII, où les étudiants d'origine africaine étaient assez nombreux, et d'autre part, la possibilité de partir étudier à l'étranger (jumelages, postes

d'assistants ou de lecteur, bourses Erasmus, etc.), avec des limites cependant, ce qui sera évoqué ultérieurement. Dans le cadre du DEA, nombre d'étudiants venaient de pays étrangers, ce qui contribuait à créer une atmosphère internationale au sein même des cours.

L'espace en termes socio-économiques

Aucune des étudiantes n'ayant été touchée personnellement par des problèmes d'ordre social, leur analyse n'est fondée que sur des perceptions indirectes.

L'impératif d'égalité des chances posé par le système éducatif français semble respecté. Néanmoins les inégalités qui peuvent exister aux niveaux inférieurs du système se reproduisent à l'Université.

Il va sans dire par exemple que les frais d'inscription, qui sont les mêmes pour tous les étudiants, ne représentent pas le même pourcentage pour le budget d'une famille modeste que pour celui d'une famille aisée. Certains étudiants passent leur été à travailler en vue de pouvoir financer leur année. Les étudiants boursiers, s'ils veulent garder leur bourse sont tenus de réussir. Ce qui n'est pas exigé des étudiants dont les parents peuvent financer plusieurs années d'étude en cas d'échec. De même, l'achat de livres ne représente pas non plus la même contrainte financière dans les deux cas.

Quant aux possibilités d'aller étudier à l'étranger, comme une partie des frais est à la charge de l'étudiant, même dans le cadre des bourses européennes, le pourcentage d'étudiants dont les parents appartiennent aux catégories socio-professionnelles les plus basses, sont moins enclins à partir. En outre, les étudiants dont les parents sont déjà passés par l'enseignement supérieur, et sont souvent déjà allés à l'étranger, sont déjà en terrain connu quand ils arrivent à l'Université ou quand ils doivent ou souhaitent aller étudier dans un autre pays.

Enfin, même si tous les étudiants bénéficient d'une couverture sociale et médicale, il existe des mutuelles différentes, qui représentent des frais supplémentaires importants, les tarifs les moins chers n'offrant pas un remboursement à 100% des frais médicaux.

En Faculté de Lettres, peut-être n'en est-il pas de même en Faculté de Droit ou de Médecine, ce serait étudier, il n'y a pas de discriminations flagrantes, qu'elles soient d'ordre sexuel, racial ou physique, même si l'accessibilité des locaux aux handicapés n'est pas toujours aisée. Etant donné la très grande «discretion» des structures d'accueil, on peut penser qu'il est d'autant plus difficile de s'intégrer pour des étudiants étrangers à la région ou au pays, ce qui peut être une forme de discrimination passive.

Il est aussi sans doute une autre catégorie d'étudiants qui n'est pas véritablement intégrée à l'Université : les étudiants en formation continue. Ils semblent en marge de l'espace universitaire. Pourtant, ce type d'étude est amené à se développer et à faire partie des composantes majeures de l'Université.

Bilan : limites et perspective

Malgré la représentativité toute relative de notre enquête, un certain nombre de points ressortent clairement. L'Université française semble répondre, avec des limites toutefois, aux impératifs suivants :

1. Celui du nombre, mais aux dépens de la qualité de vie dans l'espace de l'Université, et aux dépens d'un esprit communautaire ou d'un esprit de *campus* dans lequel tous les étudiants pourraient se reconnaître.
2. Celui de l'égalité des chances, avec les limites évoquées précédemment. C'est peut-être sur ce point qu'il reste le plus de chemin à parcourir. (C'est d'autant plus frappant pour les Universités situées à proximité des cités).

Il serait intéressant d'enquêter auprès d'étudiants étrangers pour savoir de quelle manière ils ont vécu leur passage à l'Université française et connaître leur perception de ses capacités d'accueil et d'intégration.

AN URBAN UNIVERSITY IS NOT AN IVORY TOWER MY LIFE AT A LONDON COLLEGE

Jürgen Theiss

Having grown up in a quiet provincial town in Germany and having studied Physics at a university of the same character I was from very early on naturally curious and keen to find out what life might be like in what is generally called "Urban Jungle". This term had a fascinating attraction on me and was at that time in my view best represented in London. To make my first experiences with this exotic life, I decided to study for one academic year in London and in order to appreciate big city life to the fullest I chose a College, in the very heart of London.

My impressions of the university during the first few weeks which were naturally of superficial nature were dominated by two adjectives: cramped and overcrowded. The corridors were narrow and at "rush hours" between lectures one had to be either very patient or very pressing to go from one place to the other. The libraries, also small, resembled, especially during exam time, more the hustle and bustle of a stock market floor than a peaceful place to pursue intellectual thoughts. The lucky ones could get a place on the window but the view of walls blackened by smoke and a rectangular fracture of the mostly grey sky was not very inspiring. All of which was accompanied by a constant noise of city life.

The College expanded in the past and is still expanding to make room for even more students to come. Already restricted by neighbouring buildings, it expanded into the sky and the ground. It has now three floors underground expanding even underneath the small parking lot. It also purchased a whole row of adjacent houses and integrated them into the College building by removing the walls in between the single houses. Since the floors of each house are on different levels an unfathomable maze of corridors was created. Getting lost in it always served as a good reason to be late for lectures. Due to these expansions there is no greenery and hardly any room left to relax. I always had a bit of a headache at the end of the day, not from too much studying, but rather from the bad air quality and the crowds. Leaving the College and stepping straight into the heavy central London traffic did not help either.

Most of the student halls of residence also situated in central London faced the same problems of limited space. Most rooms had to be shared by two students, however, there were also a

few tiny single rooms available. The small kitchen, big enough for four persons, was shared by 40 students.

But, not long after my first day at this urban university I adjusted to the new and unfamiliar circumstances and began to see and also to appreciate its advantages which lie underneath the surface which shocked me initially. The relatively small building made it possible to meet College friends by chance frequently. Also London's foreign population and ethnic groups were represented at the College. As being a part of such an multinational student community, I learned in a very practical manner much about the different cultures of the world. Apart from a few personal indifferences which naturally occurred, I was delighted to see how peaceful and in mutual tolerance all the students from different origins could study and live together. Most students, however, tried to find friends in their respective "group". Despite the general phenomena of overcrowded universities, the classes in Physics were kept small and never exceeded more than 30 students compared to 300 at a Physics lecture at my home university. Like at any other university, teachers were more or less devoted to giving their lectures, but without exception they all took their time to help students outside the lectures and tried to make sure that no student is left behind. Coming from Germany, I was positively surprised by the very strong contact between students and their lecturer.

The introduction of transmitting lectures to other remote colleges belonging to the University of London via interactive video conferencing techniques appeared very typical for an urban university to me. Although it was planned to save time to attend and to benefit from lectures at other colleges, this new idea was very impersonal and not well received by the students.

Life in London is expensive. Therefore I was very worried not being able to afford that luxury throughout a whole academic year. The College information booklet informed its new students with a little table :

<u>Living Costs per month in £:</u>		<u>One-off costs in £:</u>	
Rent	240	Books	350
Bills	45	Additional clothing	275
Travel	50	Preparation of dissertation	200
Personal	45		
Meals/Household	180	First time arrival	250
Total	560	Total	1075

I already saw all my savings disappear and the moment coming where I have to take out a student loan. This seemed not to be a big surprise for my English fellow students but was completely new to me. I was prepared to make that investment. However, again, not long after I had accepted that fact, I realized the table must be some kind of upper limit. Without a choice or maybe out of my ignorance I was assigned to a double room. It was a new experience and our residence situated in the heart of London was reasonably priced. Living in the centre saved travel expenses too. The library had several copies of the major text books which made it rarely necessary to buy them. Clothing was even cheaper as compared to what I was used to. No, I did not live like an ascetic. Gaining more insight into the city life we discovered, off the main tourist attractions, pubs, restaurants and cinemas with reasonable prices. For instance every theatre had special student offers and I paid hardly more than £10 for a performance, even in the Royal Opera House. Thus my expenses turned out to be roughly like this :

<u>Living Costs per month in £:</u>		<u>One-off costs in £:</u>	
Rent	155	Books	150
Bills	-	Additional clothing	250
Travel	32	Preparation of dissertation	10
Personal	60		
Meals/Household	150	Fist time arrival	150
Total	397	Total	560

Literally squeezed into an urban environment, it is inevitable that a symbiosis between the university and other institutions in the area develops. Lawyers and judges from the Royal Courts of Justice, England's highest court which is just across the street from the College, for example, frequently visit the College Law Department to give lectures. Students are invited to gain working experience in court. This link certainly contributed to the high reputation which the Law Department of the College enjoys today. Other students were given the opportunity to assist Members of the House of Commons or the House of Lords. In return important political figures on official visits in London were willing to give speeches at London colleges. London students, in general, have many possibilities to apply and practise their theoretical knowledge in professional working environments. I knew Economics and Management students working during their studies in the City of London, one of the world's biggest financial markets, or Art students working in galleries or in one of London's famous auction houses.

My roommate, in addition made me clearly aware of how much an urban university is in fact confronted with and involved in "real life". As a medical student, he was obliged to gain practical experience at the College Hospital. In the emergency unit he saw a bigger spectrum of cases than any other student at some provincial university hospital would hope to see.

Trying to describe my social life as a student in London, the term "Urban Jungle" provides the perfect picture in which to describe my experiences. The people I met were as diverse and interesting as the city itself, but it was almost impossible that acquaintances could evolve into closer friendships. Everybody including myself was constantly busy in pursuing various activities and thus also meeting new people. Visits, even just of short or spontaneous nature, would have fostered and strengthened these acquaintances. But they were often not worth the effort since most of us lived over an hour apart by Underground. Despite this, I could still make a few good friends.

In addition, all the theatres, galleries, concerts, pubs, bars, nightclubs and many special events did not make a strong student community appear necessary and it was therefore also not easy to foster this. Still, like at every other university, there were efforts made. The Mountaineering Society offered mountain hiking and climbing trips to various places in England over the weekends which was an inexpensive way to get out of London, e.g. to Wales for £5. For almost every sport, there was a society, but the lack of sport facilities on the campus made it necessary to travel to other places in London which was again too time-consuming. Besides many other activities organized by the student community, the single most successful one was the Bar and Disco. The beer was 30% and admission to the disco 75% cheaper than in the rest of London. Both were situated on the top floor with view towards the House of Parliament and the Tower Bridge which can normally only be enjoyed from top class restaurants. However, what, I think, really attracted the students on Friday and Saturday night was the nice feeling of being sure to meet lots of people they knew without arranging a meeting in advance. This was not possible anywhere else.

Despite these parties exclusively organized by students for students, there was never the danger that the student community would close itself to the outside world and become unaware of the pressing problems of urban life. For instance, after the parties were over, everybody headed to the Nightbus-stops at Travalgar Square along the Strand, a street in which homeless people sleep in almost every doorway. Ten minutes later, mixing with all the others wanting to go home at this time of the night and ourselves departing again in all directions, we all realized that we do not live in an ivory tower but in an urban jungle.

UNESCO / PRELUDE ROUND TABLE
THE UNIVERSITY AND SUSTAINABLE URBAN DEVELOPMENT

TABLE RONDE UNESCO / PRELUDE
L'UNIVERSITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

UNESCO, Paris, 29 September 1995, Room IX

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

Speakers / Conférenciers

Professeur Guy Berger
Président du Conseil d'Administration de PRELUDE
Université Paris VIII
72, rue du Temple
F-75003 Paris
France

Professeur Mohammed Larbi Bouguerra
Université de Tunis
65, avenue Ibn Soufiâne
1004 El-Menzah
Tunisie

Professor Tony Charles
Director of School of Social and International Studies
University of Sunderland
Duoro House, Douro Terrace
Sunderland SR2 7DX
United Kingdom

Profesor Françoise Coupé
Director
Instituto de Estudios Ambientales
Universidad Nacional de Colombia
Apartado 5342
Medellin
Colombie

Professeur Hubert Gueur

Départements de Psychologie et de Sciences, Philosophies, Sociétés
 Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
 61, rue de Bruxelles
 B-5000 Namur
 Belgique

Doctor Kevin Morris

Senior Lecturer in Youth and Community Work
 School of Social & International Studies
 University of Sunderland
 1-4 Thornhill Park
 Sunderland
 England SR2 7J2

Professeur Annik Osmont

Institut d'Urbanisme
 Université Paris VIII
 4, rue Nobel
 F-77420 Champ-sur-Marne
 France

Professeur Riccardo Petrella

Université Catholique de Louvain
 c/o Unité Recherche Sociale
 DGXII-G6
 Commissions européennes
 200, rue de la Loi
 B-1049 Bruxelles
 Belgique

Professeur Michaël Singleton

SPED-UCL
 1, place Montesquieu, Bte 17
 B-1348 Louvain-la-Neuve
 Belgique

Professeur Georges Thill

Directeur de la coordination scientifique
 Programme de recherche et de liaison universitaires
 pour le développement (PRELUDE)
 Département Sciences, Philosophies, Sociétés
 Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
 61, rue de Bruxelles
 B-5000 Namur
 Belgique

Participants / Participants**Professeur Jean-Marie André**

Président du Conseil de Recherche
 Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
 61, rue de Bruxelles, B-5000 Namur, Belgique

Professeur Michel Ansay
Faculté de Médecine vétérinaire
Université de Liège
Boulevard de Colonster
Sart Tilman
B-4000 Liège
Belgique

Mme Danièle Baris
Architecte urbaniste au développement
Consultante internationale
4, place du Guignier
F-75020 Paris
France

M. Alfred Brochard
Coordination scientifique PRELUDE
Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
61, rue de Bruxelles
B-5000 Namur
Belgique

M. Jean-Marie Chapelle
Consultant international
7, route de Meyrin
CH-1202 Genève
Suisse

Mrs Rosemary Charles
Staffordshire University
College Road
Stoke-on-Trent ST4 2DE
United Kingdom

Professeur Jean-François Chosson
Etablissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique
26, Boulevard du docteur Petitjean
F-21000 Dijon
France

Professeur Michel Debeauvais
Association francophone de l'éducation comparé
11, rue Pierre Demours
F-75017 Paris
France

M. Maurice Errera
Université Libre de Bruxelles
Faculté des Sciences
67, rue des Chevaux
B-1640 Rhode-Saint-Genèse
Belgique

Professeur Pierre Fontaine
Groupe Interuniversitaire Recherche et Pauvreté (GIREP)
Herestraat 21
B-3000 Leuven
Belgique

Professor Maria Kaila
Département des Sciences de l'Education
Université d'Egée à Rhodes
Demosthenes 8,
Ano Daphni 17235
Athènes, Grèce

Professor Karamjit S. Gill
SEAKE Centre, Lis Department
Faculty of Information Technology
Falmer, Brighton, BN1 9PH
United Kingdom

M. Jean-Paul Leonis
PRELUDE
Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
61, rue de Bruxelles
B-5000 Namur
Belgique

M. Bruno Kervyn
Fondation Universitaire pour la Coopération
Internationale au développement (FUCID)
61, rue de Bruxelles
B-5000 Namur
Belgique

Mme Anne Rouban
Commissaire aux comptes, PRELUDE
20, allée des Mésanges
F-94350 Villers sur Marne
France

Docteur Mamadou Sawadogo
Faculté de Médecine
Université de Ouagadougou
B.P. 7192
Ouagadougou
Burkina Faso

M. Pierre-Marie Thobois
A.F.P.
13, place du Général De Gaulle
F-93108 Montreuil Cedex
France

Professeur Hien Van Nguyen
 Doyen de la Faculté des Sciences
 Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix
 61, rue de Bruxelles
 B-5000 Namur
 Belgique

Non-governmental Organizations

Professeur J.-M. De Ketele
 Président
 Association internationale de la pédagogie universitaire (AIPU)
 Université Catholique de Louvain
 Laboratoire de Pédagogie Expérimentale
 20, Voie du Roman Pays
 B-1348 Louvain-la-Neuve
 Belgique

Mme Monique Fouilloux
 Education International (EI)
 Maison Syndicale Internationale
 Ilot 6 - Bloc C
 155, Bld Emile Jacqmain
 B-1210 Bruxelles
 Belgique

Professeur Louis-Philippe Laprêvôte
 Vice-président
 International Association of University Presidents and Lecturers (IAUPL)
 21, rue Isabey
 F-54000 Nancy
 France

Professeur Denis Lévy
 Président d'honneur
 International Association of University Presidents and Lecturers (IAUPL)
 124 bis, avenue de Villiers
 F-75017 Paris
 France

Mme Denise Macé
 Fédération internationale des femmes diplômées des universités
 4, rue de Chevreuse
 F-75006 Paris
 France

Dr. Berit Olsson
 Director of Co-operation
 International Association of Universities
 1, rue Miollis
 F-75015 Paris
 France

UNESCO

Mr. Y. Atal
Follow-up Unit World Summit for Social Development
Sector of Social and Human Sciences (SHS/WSD)

Mr. G. Haddad
President, Advisory Group on Higher Education

Ms M. Martin
International Institute for Educational Planning (IIEP)

Division of Higher Education

Mr. M.A.R. Dias
Director

Section for Higher Education

Mr. A. Bibtana, Chief of Section

Miss M.L. Kearney

Mr F. Lopes Segrera

Mr J. Sadlak

Ms C. Piñan

Ms V. Rousseau

Ms M. Coursodon

Ms M. Gonzalez Lombardo

Ms L. Simionescu

Other studies published in the series *Papers on Higher Education*: 1983-1989

1. *André Salifou*, Perspectives du développement de l'enseignement supérieur en Afrique dans les prochaines décennies (English & French versions). UNESCO 1983, ED-83/WS/76.
2. *Michel Carton*, Tendances et perspectives de développement de l'enseignement supérieur dans la région Europe. UNESCO 1983, ED-83/WS/77.
3. *Juan Carlos Tedesco*. Tendencias y Perspectivas en el Desarrollo de la Educación Superior en América Latina y el Caribe (English & Spanish versions). UNESCO 1983, ED-83/WS/75.
4. *Omer M. Osman*, Perspectives of the Development of the University in the Arab region from the present to the year 2000 (English & Arabic versions). UNESCO 1983, ED-83/WS/78.
5. *S.C. Goel*, Higher Education in Asia and the Pacific : A Perspective Study. UNESCO 1983, ED-83/WS/99.
6. Study Service : a tool of innovation in higher education. (English & French versions). UNESCO 1984, ED-84/WS/101.
7. *R. Goodridge, A. Layne*, A Digest of Unesco Studies and Documents on the Democratization of Higher Education. UNESCO 1984, ED-84/WS/52.
8. *L.P. Laprévote*, Pour un bilan social de l'Université, instrument d'intégration de la communauté universitaire. UNESCO 1984, ED-83/WS/58.
9. *C. Rakowske-Jaillard, A. Rochegude, H. Acoca*, La problématique de la pédagogie de l'enseignement supérieur et de la recherche pédagogique dans la perspective de la réforme globale de l'éducation en Afrique francophone. UNESCO 1985, ED-84/WS/85.
10. *G. Berger, T.K. Thévenin, A. Coulon*, Évaluation des expériences novatrices sur la démocratisation dans l'enseignement supérieur. UNESCO 1985, ED-85/WS/1.
11. *Prof. Dr. M.L. Van Herreweghe*, Étude préliminaire sur la nature et l'importance de l'enseignement relatif aux sciences de l'éducation dans les établissements d'enseignement supérieur. UNESCO 1986, ED-86/WS/34.
12. *Mme E. Rakobolskaya, André Salifou, D. Lustin*, Trois études de cas sur la formation pédagogique des enseignants d'enseignement supérieur. UNESCO 1986.
13. *Georges Thill, Xavier Marbille, Christiane Coene, François Hurard*, Structures de fonctionnement de la recherche et perspectives de coopération. UNESCO 1986, ED-86/WS/63.
14. *Marcel Guillaume, Georges Thill*, Formation et recherche universitaires : leurs interrelations. UNESCO 1986, ED-86/WS/64.
15. Annotated Bibliography of Selected Unesco Publications and Documents relative to Training and Research. UNESCO 1986.
16. Stocktaking of Needs and Resources relative to Training and Research : Volume 1 : Australia, Hungary, Kenya, Syrian Arab Republic. UNESCO 1987.
17. *César A. Aguiar*, Análisis de las Necesidades y Recursos relativos al Adiestramiento e Investigación.
Formación Superior y Desarrollo Científico en América Latina : Indicaciones preliminares sobre la integración de sistemas. Volumen 2 : America Latina. UNESCO 1987.
18. Inventory of Educational Research on Higher Education Problems Undertaken by Higher Education Institutions (Preliminary Version). UNESCO 1987, ED-86/WS/122 Rev.

19. *Jagbans K. Balbir*, Aspects of Training and Research in Higher Education with Case Studies on India and Venezuela. UNESCO 1987.
20. L'Enseignement supérieur et le Monde du Travail.
Table ronde UNESCO-Fédération internationale syndicale d'enseignement (FISE).
21. Mobilité et échanges universitaires en vue de favoriser la formation et la coopération internationales.
Table ronde UNESCO-Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF).
22. Fonctions et tâches, condition et statut du professeur d'université dans les sociétés de progrès.
Table ronde UNESCO-Association internationale des professeurs et maîtres de conférences des universités (IAUPL).
23. *René Ochs*, The Recognition of Studies and Diplomas of Higher Education : the Contribution of Unesco. La Reconnaissance des études et des diplômes de l'enseignement supérieur : l'apport de l'Unesco.
24. Enseignement supérieur et interdisciplinarité : problèmes et perspectives.
Table ronde UNESCO-Fédération internationale des universités catholiques (FIUC).
25. La Responsabilité des femmes dans la conduite de leur carrière et Enseignement supérieur.
Table ronde UNESCO-FIFDU. UNESCO 1987.
26. *R. Lallez, C. Tahiri-Zagret, A. Robinson, L. D'Hainaut*, Perspectives de l'évolution des systèmes de formation et des pratiques pédagogiques dans le cadre de la coopération internationale.
Table ronde UNESCO-Association internationale de pédagogie universitaire (AIPU). UNESCO 1988, ED-88/WS/31.
27. *Braga, Meyerson, Noguchi, Nemoto, Serafimov*, The Impact of Satellite Technology on University Teaching and Research. UNESCO-IAU, UNESCO 1988. ED-88/WS/44.
28. Higher Level Distance Education and the Needs of Developing Countries.
Round Table UNESCO-International Council for Distance Education (ICDE). UNESCO 1988, ED-88/WS/46.
29. The Challenge for the University : providing education and meeting economic requirements.
Round Table : UNESCO-International Union of Students (IUS). UNESCO.
30. Les Responsabilités internationales du professeur d'Université.
Table ronde : UNESCO-IAUPL, UNESCO, 1988.
31. Higher Education : Problems and challenges for what future ? Final Report, UNESCO-NGO Collective Consultation 1988. (English & French versions), UNESCO 1988.
32. Project Copernicus : Co-operation Programme in Europe for Research on Nature and Industry through Co-ordinated University Study.
Round Table : UNESCO-Standing Conference of Rectors, Presidents and Vice-Chancellors of the European Universities (CRE), UNESCO 1989.
33. Enseignement supérieur scientifique et technique : Nouvelles technologies de l'information et de la communication.
Table ronde : UNESCO-Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), UNESCO 1989.

34. *R. Aspeslagh, D. Chitoran, A. Nastase*, Educational and Research Programmes of Universities and Research Institutes in the Europe region devoted to international understanding, co-operation, peace and to respect for human rights. UNESCO 1989, ED-89/WS/76.
35. *L'enseignement supérieur entre démographie et sociologie : diversifications institutionnelles et variations sociales - Polymnia Zigelka.*
36. *Higher Education Learning Resource Materials, Books and Journals : the Needs of Universities in Developing Countries.*
Round Table : UNESCO-Association of Commonwealth Universities (ACU).